



PROCES-VERBAL CONSEIL MUNICIPAL

**SEANCE DU
mardi 13 décembre 2016**

Convocation du Conseil Municipal

du

13/12/2016

—

Le Conseil Municipal d'AURAY (56) est convoqué, pour une session qui s'ouvrira le 13/12/2016 à 19 HEURES 00 à la Mairie ; Une convocation comportant l'ordre du jour est adressée individuellement à chaque Conseiller.

Fait à AURAY, le

Le Maire,

M. DUMOULIN

ORDRE DU JOUR

~~~~~

0- DGS - APPROBATION DES PROCES VERBAUX DES SEANCES DE CONSEILS MUNICIPAUX DU 15 NOVEMBRE 2016 ET DU 22 NOVEMBRE 2016

1- DGS - ELECTION D'UN NOUVEL ADJOINT P.7

2- DGS - MODIFICATION DE LA COMMISSION MUNICIPALE PERMANENTE ENVIRONNEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE P.11

3- DGS - DESIGNATION D'UN NOUVEAU REPRESENTANT TITULAIRE POUR LE SYNDICAT MIXTE DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GOLFE DU MORBIHAN P.40

4- DSTS - SMLS - COMITE DE PILOTAGE POUR CTMA - DESIGNATION DES REPRESENTANTS P.41

5- DAGRH - AGENTS ITINERANTS : MISE EN PLACE D'UNE INDEMNITE FORFAITAIRE ANNUELLE P.43

6- DF - VERSEMENT D'UNE AVANCE SUR SUBVENTION 2017 CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE FEDERATION AURAY PREFERENCE P.45

7- DF - GRILLE TARIFAIRE : VOTE DES TARIFS 2017 LOCATION DE MATERIEL, OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC, HALLES, MARCHE, CIMETIERE, TARIFS DE MISE EN FOURRIERE, COLLECTE DE DECHETS VERTS, PHOTOCOPIES, ENCARTS PUBLICITAIRES POUR LA SEMAINE DU GOLFE P.47

8- DF - DECISIONS MODIFICATIVES N°2, BUDGET PRINCIPAL-EXERCICE 2016 P.57

9- DF - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - REVISION DES MONTANTS CONFORMEMENT A LA DECISION MODIFICATIVE N° 2/2016 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE P.61

10- DF - EXERCICE BUDGETAIRE 2017 - AUTORISATION A DONNER AU MAIRE POUR ENGAGER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DANS LA LIMITE DU QUART DES CREDITS D'INVESTISSEMENT OUVERTS EN 2016 DU BUDGET PRINCIPAL P.91

11- DF - GARANTIE À 50% D'UN EMPRUNT DE 893 880 € AUPRÈS DE LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU MORBIHAN POUR LA CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS POUR LA RÉSIDENCE LES REFLETS DE SAINT GOUSTAN P.94

12- DF - MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES A PROCEDURE ADAPTEE PASSES DU 16 MAI AU 20 NOVEMBRE 2016 P.95

- 13- DICRP - COMMERCIALISATION DES ENCARTS PUBLICITAIRES DU MAGAZINE MUNICIPAL ET DES AGENDAS MUNICIPAUX (DE POCHE ET DE BUREAU) : APPROBATION DE LA GRILLE TARIFAIRE DU 1/02/17 AU 31/01/2018. P.101
- 14- DSTS - SERVITUDE DE PASSAGE DES PIETONS LE LONG DU LITTORAL - SECTEUR DE LA PETITE FORET ET KERLOC'H P.103
- 15- DSTS - ESPACE JEUNESSE - AUTORISATION A DONNER AU MAIRE DE DEPOSER UNE DECLARATION PREALABLE P.110
- 16- DSTS - PROGRAMME VOIRIE 2017-2019 - ATTRIBUTION DU MARCHE P.115
- 17- DSTS - FOURNITURE DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET LOCATION DE MATERIEL DE VOIRIE - AUTORISATION DE SIGNER LES ACCORDS-CADRES P.116
- 18- DSTS - FOURNITURE DE PIECES ET PRESTATIONS DE SERVICES POUR L'ENTRETIEN DES VEHICULES - AUTORISATION DE SIGNER LES ACCORDS CADRES P.119
- 19- DU - CESSION D'UNE BANDE DE TERRAIN COMMUNALE SITUÉE RUE MARTIN LUTHER KING À M. DOUILLARD ET MME CORNET P.123
- 20- DU - CESSION DE L'APPARTEMENT DU 1ER ÉTAGE DU BÂTIMENT COMMUNAL SITUÉ AU 10, RUE DES ÉCOLES P.129
- 21- DEEJ - CONTRAT DE VILLE GESTION URBAINE DE PROXIMITE - APPROBATION D'UNE CONVENTION - AUTORISATION À DONNER AU MAIRE DE LA SIGNER P.134
- 22- DEEJ - GARDERIE PERI-SCOLAIRE DE L'ÉCOLE SAINTE-THÉRÈSE - APPROBATION D'UNE CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES - AUTORISATION À DONNER AU MAIRE DE LA SIGNER P.151
- 23- DEEJ - DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE L'EDUCATION - GRILLES TARIFAIRES DE L'ALSH DES VACANCES ET MINI-CAMPS A PARTIR DU 1ER JANVIER 2017 P.155
- 24- DAC - SERVICE JEUNESSE - GRILLE TARIFAIRE DU SERVICE JEUNESSE DU 01 JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017 P.161
- 25- DAC - RESTAURATION DE L'EMPRISE PAVEE DU PONT DE SAINT-GOUSTAN. APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA FONDATION DU PATRIMOINE, L'ASSOCIATION MOD KOZH ET LA VILLE POUR L'ORGANISATION D'UNE SOUSCRIPTION PUBLIQUE A DESTINATION DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES P.166
- 26- DAC - FONDATION DU PATRIMOINE - APPROBATION D'UN AVENANT N°5 PROROGANT LA CONVENTION DE PARTENARIAT D'UN AN P.172
- 27- DAC - DEMANDE DE MISE A DISPOSITION GRATUITE DE L'ESPACE ATHENA AU PROFIT DE L'U.S.E.P. POUR L'ORGANISATION DE BALS BRETONS LES 9 ET 10 MARS 2017 P.175

28- DAC - DEMANDE DE MISE A DISPOSITION GRATUITE DE L'ESPACE ATHENA  
AU PROFIT DE L'ASSOCIATION REPERCUSSION POUR SES 20 ANS LES 12 ET 13  
MAI 2017 P.176

29- DAC - DEMANDE DE MISE A DISPOSITION GRATUITE DE L'ESPACE ATHENA  
AU PROFIT DE L'INSPECTION ACADEMIQUE POUR L'ORGANISATION D'UN  
RASSEMBLEMENT DES CHORALES DES COLLEGES PUBLICS DU MORBIHAN LE  
JEUDI 18 MAI 2017 P.177

30- DAC - SEMAINE DU GOLFE 2017 - APPROBATION D'UNE GRILLE TARIFAIRE  
POUR LA VENTE D'ENCARTS PUBLICITAIRES P.179

31- DAC - VIE ASSOCIATIVE - APPROBATION D'UNE CONVENTION  
D'OCCUPATION TEMPORAIRE AVEC L'ASSOCIATION "L'ARGONAUTE & CO" P.181

## SEANCE ORDINAIRE DU

13/12/2016

**Le mardi 13 décembre 2016 à 19 HEURES 00**, le Conseil Municipal de la Commune d'AURAY (Morbihan), légalement convoqué le mardi 06 décembre 2016, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, dans la salle des délibérations sous la présidence de M. DUMOULIN Jean, Maire.

La séance a été publique.

### **Etaient Présents à la présente délibération :**

M. Jean DUMOULIN, M. Gérard GUILLOU, Mme Pierrette LE BAYON, M. Azaïs TOUATI, M. Jean-Yves MAHEO, Mme Aurélie QUEIJO, M. Joseph ROCHELLE, Mme Françoise NAEL, M. Ronan ALLAIN, Mme Mireille JOLY, Mme Valérie VINET-GELLE, M. Maurice LE CHAMPION, M. Patrick GOUEGOUX, Mme Fabienne HOCHET, M. Armel EVANNO, M. Jean-Claude BOUQUET, Mme Annie RENARD, M. Jean-Michel LASSALLE, Mme Marie-Joëlle MIRSCHLER, M. Benoît GUYOT, Mme Marina LE ROUZIC, M. Laurent LE CHAPELAIN, M. Guy ROUSSEL, Mme Marie-Noëlle POMMEREUIL, M. Roland LE SAUCE, M. Jean-Pierre GRUSON, M. Yazid BOUGUELLID

### **Absents excusés :**

Mme Valérie ROUSSEAU (procuration donnée à M. Ronan ALLAIN), Mme Kaourintine HULAUD (procuration donnée à Mme Marie-Noëlle POMMEREUIL), Mme Joëlle MARTINEAU (procuration donnée à M. Roland LE SAUCE), M. François GRENET (procuration donnée à M. Guy ROUSSEL), Mme Nathalie BOUVILLE (procuration donnée à Mme Aurélie QUEIJO), Mme Emmanuelle HERVIO (procuration donnée à M. Jean-Pierre GRUSON)

**Secrétaire de séance : M. GUYOT Benoît**

## **0- DGS - APPROBATION DES PROCES VERBAUX DES SEANCES DE CONSEILS MUNICIPAUX DU 15 NOVEMBRE 2016 ET DU 22 NOVEMBRE 2016**

Le Conseil municipal approuve les procès verbaux des séances de Conseils municipaux du 15 novembre 2016 et du 22 novembre 2016.

### **INTERVENTIONS :**

**M. ROUSSEL** : sur le procès-verbal du 22 novembre 2016, M. GRENET demande que soit écrit à la suite du bordereau du maintien de fonction d'Adjointe au Maire de Mme Rousseau que suite à la décision du Conseil municipal de ne pas voter à bulletin secret la minorité a quitté la séance et ne participe pas au vote.

### **1- DGS - ELECTION D'UN NOUVEL ADJOINT**

M. Jean DUMOULIN, Maire, expose à l'assemblée :

Par délibération en date du 22 novembre 2016, le Conseil municipal a décidé de mettre fin aux fonctions d'Adjointe de Madame Valérie ROUSSEAU, conformément à l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Si le Conseil municipal se prononce contre le maintien dans ses fonctions de l'adjoint auquel le Maire a retiré ses délégations, il peut décider d'élire un nouvel élu pour le remplacer ou de supprimer le poste d'adjoint.

M. le Maire propose de maintenir le poste d'adjoint et en conséquence de procéder à l'élection d'un nouvel adjoint afin de remplacer Madame ROUSSEAU.

Aucune disposition n'impose de remplacer un adjoint ayant cessé ses fonctions par un nouvel adjoint de même sexe. Ainsi cette procédure peut conduire à un écart supérieur à un entre les adjoints de chaque sexe.

En cas d'élection d'un seul adjoint, le candidat est élu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si après deux tours aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Enfin, en cas de vacance et quand il y a lieu de désigner un nouvel adjoint, le Conseil municipal peut décider qu'il occupera, dans l'ordre du tableau, le même rang que l'élu qui occupait précédemment le poste de venu vacant. A défaut, il prendra rang après tous les autres adjoints en fonction.

M. le Maire propose que le nouvel adjoint occupe le même rang que celui qu'occupait Madame ROUSSEAU.

Vu les articles L 2122-7, L 2122-7-2, L 2122-10, et L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

M. Le Maire propose la candidature de M. Jean-Claude BOUQUET et un vote à bulletin secret.

Aucun autre candidat ne s'étant déclaré,

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 33

A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas de désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître : 8

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés : 25

Majorité absolue : 13

Le Conseil municipal :

- **PROCEDE** à l'élection d'un nouvel Adjoint au scrutin secret et à la majorité absolue. 33 votants se sont prononcés (25 pour M. BOUQUET et 8 bulletins blancs)

- **DECLARE** que M. Jean-Claude BOUQUET est élu Adjoint et occupera le 4<sup>e</sup> rang dans l'ordre du tableau



## TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL

(art. L. 2121-1 du code général des collectivités territoriales – CGCT)

L'ordre du tableau détermine le rang des membres du conseil municipal. Après le maire, prennent rang, dans l'ordre du tableau, les adjoints puis les conseillers municipaux.

L'ordre du tableau des adjoints est déterminé, sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 2122-10, par l'ordre de nomination et, entre adjoints élus le même jour sur la même liste de candidats aux fonctions d'adjoints, par l'ordre de présentation sur cette liste.

L'ordre du tableau des conseillers municipaux est déterminé, même quand il y a des sections électorales

1° Par la date la plus ancienne de nomination intervenue depuis le dernier renouvellement intégral du conseil municipal ;

2° Entre conseillers élus le même jour, par le plus grand nombre de suffrages obtenus ;

3° Et, à égalité de voix, par la priorité d'âge.

Une copie du tableau est transmise au préfet au plus tard à 18 heures le lundi suivant l'élection du maire et des adjoints (art. R. 2121-2 du CGCT).

| Rang | Fonction <sup>1</sup> | Qualité (M. ou Mme) | NOM ET PRÉNOM           | Date de naissance | Date d'entrée au conseil municipal | Suffrages obtenus par la liste (en chiffres) |
|------|-----------------------|---------------------|-------------------------|-------------------|------------------------------------|----------------------------------------------|
| 1    | Maire                 | M.                  | Jean DUMOULIN           | 15/04/1953        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 2    | Premier adjoint       | M.                  | Gérard GUILLOU          | 30/09/1947        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 3    | Deuxième adjoint      | Mme                 | Pierrette LE BAYON      | 04/11/1950        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 4    | Troisième adjoint     | M.                  | Azaïs TOUATI            | 24/03/1959        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 5    | Quatrième adjoint     | M.                  | Jean-Claude BOUQUET     | 20/01/1950        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 6    | Cinquième adjoint     | M.                  | Jean-Yves MAHEO         | 10/08/1951        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 7    | Sixième adjoint       | Mme                 | Aurélio QUEIRO          | 06/04/1984        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 8    | Septième adjoint      | M.                  | Joseph ROCHELLE         | 15/05/1956        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 9    | Huitième adjoint      | Mme                 | Françoise NAEL-PEZRES   | 31/12/1973        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 10   | Neuvième adjoint      | M.                  | Ronan ALLAIN            | 02/02/1988        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 11   | Conseiller municipal  | Mme                 | Annie RENARD            | 08/08/1947        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 12   | Conseiller municipal  | Mme                 | Marie-Joëlle MIRSCHLER  | 21/10/1947        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 13   | Conseiller municipal  | M.                  | Armel EVANNO            | 05/01/1951        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 14   | Conseiller municipal  | M.                  | Patrick GOUÉGOUX        | 20/11/1951        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 15   | Conseiller municipal  | M.                  | Benoît GUYOT            | 18/03/1958        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 16   | Conseiller municipal  | Mme                 | Fabienne HOCHET         | 17/04/1959        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 17   | Conseiller municipal  | M.                  | Maurice LE CHAMPION     | 06/02/1962        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 18   | Conseiller municipal  | Mme                 | Valérie VINET-GELLE     | 05/11/1964        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 19   | Conseiller municipal  | Mme                 | Valérie ROUSSEAU        | 13/04/1968        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 20   | Conseiller municipal  | M.                  | Jean-Michel LASALLE     | 20/01/1970        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 21   | Conseiller municipal  | Mme                 | Mireille JOLY           | 20/03/1972        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 22   | Conseiller municipal  | Mme                 | Marina LE ROUZIC        | 27/11/1984        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 23   | Conseiller municipal  | M.                  | Laurent I.F. CHAPELAIN  | 21/12/1988        | 30/03/2014                         | 2879                                         |
| 24   | Conseiller municipal  | Mme                 | Joëlle MARTINEAU        | 10/04/1949        | 01/04/2014                         | 2605                                         |
| 25   | Conseiller municipal  | M.                  | Jean-Pierre GRUSON      | 10/07/1952        | 03/04/2014                         | 2605                                         |
| 26   | Conseiller municipal  | Mme                 | Marie-Noëlle POMMEREUIL | 19/12/1953        | 30/03/2014                         | 2605                                         |

<sup>1</sup> Préciser : maire, adjoint (indiquer le numéro d'ordre de l'adjoint) ou conseiller.

| Rang | Fonction <sup>(1)</sup> | Qualité<br>(M. ou Mme) | NOM ET PRÉNOM      | Date de naissance | Date d'entrée au conseil<br>municipal | Suffrages obtenus<br>par la liste<br>(en chiffres) |
|------|-------------------------|------------------------|--------------------|-------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------------|
| 27   | Conseiller municipal    | M.                     | Guy ROUSSEL        | 18/11/1954        | 30/03/2014                            | 2605                                               |
| 28   | Conseiller municipal    | M.                     | Roland LE SAUCE    | 19/12/1955        | 30/03/2014                            | 2605                                               |
| 29   | Conseiller municipal    | Mme                    | Kaourintine HULAUD | 04/04/1958        | 30/03/2014                            | 2605                                               |
| 30   | Conseiller municipal    | M.                     | François GRENET    | 01/12/1962        | 01/04/2014                            | 2605                                               |
| 31   | Conseiller municipal    | Mme                    | Nathalie BOUVILLE  | 03/04/1967        | 19/05/2015                            | 2879                                               |
| 32   | Conseiller municipal    | Mme                    | Emmanuelle HERVIO  | 17/12/1971        | 15/09/2015                            | 2605                                               |
| 33   | Conseiller municipal    | M.                     | Yazid BOUGUELLID   | 26/11/1961        | 03/11/2015                            | 2879                                               |

Cachet de la mairie :

Certifié par le maire,  
M. Jean DUMOULIN  
A Auray , le,

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 15/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 15/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 15/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **2- DGS - MODIFICATION DE LA COMMISSION MUNICIPALE PERMANENTE ENVIRONNEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE**

M. Jean DUMOULIN, Maire, expose à l'assemblée :

Il est proposé de modifier la composition de la Commission permanente environnement et développement durable.

Vu la délibération du 14 avril 2014, relative à la création des commissions et à la désignation de ses membres,

Vu la délibération du 3 novembre 2015, relative à la modification de la composition de la Commission environnement et développement durable.

Vu le règlement intérieur du Conseil municipal du 20 septembre 2016

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 25 voix pour),

8 abstention(s) :

M. ROUSSEL, Mme HULAUD, Mme POMMEREUIL, M. LE SAUCE, Mme MARTINEAU, M. GRENET, M. GRUSON, Mme HERVIO

Le Conseil municipal :

- **MODIFIE** la composition de la Commission permanente environnement et développement durable.

- **MODIFIE** l'article 32 du règlement intérieur du Conseil municipal en conséquence.

- **DESIGNE** M. Jean Claude BOUQUET pour siéger au sein de cette commission désormais composée comme suit : Mme ROUSSEAU, M. GUILLOU, M. TOUATI, M MAHEO, M. BOUGUELLID, Mme LE ROUZIC, M. LE CHAPELAIN, Mme HERVIO, Mme MARTINEAU, M. BOUQUET.



Mairie d'Auray

Direction Générale des Services

# **Règlement intérieur du Conseil municipal d'Auray**

## Préambule

L'article L 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que :

*« Dans les communes de 3.500 habitants et plus, le Conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation » .*

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil municipal qui se donne des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La loi du 6 février 1992 impose au Conseil municipal l'obligation de fixer dans son règlement intérieur

- les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire,
- les conditions de consultation, par tout conseiller municipal, des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L 2121-12 du CGCT,
- ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

Figurent dans ce règlement :

- en caractères italiques, les dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) avec référence aux articles cités
- en caractères droits, les dispositions proposées propres au règlement intérieur du Conseil municipal d'Auray

Dans la mesure où l'article 33 du règlement intérieur du Conseil municipal définit la liste des commissions permanentes ainsi que leur dénomination et composition, il convient de procéder à sa modification pour tenir compte de la délibération précédente.

# SOMMAIRE

|                                                                    |    |
|--------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I : Réunions du Conseil municipal.....                    | 5  |
| Article 1 : Périodicité des séances.....                           | 5  |
| Article 2 : Convocations.....                                      | 5  |
| Article 3 : Ordre du jour.....                                     | 5  |
| Article 4 : Accès aux dossiers.....                                | 6  |
| Article 5 : Questions orales.....                                  | 6  |
| Article 6 : Questions écrites.....                                 | 7  |
| CHAPITRE II : Tenue des séances du Conseil municipal.....          | 8  |
| Article 7 : Présidence.....                                        | 8  |
| Article 8 : Quorum.....                                            | 8  |
| Article 9: Pouvoirs.....                                           | 9  |
| Article 10 : Secrétariat de séance et intervenants extérieurs..... | 9  |
| Article 11 : Accès et tenue du public.....                         | 10 |
| Article 12 : Séance à huis clos.....                               | 10 |
| Article 13 : Police de l'assemblée.....                            | 10 |
| Article 14 : Enregistrement des débats.....                        | 11 |
| CHAPITRE III : Débats et votes des délibérations.....              | 12 |
| Article 15 : Délibérations - Avis - Vœux.....                      | 12 |
| Article 16 : Déroulement de la séance.....                         | 12 |
| Article 17 : Débats ordinaires.....                                | 12 |
| Article 18 : Débats budgétaires.....                               | 13 |
| Article 19 : Suspension de séance.....                             | 14 |
| Article 20 : Amendements.....                                      | 14 |
| Article 21 : Votes.....                                            | 14 |
| Article 22 : Clôture de toute discussion.....                      | 16 |
| CHAPITRE IV : Comptes rendus des débats et des décisions.....      | 17 |
| Article 23 : Procès-verbaux.....                                   | 17 |
| Article 24 : Comptes-rendus.....                                   | 17 |
| Article 25 : Extraits des délibérations.....                       | 18 |
| Article 26 : Recueil des actes administratifs.....                 | 18 |
| Article 27 : Documents budgétaires.....                            | 18 |
| Article 28 : Documents des délégataires de service public.....     | 19 |
| CHAPITRE V: Organisation politique du conseil.....                 | 20 |

|                                                                                                                      |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Article 29 : La Municipalité.....                                                                                    | 20 |
| Article 30 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale..... | 20 |
| Article 31 : Droit d'expression des élus municipaux dans les supports d'information municipale :.....                | 20 |
| CHAPITRE VI : Commissions et comités consultatifs.....                                                               | 22 |
| Article 32 : Commissions permanentes du Conseil municipal.....                                                       | 22 |
| Article 33 : La Commission d'Appel d'Offres (CAO).....                                                               | 24 |
| Article 34 : La Commission de Délégation de Service Public (CDSP - ou commission d'ouverture des plis).....          | 25 |
| Article 35 :La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).....                                      | 25 |
| Article 36 : La Commission Communale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées (CCAPH).....                     | 26 |
| Article 37 : La Commission Voirie.....                                                                               | 26 |
| Article 38 : La Commission Communale des Impôts Directs (CCID).....                                                  | 27 |
| Article 39 : Comités consultatifs.....                                                                               | 27 |
| Chapitre VII Dispositions diverses.....                                                                              | 28 |
| Article 40 : Modification du règlement.....                                                                          | 28 |
| Article 41 : Application du règlement.....                                                                           | 28 |

## CHAPITRE I : Réunions du Conseil municipal

### **Article 1 : Périodicité des séances**

Article L. 2121-7 CGCT : *Le Conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre. Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet.*

Article L. 2121-9 CGCT : *Le Maire peut réunir le Conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'État dans le département ou par le tiers au moins des membres du Conseil municipal en exercice dans les communes de 3 500 habitants et plus (...) En cas d'urgence, le représentant de l'État dans le département peut abréger ce délai.*

### **Article 2 : Convocations**

Article L. 2121-10 CGCT : *Toute convocation est faite par le Maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des conseillers municipaux, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse.*

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion.

Article L. 2121-12 CGCT : *Dans les communes de 3 500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du Conseil municipal. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.*

L'envoi des convocations et des notes de synthèse aux membres du Conseil municipal est effectué selon le choix de chaque conseiller municipal :

- soit par voie dématérialisée à l'adresse électronique de son choix,
- soit au format papier, à l'adresse de son choix.

### **Article 3 : Ordre du jour**

Le Maire fixe l'ordre du jour qui est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Sauf décision contraire du Maire, notamment en cas d'urgence, ou d'impérieuse nécessité, toute affaire soumise à la délibération et à l'approbation du Conseil



municipal, doit être préalablement soumise à l'une au moins des commissions compétentes prévues au chapitre VI du présent règlement.

#### **Article 4 : Accès aux dossiers**

Article L. 2121-12 CGCT : (...)

*Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur. (...)*

Article L. 2121-13 CGCT : *Tout membre du Conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.*

Durant les 5 jours précédant la séance du Conseil municipal, les conseillers municipaux peuvent consulter les documents visés par les articles précités, à l'Hôtel de Ville ou, le cas échéant, au Pôle Municipal du Penher, aux heures d'ouverture au public.

Les Conseillers municipaux qui voudront consulter les mêmes dossiers en dehors des heures d'ouverture au public devront adresser au Maire une demande écrite.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du Conseil municipal auprès de l'administration communale, devra se faire sous couvert du Maire ou de l'adjoint délégué.

#### **Article 5 : Questions orales**

Article L. 2121-19 CGCT : *Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. Dans les communes de 3.500 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions.*

Les conseillers municipaux peuvent poser des questions orales auxquelles le Maire, l'adjoint ou le conseiller municipal délégué compétent répond directement.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général.

Elles sont posées en fin de séance après épuisement de l'ordre du jour.

Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents.

Si l'objet des questions orales le justifie, le Maire peut décider de les transmettre pour examen aux commissions permanentes compétentes.

Elles ne donnent pas lieu à délibération.

## **Article 6 : Questions écrites**

Chaque membre du Conseil municipal peut adresser au Maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la Ville et l'action municipale.

Le texte des questions écrites adressées au Maire fait l'objet de sa part d'un accusé de réception.

Le Maire répond aux questions écrites posées par les conseillers municipaux dans un délai de 15 jours. En cas d'étude complexe, l'accusé de réception fixera le délai de réponse qui ne pourra toutefois dépasser un mois.

## CHAPITRE II : Tenue des séances du Conseil municipal

### **Article 7 : Présidence**

Article L. 2121-14 CGCT : *Le Conseil municipal est présidé par le Maire et, à défaut, par celui qui le remplace.*

*Dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son président.*

*Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion; mais il doit se retirer au moment du vote.*

Article L. 2122-8 CGCT : *La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du Conseil municipal.*

Le président ouvre les séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, clôt les séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article L. 2122-17 CGCT : *En cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement, le Maire est provisoirement remplacé, dans la plénitude de ses fonctions, par un adjoint, dans l'ordre des nominations et, à défaut d'adjoint, par un conseiller municipal désigné par le conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau.*

En cas d'absence ou d'empêchement du Maire, les séances sont présidées par un adjoint dans l'ordre du tableau.

### **Article 8 : Quorum**

Article L. 2121-17 CGCT : *Le Conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.*

*Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le Conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.*

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ. Ce départ sera inscrit au procès-verbal.

Le quorum s'apprécie sur le nombre de conseillers en exercice et non sur l'effectif théorique du Conseil municipal.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le Maire lève la séance et renvoie l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

### **Article 9: Pouvoirs**

*Article L. 2121-20 CGCT : Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.*

Les pouvoirs doivent être remis en début de séance au président de l'assemblée, lors de l'appel du nom du conseiller empêché ou avoir été transmis par courrier au Maire avant la séance du Conseil municipal. Une télécopie ou un courrier électronique ne peuvent que compléter l'écrit original du pouvoir signé qui devra être produit ultérieurement en cas de contestation.

Le président de séance doit pouvoir authentifier avec certitude l'auteur du pouvoir. Celui-ci doit obligatoirement prendre la forme d'un écrit comportant la désignation du mandataire et l'indication de la ou des séances pour lesquelles le mandat est donné et la signature du mandataire.

Le pouvoir peut être établi au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance. Dans ce cas, le conseiller municipal qui se retire doit remettre au Maire un pouvoir écrit .

### **Article 10 : Secrétariat de séance et intervenants extérieurs**

*Article L. 2121-15 CGCT : Au début de chacune de ses séances, le Conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.*

*Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.*

Le secrétaire de séance assiste le Maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, pour la constatation des votes et pour le bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Assistent aux séances publiques du Conseil municipal, le Directeur Général des Services de la Ville, et tout autre fonctionnaire municipal ou personne qualifiée concerné par l'ordre du jour et invité par le Maire.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du Maire et restent tenus à l'obligation de réserve.

## **Article 11 : Accès et tenue du public**

Article L. 2121-18 alinéa 1er CGCT : *Les séances des Conseils municipaux sont publiques.*

Nulle personne étrangère au Conseil municipal ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans l'enceinte où siège les membres du Conseil municipal. Seuls les membres du Conseil municipal, les fonctionnaires municipaux et personnes, dûment autorisés par le Maire, y ont accès.

Un emplacement spécial est toutefois réservé aux représentants de la presse qui sont autorisés par le Maire à s'y installer.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Durant toute la séance, le public présent doit se tenir assis, et garder le silence ; toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Toutefois, le Maire, à sa seule initiative, et après vote d'une suspension de séance par le Conseil municipal, peut inviter une personne du public à prendre la parole, pendant une durée déterminée, sur une question inscrite à l'ordre du jour, sans que ne s'instaure un débat.

## **Article 12 : Séance à huis clos**

Article L. 2121-18 alinéa 2 CGCT : (...) *sur la demande de trois membres ou du Maire, le Conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.*

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du Conseil municipal.

Lorsqu'il est décidé que le Conseil municipal se réunit à huis clos, le public et les représentants de la presse doivent se retirer.

## **Article 13 : Police de l'assemblée**

Le Maire fait observer et respecter le présent règlement, il rappelle à l'ordre les membres ou le public qui s'en écartent et en cas de troubles ou d'infraction pénale, il est fait application, avec l'aide des forces de police, des dispositions de l'article suivant :

Article L 2121-16 du CGCT : *Le Maire a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.*

## **Article 14 : Enregistrement des débats**

L'enregistrement des débats, par tout moyen audio ou audiovisuel approprié, est effectué par les services municipaux sous la surveillance du Maire. Cet enregistrement sert de base à la rédaction du procès-verbal de la séance.

L'usage de matériel d'enregistrement audio ou audiovisuel par le public ou la presse est possible, sans autorisation préalable, dans la mesure où il ne trouble pas le bon ordre des travaux de l'assemblée. Dans le cas contraire, le Maire prend les mesures adéquates en vertu de l'article L.2121-16 du CGCT.

## CHAPITRE III : Débats et votes des délibérations

### **Article 15 : Délibérations - Avis - Vœux.**

Article L. 2121-29 : *Le Conseil municipal règle par ses **délibérations** les affaires de la commune.*

*Il donne son avis toutes les fois que cet **avis** est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.*

*Lorsque le Conseil municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre.*

*Le Conseil municipal émet des **vœux** sur tous les objets d'intérêt local.*

### **Article 16 : Déroulement de la séance**

Le Maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus.

Il demande au Conseil municipal de nommer le secrétaire de séance.

Le Maire énonce ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Le Maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il fait approuver le procès verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le Maire ou par les rapporteurs désignés par le Maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Maire lui-même ou de l'adjoint compétent.

Le Maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu des délégations d'attribution qu'il a reçu du Conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales.

### **Article 17 : Débats ordinaires**

La parole est accordée par le Maire aux membres du Conseil municipal qui la demandent. Tout membre du Conseil municipal ne peut parler qu'après avoir demandé la parole au Maire et l'avoir obtenue.

Lorsqu'un membre du Conseil municipal s'écarte de la question ou trouble l'ordre par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Maire qui peut alors faire application des dispositions prévues à l'article 13 du présent règlement « Police l'assemblée ».

Les membres du Conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Maire.

Au-delà de 10 minutes consécutives d'intervention, le Maire peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.

Sauf autorisation du Maire, aucun membre du Conseil municipal ne peut reprendre la parole dans la discussion d'une délibération sur laquelle il est déjà intervenu : cette disposition ne s'applique ni au(x) rapporteur(s) ni à l'Adjoint compétent, ni au Maire qui doivent à tout moment apporter les éclaircissements nécessaires au débat engagé.

Lorsque viennent en délibération, des projets ou des présentations portant sur des questions importantes engageant la politique municipale et nécessitant de plus larges développements et des échanges de vues plus élaborés (aménagement de la ville, investissements neufs, travaux importants, budgets et comptes administratifs, présentation de la politique municipale menée dans tel ou tel domaine, bilan annuel du fonctionnement d'un service,...) chacun peut s'exprimer sans qu'il y ait, a priori, limitation de durée : toutefois, pour le cas où les débats excéderaient une durée raisonnable, le Conseil municipal est appelé, sur proposition du Maire, à fixer de manière exhaustive et définitive, le nombre d'intervenants ayant à prendre la parole et la durée d'intervention impartie à chacun d'eux.

### **Article 18 : Débats budgétaires**

Article L. 2312-1 CGCT : *Le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil municipal.*

*Dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au Conseil municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8.*

### **Débat d'orientations budgétaires**

Le débat d'orientations budgétaires a lieu après inscription à l'ordre du jour d'une séance ordinaire ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il ne fait pas l'objet d'un vote mais donne lieu à délibération et est enregistré au procès verbal de séance.

La convocation du Conseil municipal est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.



Le rapport est accompagné de la liste des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) et comprend des informations sur la structure et la gestion de la dette.

### **Article 19 : Suspension de séance**

Le Maire peut mettre aux voix toute demande de suspension de séance. Elle doit être approuvée par au moins le tiers du Conseil municipal.

Le Maire fixe la durée des suspensions de séances.

### **Article 20 : Amendements**

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au Conseil municipal.

Ils doivent être proposés par écrit au Maire. Le Conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente pour examen complémentaire.

A l'occasion des décisions budgétaires, les amendements comportant majoration d'un crédit de dépenses ou diminution d'une recette, ne sont recevables que s'ils prévoient en compensation et respectivement, l'augmentation d'une autre recette ou la diminution d'un autre crédit de dépenses. A défaut, le Maire peut les déclarer irrecevables.

### **Article 21 : Votes**

Article L. 2121-20 CGCT : (...) *Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.*

*Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.*

Article L. 2121-21 CGCT : *Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.*

*Il est voté au scrutin secret:*

*- Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame;*

*- Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.*

*Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.*

*Le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.*

*Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet*

*immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Maire.*

Le Conseil municipal vote de l'une des trois manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin public par appel nominal
- au scrutin secret.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent le nombre de votants pour , le nombre de votants contre, le nombre d'abstentions et de vote nuls.

Lorsqu'il y a simultanément entre une demande de vote au scrutin public et une demande de vote au scrutin secret, c'est la demande de vote au scrutin secret qui l'emporte dès lors que le scrutin est réclamé par le tiers des membres présents, même si la demande de vote au scrutin public est formée par un nombre plus élevé de conseillers<sup>1</sup>.

Lorsque le Conseil municipal est appelé à choisir entre plusieurs propositions de délibérations ou de vœux, il est procédé à autant de vote qu'il y a de propositions.

### **Vote du budget**

Le budget est adopté pour le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique et avant le 30 avril l'année du renouvellement de l'organe délibérant (articles L 1612-1 et L 1612-2 CGCT).

*Article L 2312-2 : Les crédits sont votés par chapitre et, si le Conseil municipal en décide ainsi, par article.*

*Toutefois, hors les cas où le Conseil municipal a spécifié que les crédits sont spécialisés par article, le Maire peut effectuer des virements d'article à article dans l'intérieur du même chapitre.*

### **Compte administratif**

Le vote du compte administratif (article L. 1612-12 CGCT) présenté annuellement par le Maire doit intervenir pour le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

### **Compte de gestion**

Avant le 1<sup>er</sup> juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le trésorier établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes).

Le compte de gestion est également soumis au vote de l'assemblée délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents (compte administratif et compte de gestion).

---

<sup>1</sup> Conseil d'Etat, 15 mai 1908, « Souet »

**Article 22 : Clôture de toute discussion**

Les membres du Conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Maire.

Il appartient au président de séance seul de mettre fin aux débats.

## CHAPITRE IV : Comptes rendus des débats et des décisions

### **Article 23 : Procès-verbaux**

Les séances publiques du Conseil municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique. Les interventions hors micro ne sont pas, si elles sont inaudibles, retranscrites au procès-verbal. Ce procès-verbal, une fois établi, est tenu à la disposition des membres du Conseil municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le désirent.

*Article L 2121-23 : Les délibérations sont inscrites par ordre de date. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.*

La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Il est ensuite publié sur le site internet de la Ville.

Les membres du Conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

*Article L 2121-26 : Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du Conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux. Chacun peut les publier sous sa responsabilité.*

*La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut-être obtenue aussi bien du Maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article 4 de la Loi n°78-753 du 17 juillet 1978.*

Cette demande est satisfaite moyennant le paiement de la reproduction des documents selon le tarif en vigueur.

### **Article 24 : Comptes-rendus**

*Article L. 2121-25 CGCT : Le compte rendu de la séance est affiché dans la huitaine.*

Il est en outre tenu à la disposition des conseillers municipaux, de la presse et du public.

Il présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du conseil. Ce compte-rendu est communiqué par courrier électronique aux conseillers municipaux, dans la huitaine et affiché sur le panneau d'affichage de l'Hôtel de Ville.

## **Article 25 : Extraits des délibérations**

Les extraits des délibérations transmis au Préfet, conformément à la législation en vigueur, ne mentionnent que le nombre de membres présents et représentés, le respect du quorum. Ils mentionnent également le texte intégral de l'exposé de la délibération et indiquent la décision du Conseil municipal. Ces extraits sont signés par le Maire ou l'Adjoint délégué.

## **Article 26 : Recueil des actes administratifs**

Article R 2121-10 CGCT :

*Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le dispositif des délibérations du Conseil municipal visé au second alinéa de l'article L. 2121-24 et les arrêtés du Maire, à caractère réglementaire, visés au deuxième alinéa de l'article L. 2122-29, sont publiés dans un recueil des actes administratifs ayant une périodicité au moins trimestrielle.*

*Ce recueil est mis à la disposition du public à la mairie (...). Le public est informé, dans les vingt-quatre heures, que le recueil est mis à sa disposition par affichage aux lieux habituels de l'affichage officiel.*

*La diffusion du recueil peut être effectuée à titre gratuit ou par vente au numéro ou par abonnement*

Le recueil des actes administratifs de la commune est publié mensuellement.

Il est consultable à l'hôtel de Ville ou au service des archives municipales.

Le recueil peut également être transmis par courrier électronique à toute personne en faisant la demande expresse.

## **Article 27 : Documents budgétaires**

Article L 2313-1 CGCT :

*Les budgets de la commune restent déposés à la mairie (...) où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.*

*Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du Maire.*

*(...) les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L. 2343-2, sont assortis en annexe :*

*1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;*

*2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;*

*3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;*

*4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :*

*a) détient une part du capital ;*

*b) a garanti un emprunt ;*

*c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.*

*La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;*

*5° Supprimé ;*

*6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;*

*7° De la liste des délégataires de service public ;*

*8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme ;*

*9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L. 1414-1 ;*

*10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.*

*Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.*

*(..) les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.<sup>2</sup>*

*(...)*

*Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.*

Les budgets, comptes administratifs, décision modificative budgétaires et leurs annexes sont publiés sur le site internet municipal.

## **Article 28 : Documents des délégataires de service public**

Article L 1411-13 CGCT :

*Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents relatifs à l'exploitation des services publics délégués, qui doivent être remis à la commune en application de conventions de délégation de service public, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 6 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, sont mis à la disposition du public sur place à la mairie (...) dans les quinze jours qui suivent leur réception par voie d'affiche apposée. Le public est avisé par le Maire de cette réception par voie d'affiche apposée en mairie et aux lieux habituels d'affichage pendant au moins un mois.*

---

<sup>2</sup> Chaque année, le magazine municipal, suivant le Conseil municipal lors duquel a été adopté le budget, présente des données synthétiques sur la situation financière de la commune

## CHAPITRE V: Organisation politique du conseil

### **Article 29 : La Municipalité**

La Municipalité comprend le Maire, les Adjointes et les Conseillers Municipaux Délégués.

Assistent aux réunions de municipalité le Directeur Général des Services et toute autre personne qualifiée dont la présence est souhaitée par le Maire.

La séance n'est pas publique.

La réunion est convoquée et présidée par le Maire ou en cas d'empêchement, par un adjoint dans l'ordre du tableau.

### **Article 30 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale**

Article L. 2121-27 CGCT : *Dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun.*

Article R 2121-12 du CGCT : « Les modalités d'aménagement et d'utilisation du local commun mis à disposition des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale (...) sont fixées par accord entre ceux-ci et le Maire(...). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, les conseillers municipaux concernés peuvent, à leur demande d'un local administratif permanent ».

Par convention du 6 juin 2014 un local municipal a été mis à la disposition des conseillers municipaux élus de la liste « Responsables et solidaires, un avenir durable pour Auray ».

### **Article 31 : Droit d'expression des élus municipaux dans les supports d'information municipale :**

Article L. 2121-27-1 CGCT : *Dans les communes de 3.500 habitants et plus, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du Conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale.*

Le magazine municipal réserve un espace d'expression aux deux listes présentes au sein du Conseil municipal. :

- liste « Bien vivre à Auray »
- liste « Responsables et solidaires, un avenir durable pour Auray »

Ce droit d'expression s'exprime selon les modalités suivantes :

1- La périodicité du magazine est bimestrielle y compris en période électorale pendant laquelle les tribunes des 2 listes sont maintenues.

2- L'espace réservé à l'expression de chacune des listes dans chacun des numéros du magazine est égal à 2.100 signes (titres, signature, ponctuation et espaces compris) environ pour chaque liste. Si le texte transmis excède les 2.100 signes, une demande de rectification sera adressée par mail au(x) signataire(s). Un texte conforme devra être renvoyé sous 48h. A défaut, seuls les 2.100 premiers caractères seront publiés.

3- Les tribunes parues dans le magazine font l'objet d'une publication sur le site internet de la ville

4- Cette expression doit présenter un lien suffisant avec les affaires de la collectivité et respecter les lois et règlements en vigueur, notamment ceux ayant trait aux publications de presse.

5- Cette expression doit être dépourvue de toute attaque personnelle, diffamation, insulte, injure ou fausse information. Le contenu sera dénué de tout prosélytisme politique en période électorale (article 52-8 du Code électoral).

6- Directeur de publication, le Maire ou son représentant veillera au bon respect de ces dispositions.

7- Chaque liste représentée au sein du Conseil municipal désigne un conseiller municipal référent qui est chargé de transmettre les tribunes au Maire.



## CHAPITRE VI : Commissions et comités consultatifs

### **Article 32 : Commissions permanentes du Conseil municipal**

Article L. 2121-22 CGCT : *Le Conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.*

*Elles sont convoquées par le Maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le Maire est absent ou empêché.*

*Dans les communes de plus de 3.500 habitants, la composition des différentes commissions (...) doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.*

Les 10 commissions permanentes suivantes ont été instituées par délibération du Conseil municipal du 14 avril 2014 et modifiées par délibérations des 15 décembre 2014, 31 mars 2015, 2 février 2016 :

| <b>Commissions</b>                                                                             | <b>Majorité</b> | <b>Minorité</b> | <b>Nombre total de membres</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|--------------------------------|
| développement économique ; animation et développement commercial                               | 5               | 2               | 7                              |
| santé, affaires sociales, solidarité                                                           | 7               | 2               | 9                              |
| urbanisme, logement, foncier, publicité                                                        | 8               | 2               | 10                             |
| environnement, développement durable                                                           | 8               | 2               | 10                             |
| travaux, bâtiments, voiries, espaces verts et naturels ; circulation, propreté, domaine public | 8               | 2               | 10                             |
| sport                                                                                          | 6               | 2               | 8                              |
| finances, budget                                                                               | 7               | 2               | 9                              |
| vie scolaire, rythmes scolaires, enfance, loisirs                                              | 7               | 2               | 9                              |
| culture, jeunesse, patrimoine,                                                                 | 9               | 3               | 12                             |
| Subventions aux associations                                                                   | 10              | 3               | 13                             |

Le nombre de membres indiqué ci-dessus exclut le Maire qui est président de droit de chacune de ces commissions.

Au cours de leur première séance, les commissions élisent en leur sein un vice-président .

Il est précisé que tout nouveau conseiller municipal est de droit membre des commissions permanentes dans lesquelles siégeait le conseiller municipal dont le

siège s'est trouvé vacant et qu'il remplace. Toutefois dans ce cas, sont autorisées les permutations de commissions à commissions entre les membres d'une même liste.

### **Convocation et ordre du jour**

La commission se réunit sur convocation du Maire ou du vice-président, à leur propre initiative ou à la demande de la majorité de ses membres. Dans ce dernier cas, le Maire ou le vice-président convoque la commission dans un délai d'un mois.

La convocation précise la date, l'heure, le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour prévisionnel.

Le Maire ou le vice-président fixe l'ordre du jour de la commission.

Les commissions étudient toute question relevant de leur domaine de compétence.

A l'initiative du Maire, 2 ou plusieurs commissions permanentes du Conseil municipal peuvent être réunies ensemble en vue d'examiner et d'émettre des avis sur des questions interférant sur leurs domaines respectifs de compétences.

A l'initiative du Maire, une commission permanente peut être, à titre exceptionnel, élargie à l'ensemble des membres du Conseil municipal, en vue d'examiner et d'émettre des avis sur des questions inscrites par lui à l'ordre du jour.

L'envoi des convocations aux membres de la commission est, par principe, effectué par voie dématérialisée à l'adresse électronique de leur choix. Les membres ne souhaitant pas recevoir leur convocation électroniquement peuvent les recevoir sous format papier, à l'adresse de leur choix. Ils doivent en faire la demande expressément.

La convocation peut-être accompagnée de notes de synthèse.

Le délai de convocation est fixé à 5 jours francs.

### **Quorum :**

Le quorum est atteint si la moitié au moins des membres de la commission sont présents ou représentés par pouvoirs.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions de l'article 2 du présent règlement, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée à trois jours au moins d'intervalle. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance. Si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ. Ce départ sera inscrit au compte-rendu.

### **Pouvoirs**

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix, membre de la commission, un pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre de la commission ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut

être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs doivent être remis au président de séance lors de l'appel du nom, en début de séance, du conseiller empêché ou parvenir par courrier avant la séance.

Un membre de la commission absent ne peut se faire représenter par un conseiller municipal non membre de ladite commission.

### **Vote**

Les commissions statuent à la majorité des suffrages exprimés à main levée. Seuls les votes des membres sont comptabilisés, les personnes extérieures ne votent pas.

### **Secrétariat des réunions**

Le secrétariat de la séance est assuré par le président de la séance.

### **Déroulement et publicité des séances**

Les réunions des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.

Le président de la séance peut être assisté du personnel communal qualifié.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au Conseil municipal.

Chaque adjoint a la faculté d'assister, en qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission autre que celles dont il est membre.

### **Avis et compte-rendu**

Les commissions n'ont aucun pouvoir décisionnel. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions. Le Conseil municipal est libre de ne pas suivre l'avis des commissions.

Chaque réunion d'une commission fait l'objet d'un compte-rendu succinct qui fait apparaître les avis rendus et qui est transmis à l'ensemble des membres du Conseil municipal.

L'envoi des comptes rendus est, par principe, effectué par voie dématérialisée à l'adresse électronique de leur choix. Les membres ne souhaitant pas recevoir leur compte rendu électroniquement peuvent les recevoir sous format papier, à l'adresse de leur choix. Ils doivent en faire la demande expressément.

Les comptes-rendus des commissions sont communicables à toute personne qui en fait la demande dès lors que l'affaire a fait l'objet d'une délibération en Conseil municipal.

## **Article 33 : La Commission d'Appel d'Offres (CAO)**

### **Composition :**

La commission d'appel d'offres unique et permanente est composée du Maire ou de son représentant, assurant le rôle de président, et de cinq membres du Conseil

municipal élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Selon les mêmes modalités, il est procédé à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Elle a été créée par délibération du Conseil municipal le 26 mai 2014.

Fonctionnement :

Le fonctionnement de la CAO est régi par le Code des Marchés Publics.

**Article 34 : La Commission de Délégation de Service Public (CDSP - ou commission d'ouverture des plis)**

Composition :

Conformément à l'article L 1411-1 du CGCT le Conseil municipal a créé par délibérations des 14 avril et 5 mai 2014 une commission de délégation de service public (ou commission d'ouverture des plis) unique et permanente composée du Maire ou de son représentant, assurant le rôle de président, et de cinq membres du Conseil municipal élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Selon les mêmes modalités, il a été procédé à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Fonctionnement :

Le fonctionnement de la CDSP est régi par le Code Général des Collectivités Territoriales.

**Article 35 : La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**

Article L. 1413-1 CGCT : (...) *les communes de plus de 10 000 habitants (...) créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.*

*Cette commission, présidée par le Maire, (...) ou (son) représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante (...) désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante. (...)*

*La commission examine chaque année sur le rapport de son président :*

*1° Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3, établi par le délégataire de service public ;*

*2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement et sur les services de collecte, d'évacuation ou de traitement des ordures ménagères visés à l'article L. 2224-5 ;*

*3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.*

*4° Le rapport mentionné à l'article L. 1414-14 établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat.*

*Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :*

*1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 ;*

*2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;*

*3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2.*

*Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à son assemblée délibérante (...) avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.*

Le Conseil municipal par délibération du 30 juin 2014 a créé une CCSP.

#### Fonctionnement :

Le fonctionnement de la CCPL est régi par son règlement intérieur, adopté par le Conseil municipal par délibération du 30 juin 2014.

### **Article 36 : La Commission Communale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées (CCAPH)**

*Article L. 2143-3 CGCT : Dans les communes de 5 000 habitants et plus, il est créé une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées composée notamment des représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées.*

*Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en Conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.*

*(...)*

*Le Maire préside la commission et arrête la liste de ses membres.*

*Cette commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.*

La composition de la CCAPH est définie par arrêté du Maire.

Le fonctionnement de la CCAPH est régi par son règlement intérieur.

### **Article 37 : La Commission Voirie**

Article R 141-14 du Code la Voirie Routière :

*Un règlement de voirie fixe les modalités d'exécution des travaux de remblaiement, de réfection provisoire et de réfection définitive conformément aux normes techniques et aux règles de l'art. Il détermine les conditions dans lesquelles le Maire peut décider que certains des travaux de réfection seront exécutés par la commune.*

*Ce règlement est établi par le Conseil municipal après avis d'une commission présidée par le Maire et comprenant, notamment, des représentants des affectataires, permissionnaires, concessionnaires et autres occupants de droit des voies communales.*

Le Conseil municipal a créé cette commission par délibération du 14 avril 2014.

### **Article 38 : La Commission Communale des Impôts Directs (CCID)**

La CCID est régie par les articles L 2121-32 du CGCT et 1650 du Code Général des Impôts.

Elle est composée du Maire ou l'adjoint délégué, président, et huit commissaires.

Les commissaires, ainsi que leurs suppléants en nombre égal, ont été désignés le 22 mai 2014 par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, remplissant les conditions sus-énoncées, dressée par le Conseil municipal le 5 mai 2014.

### **Article 39 : Comités consultatifs**

*Article L. 2143-2 CGCT : Le Conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales.*

*Sur proposition du Maire, il en fixe la composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours.*

*Chaque comité est présidé par un membre du Conseil municipal, désigné par le Maire.*

*Les comités peuvent être consultés par le Maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au Maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués.*

La composition et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixées par délibération du Conseil municipal.

Les avis émis par les comités sont consultatifs. Ils ne sauraient en aucun cas lier le Conseil municipal ou le Maire.

Dans ce cadre, le Conseil municipal a décidé la création d'un Comité consultatif paritaire des Halles et Marchés, le 14 avril 2014.

## **Chapitre VII Dispositions diverses**

### **Article 40 : Modification du règlement**

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

### **Article 41 : Application du règlement**

Le présent règlement, comportant 41 articles a été adopté par le Conseil municipal le 20 septembre 2016.

**Pour extrait conforme,  
Le Maire,  
Jean DUMOULIN**

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

### **3- DGS - DESIGNATION D'UN NOUVEAU REPRESENTANT TITULAIRE POUR LE SYNDICAT MIXTE DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GOLFE DU MORBIHAN**

M. Jean DUMOULIN, Maire, expose à l'assemblée :

Il est proposé au Conseil municipal de désigner un nouveau représentant titulaire de la ville d'Auray au sein du Syndicat Mixte de Gestion du Parc Naturel du Golfe du Morbihan.

Les délégués sont désignés par les organes délibérants des collectivités.

Le Conseil municipal peut porter son choix sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour faire partie d'un Conseil municipal (article L 5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales CGCT). Il peut même porter son choix sur un électeur d'une autre commune (Conseil constitutionnel, 26 janvier 1995, n°94-358). Un agent employé par le syndicat ne peut être élu.

Le Conseil municipal d'Auray est donc invité à désigner un nouveau délégué titulaire.

Vu l'article 5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) portant sur l'organisation et le fonctionnement des syndicats mixtes,

Vu l'article L 2121-33 du CGCT portant sur la désignation des délégués du conseil municipal au sein d'organismes extérieurs,

Vu les articles L 5211-7 et L 2122-7 du CGCT qui disposent que l'élection se déroule au scrutin secret à la majorité absolue. La violation de la règle du secret du scrutin entraîne la nullité de l'élection (TA de Lyon, 13 mars 1991). Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

Vu le code de l'environnement article L333-1 et suivants et ses articles R333-1 et suivants portant sur les parcs naturels régionaux,

Vu le décret ministériel portant classement du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan,

Vu les statuts du Syndicat Mixte de gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan,

Vu la charte du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan,

M. Le Maire propose la candidature de M. Jean-Claude BOUQUET,

Aucun autre candidat ne s'étant déclaré,



Le Conseil municipal :

- **DESIGNE** M. Jean Claude BOUQUET au vote à bulletin secret (25 bulletins pour et 8 bulletins blancs) délégué titulaire pour siéger au sein du Comité syndical du Syndicat Mixte de Gestion du Parc Naturel du Golfe du Morbihan.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016

Compte-rendu affiché le 20/12/2016

Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016

#### **4- DSTS - SMLS - COMITE DE PILOTAGE POUR CTMA - DESIGNATION DES REPRESENTANTS**

M. Jean DUMOULIN, Maire, expose à l'assemblée :

Le Syndicat Mixte du Loch et du Sal (SMLS) au titre du Contrat de Bassin versant 2015-2018, s'est engagé à réaliser une étude préalable des travaux hydromorphologiques sur les cours d'eau des bassins versant côtiers de Crac'h et de l'estuaire de la rivière d'Auray.

L'étude permettra ensuite la réalisation d'un CTMA (Contrat Territorial des Milieux Aquatiques) sur les masses d'eau Gouyanzeur et côtiers littoraux.

Cette étude s'appuie sur les recommandations de la convention départementale et consiste à caractériser l'état des milieux aquatiques, à consulter largement les acteurs et usagers. Elle aboutit à un programme pluriannuel soumis à enquête publique dans le cadre d'un projet d'intérêt général.

Dans la cadre de cette démarche, le SMLS va créer deux comités :

- un Comité Technique qui assurera un appui technique et méthodologique associant les acteurs institutionnels et les partenaires techniques spécialisés,
- un Comité de Pilotage qui aura pour rôle de prendre connaissance de l'avancement de l'étude, de partager et valider chaque étape. Il réunira les élus locaux, acteurs institutionnels, les représentants socioprofessionnels et les usagers.

Afin de constituer le Comité de Pilotage, le SMLS sollicite la désignation d'un élu référent et d'une personne ressource issue des services.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

M. Le Maire propose la candidature de M. Jean Claude BOUQUET,

Aucun autre candidat ne s'étant déclaré,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 25 voix pour),

8 abstention(s) :

M. ROUSSEL, Mme HULAUD, Mme POMMEREUIL, M. LE SAUCE, Mme MARTINEAU, M. GRENET, M. GRUSON, Mme HERVIO

Le Conseil municipal :

- **DESIGNE** M. Jean Claude BOUQUET représentant titulaire de la commune. au sein du comité de pilotage du Syndicat Mixte du Loch et du Sal pour CTMA.

- **DESIGNE** M. Jean-Yves MAHEO représentant suppléant de la commune. au sein du comité de pilotage du Syndicat Mixte du Loch et du Sal pour CTMA.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **5- DAGRH - AGENTS ITINERANTS : MISE EN PLACE D'UNE INDEMNITE FORFAITAIRE ANNUELLE**

Mme Pierrette LE BAYON , 2ème Adjointe, expose à l'assemblée :

Les agents itinérants c'est à dire ceux qui ont à utiliser leur véhicule personnel entre deux lieux de travail peuvent bénéficier d'une indemnité annuelle forfaitaire égale à 210 € maximum (arrêté ministériel du 5 janvier 2007).

Dans la collectivité, cette indemnité concerne :

La Direction de l'Enfance et de l'Éducation :

Sont concernés par l'attribution de l'indemnité forfaitaire de déplacement les agents fonctionnaires titulaires, les agents stagiaires et les agents vacataires qui sont amenés à effectuer des déplacements avec leur véhicule personnel pour assurer dans la même journée et sur des sites distants une ou plusieurs des fonctions suivantes :

- l'animation des TAP (Temps d'Activités Périscolaires)
- l'accueil loisirs sans hébergement sur un autre site
- l'entretien de locaux scolaires
- la participation aux réunions hebdomadaires à l'espace ARLEQUIN
- l'encadrement de la restauration scolaire.

La Direction de l'Action Culturelle :

Sont concernés par l'attribution de l'indemnité forfaitaire de déplacement les agents fonctionnaires titulaires, les agents stagiaires et les agents vacataires qui sont amenés à effectuer des déplacements avec leur véhicule personnel pour assurer dans la même journée et sur des sites distants une ou plusieurs des fonctions suivantes :

- l'entretien de locaux communaux
- l'entretien de locaux communaux et la participation aux fonctions du service fêtes et cérémonies.

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu l'arrêté ministériel du 5 janvier 2007 fixant le montant forfaitaire de l'indemnité prévue à l'article 14 du décret 2001-654 du 19 juillet 2001 (fonctions itinérantes),

Vu les avis favorables du Comité Technique des 14 décembre 2015 et 5 février 2016 et 29 novembre 2016

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 25 voix pour),

8 abstention(s) :

M. ROUSSEL, Mme HULAUD, Mme POMMEREUIL, M. LE SAUCE, Mme MARTINEAU, M. GRENET, M. GRUSON, Mme HERVIO

Le Conseil municipal :

- **DECIDE** la mise en place d'une indemnité forfaitaire annuelle pour les agents itinérants de 210 € bruts annuels.

Pour 2016 : un versement unique en décembre

A compter de janvier 2017 :

- **APPROUVE** le versement mensuel de cette indemnité, soit 17,50 € bruts par mois

- **LIE** cette indemnité au présentéisme (jours calendaires) : montant intégral en cas d'arrêt de travail inférieur ou égal à 5 jours dans le mois, montant proratisé en fonction du nombre de jours d'absence dans le mois lorsque l'arrêt de travail est supérieur à 5 jours

- **AUTORISE** la régularisation du versement de cette indemnité le mois N+1 en fonction des absences du mois N.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**6- DF - VERSEMENT D'UNE AVANCE SUR SUBVENTION 2017**  
**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**  
**FEDERATION AURAY PREFERENCE**

M. Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

1) Avance au Centre Communal d'Action Sociale

Le budget du CCAS est financé en grande partie par une subvention d'équilibre versée par le Budget Principal de la Ville d'Auray.

Pour les années 2015 à 2016, la subvention communale s'élevait à 585 000 €

Afin d'assurer son fonctionnement durant le 1<sup>er</sup> trimestre et dans l'attente du vote du budget primitif 2017 et des subventions définitives, le CCAS pourra, en fonction de ses besoins de trésorerie, percevoir une avance de 50 % du montant accordée en 2016 soit 292 500 €.

2) Avance à la Fédération Auray Préférence

La Fédération Auray Préférence sollicite pour Janvier une avance de 4 000 € sur la potentielle subvention annuelle 2017 afin de pouvoir solder les factures en lien avec les animations de fin d'année et les charges sociales du 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Pour les années 2015 à 2016, la subvention communale s'élevait à :

| 2015     | 2016        |
|----------|-------------|
| 18 700 € | 18 045,50 € |

Afin d'assurer son fonctionnement durant le 1<sup>er</sup> trimestre et dans l'attente du vote du budget primitif 2017 et des subventions définitives, la Fédération Auray Préférence percevra une avance de 4 000 €.

Les crédits seront pris sur le budget provisoire 2017, égal, conformément à la réglementation, aux crédits 2016, jusqu'au vote du Budget Primitif 2017.

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **ATTRIBUE** une avance :

- de 292 500 € sur la subvention d'équilibre de l'année 2017 au Centre Communal d'Action Sociale de la commune d'Auray afin d'assurer son fonctionnement dans l'attente du vote du Budget Primitif 2017, fin Mars.

- de 4 000 € sur la subvention annuelle de l'année 2017 à la Fédération Auray Préférence afin d'assurer son fonctionnement dans l'attente du vote du Budget Primitif 2017.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016

Compte-rendu affiché le 20/12/2016

Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016

#### **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE** : que l'on fasse une avance de trésorerie à Auray Préférence pour les charges sociales du premier trimestre 2017, j'en conviens. Cependant si c'est pour solder les factures liées à l'animation des fêtes fin d'année 2016 qui devraient faire partie du budget 2016, il serait logique qu'ils intègrent ces dépenses dans leur budget à l'avenir.

**M. LE MAIRE** rappelle que l'année 2016 est un peu particulière compte-tenu des travaux du centre ville.

**M. ROCHELLE** : il ne s'agit pas de combler un déficit mais de les aider à fonctionner.

**7- DF - GRILLE TARIFAIRE : VOTE DES TARIFS 2017**  
**LOCATION DE MATERIEL, OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC, HALLES,**  
**MARCHE, CIMETIERE, TARIFS DE MISE EN FOURRIERE, COLLECTE DE**  
**DECHETS VERTS, PHOTOCOPIES, ENCARTS PUBLICITAIRES POUR LA**  
**SEMAINE DU GOLFE**

M. Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

La grille tarifaire fait l'objet d'une revalorisation le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

S'agissant des halles et du marché, le Comité Consultatif Paritaire des Halles et du Marché, réuni le 17 octobre 2016, a proposé pour 2017 le maintien des tarifs.

Concernant les occupations du domaine public communal, il est proposé une refonte de la grille tarifaire, avec notamment l'instauration de frais de dossier, la simplification du calcul des redevances pour travaux, la majoration du tarif des étalages et présentoirs, l'exonération des commerces dont les terrasses sont situées dans le périmètre d'opérations d'aménagement réalisées par la Ville.

Les tarifs de location de matériels ont été également révisés. Pour les prêts aux associations à but non lucratif et aux communes, le principe de la gratuité est proposé avec une valorisation des locations.

Quant aux autres tarifs, il est proposé de les majorer de 1,5 % suivant en cela l'augmentation prévisionnelle des coûts de fonctionnement de la ville.

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 25 voix pour),

8 abstention(s) :

M. ROUSSEL, Mme HULAUD, Mme POMMEREUIL, M. LE SAUCE, Mme MARTINEAU, M. GRENET, M. GRUSON, Mme HERVIO

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** la grille tarifaire présentée, annexée à la présente délibération, applicable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**GRILLE TARIFAIRE**

**VALIDITE : DU 1/1/2017 AU 31/12/2017**

| TARIFS                                                                                                                                       | 2016 | 2017 | Propositions 2017<br>Avec arrondis                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|-----------------------------------------------------------------------------|
| <b>1 - LOCATION DE MATERIEL</b>                                                                                                              |      |      |                                                                             |
| <b>FORFAIT MINIMAL</b>                                                                                                                       |      |      | <b>30,00 €</b>                                                              |
| <b>PARTICULIERS ET ENTREPRISES</b><br>Absence de livraison, de montage et démontage                                                          |      |      |                                                                             |
| <b>Tarif par jour d'utilisation</b>                                                                                                          |      |      |                                                                             |
| Tables                                                                                                                                       |      |      | <b>2,00 €</b>                                                               |
| Chaises                                                                                                                                      |      |      | <b>0,50 €</b>                                                               |
| Bancs                                                                                                                                        |      |      | <b>1,00 €</b>                                                               |
| Urnes ou isoaloirs                                                                                                                           |      |      | <b>2,50 €</b>                                                               |
| <b>ASSOCIATIONS ALREENNES A BUT NON LUCRATIF,<br/>COMMUNES LIMITROPHES,<br/>ASSOCIATIONS DE COMMUNES LIMITROPHES, A BUT<br/>NON LUCRATIF</b> |      |      | <b>Gratuité<br/>Avec valorisation<br/>conforme au tarif ci-<br/>dessous</b> |
| <b>TABLES, CHAISES, BANCS, GRILLES</b>                                                                                                       |      |      |                                                                             |
| FORFAIT LIVRAISON PAR VEHICULE UTILISE                                                                                                       |      |      | <b>80,00 €</b>                                                              |
| TABLES : journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                    |      |      | <b>2,00 €</b>                                                               |
| CHAISES : journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                   |      |      | <b>0,50 €</b>                                                               |
| BANCS : journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                     |      |      | <b>1,00 €</b>                                                               |
| GRILLES : journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                   |      |      | <b>1,00 €</b>                                                               |
| ESTRADES (1 m x 2 m)                                                                                                                         |      |      |                                                                             |
| Forfait livraison, montage et démontage                                                                                                      |      |      | <b>120,00 €</b>                                                             |
| Journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                             |      |      | <b>2,00 €</b>                                                               |
| URNES, ISOLOIRS                                                                                                                              |      |      |                                                                             |
| Livraison                                                                                                                                    |      |      | <b>20,00 €</b>                                                              |
| Journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                             |      |      | <b>2,50 €</b>                                                               |
| BARRIERES                                                                                                                                    |      |      |                                                                             |
| Forfait livraison par véhicule utilisé                                                                                                       |      |      | <b>40,00 €</b>                                                              |
| Journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                             |      |      | <b>0,50 €</b>                                                               |
| PODIUMS (4,88 m x 4,88 m)                                                                                                                    |      |      |                                                                             |
| Livraison, montage et démontage                                                                                                              |      |      | <b>260,00 €</b>                                                             |
| Journée d'utilisation, à l'unité                                                                                                             |      |      | <b>25,00 €</b>                                                              |
| CHAPITEAUX                                                                                                                                   |      |      |                                                                             |



| TARIFS                                                                                             | 2016                                   | 2017                                    | Propositions 2017<br>Avec arrondis                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| Livraison par véhicule utilisé, montage et démontage                                               |                                        |                                         | Au temps réel :<br>20 € par heure et par agent<br>20 € par véhicule utilisé et<br>par agent |
| Journée d'utilisation, à l'unité<br>Chapiteaux de 4,5 x 4,5 m ou 4 x 4 m                           |                                        |                                         | 40,00 €                                                                                     |
| Journée d'utilisation, à l'unité,<br>Chapiteaux de 8 x 5 m                                         |                                        |                                         | 80,00 €                                                                                     |
| Journée d'utilisation, à l'unité,<br>Chapiteaux de 8 x 12 m                                        |                                        |                                         | 160,00 €                                                                                    |
| Pour 6 mois,<br>Chapiteaux (2) de 8 x 12 m (Stades Ty Coat et Bel Air)                             |                                        |                                         | 500,00 €                                                                                    |
| <b>PERTE OU DEGRADATION DE MATERIEL EN LOCATION<br/>OU EN MISE A DISPOSITION AVEC VALORISATION</b> | Sur devis de réparation ou acquisition |                                         | Remboursement sur la<br>base de la réparation ou<br>acquisition effectuée<br>par la Ville   |
| <b>2 - LOGEMENTS DE LA COMMUNE</b>                                                                 |                                        |                                         |                                                                                             |
| <b>2 – 1 - Presbytère , Place G. Deshayes</b>                                                      |                                        |                                         |                                                                                             |
| <b>LOYER ANNUEL</b>                                                                                | 3 027,25 €                             | Discussion en<br>cours avec<br>l'évêché | Discussion en cours<br>avec l'évêché                                                        |
| <b>3 - CIMETIERE</b>                                                                               |                                        |                                         |                                                                                             |
| FACTURATION AU METRE CARRE                                                                         |                                        |                                         |                                                                                             |
| * Concession                                                                                       |                                        |                                         |                                                                                             |
| - Concession de 15 ans                                                                             | 91,95 €                                | 93,33 €                                 | 93,35 €                                                                                     |
| - Concession de 30 ans                                                                             | 242,80 €                               | 246,44 €                                | 246,45 €                                                                                    |
| * Caveau provisoire                                                                                |                                        |                                         |                                                                                             |
| - De 1 à 8 jours                                                                                   | 35,55 €                                | 36,08 €                                 | 36,10 €                                                                                     |
| - Par jour supplémentaire                                                                          | 3,10 €                                 | 3,15 €                                  | 3,15 €                                                                                      |
| * Creusement de fosse<br><i>Effet du 1/3/2002 (Délibération du 28/2/2002)</i>                      |                                        |                                         |                                                                                             |
| - creusement de fosse à 2 m                                                                        | 174,40 €                               | 177,02 €                                | 177,05 €                                                                                    |
| - creusement pour fosse enfant                                                                     | 40,80 €                                | 41,41 €                                 | 41,45 €                                                                                     |
| * Exhumations et inhumations                                                                       |                                        |                                         |                                                                                             |
| - exhumation d'un cercueil                                                                         | 46,60 €                                | 47,30 €                                 | 47,30 €                                                                                     |
| - inhumation                                                                                       | 46,60 €                                | 47,30 €                                 | 47,30 €                                                                                     |
| - enlèvement d'ossements                                                                           | 29,10 €                                | 29,54 €                                 | 29,55 €                                                                                     |
| * Reliquaires<br><i>Effet du 1/3/2002 (Délibération du 28/2/2002)</i>                              |                                        |                                         |                                                                                             |
| - petit format                                                                                     | 44,70 €                                | 45,37 €                                 | 45,40 €                                                                                     |
| - grand format                                                                                     | 66,95 €                                | 67,95 €                                 | 67,95 €                                                                                     |
| Conseil municipal du 13 décembre 2016                                                              |                                        |                                         | 49/191                                                                                      |

| TARIFS                                                                                                                                                                       | 2016       | 2017     | Propositions 2017<br>Avec arrondis |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------|------------------------------------|
| * Columbarium                                                                                                                                                                |            |          |                                    |
| - concession de 15 ans                                                                                                                                                       | 485,10 €   | 492,38 € | <b>492,40 €</b>                    |
| - plaque de fermeture                                                                                                                                                        | 156,20 €   | 158,54 € | <b>158,55 €</b>                    |
| - dépôt d'urne dans la case cinéraire                                                                                                                                        | 46,60 €    | 47,30 €  | <b>47,30 €</b>                     |
|                                                                                                                                                                              |            |          |                                    |
| * caves-urnes                                                                                                                                                                |            |          |                                    |
| - concession de 15 ans (le couvercle reste la propriété de la Ville)                                                                                                         | 375,25 €   | 380,88 € | <b>380,90 €</b>                    |
| - dépôt d'urne dans une cave-urne                                                                                                                                            | 46,60 €    | 47,30 €  | <b>47,30 €</b>                     |
|                                                                                                                                                                              |            |          |                                    |
| <b>- 4 - O.D.P. : STATIONNEMENT DES TAXIS</b>                                                                                                                                |            |          |                                    |
| - Redevance, par taxi et par an                                                                                                                                              | 70,30 €    | 71,35 €  | <b>71,35 €</b>                     |
|                                                                                                                                                                              |            |          |                                    |
| <b>- 5 - REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (TRAVAUX)</b>                                                                                                           |            |          |                                    |
| Paiement d'avance exigé. Les autorisations seront accordées dans la limite de 6 mois. Si les travaux durent plus longtemps, la demande devra être renouvelée tous les 6 mois |            |          |                                    |
| Frais de dossier (non remboursable)                                                                                                                                          |            |          | <b>20,00 €</b>                     |
| Facturation au m <sup>2</sup> et par jour                                                                                                                                    |            |          | <b>0,50 €</b>                      |
|                                                                                                                                                                              |            |          |                                    |
| FACTURATION AU METRE CARRE, PAR JOUR                                                                                                                                         |            |          |                                    |
| * Occupation inférieure à 15 jours                                                                                                                                           | 1,00 €     |          |                                    |
| Avec un minimum applicable (par jour)                                                                                                                                        | 5,65 €     |          |                                    |
|                                                                                                                                                                              |            |          |                                    |
| FACTURATION D'UN FORFAIT                                                                                                                                                     |            |          |                                    |
| <b>TARIF DE BASE :</b>                                                                                                                                                       | 127,25 €   |          |                                    |
| * Occupation comprise entre 1 et 15 m <sup>2</sup>                                                                                                                           |            |          |                                    |
| - De 15 jours à 1 mois                                                                                                                                                       | 127,25 €   | S        | S                                  |
| - De 1 à 2 mois                                                                                                                                                              | 254,50 €   | U        | U                                  |
| - De 2 à 4 mois                                                                                                                                                              | 509,00 €   | P        | P                                  |
| - De 4 à 6 mois                                                                                                                                                              | 1 018,00 € | P        | P                                  |
| - De 6 à 12 mois                                                                                                                                                             | 2 036,00 € | R        | R                                  |
| - De 12 à 18 mois                                                                                                                                                            | 3 054,00 € | I        | I                                  |
| - De 18 à 24 mois                                                                                                                                                            | 4 072,00 € | M        | M                                  |
|                                                                                                                                                                              |            | E        | E                                  |
|                                                                                                                                                                              |            |          |                                    |
| * 15 m <sup>2</sup> < occupation < 30 m <sup>2</sup>                                                                                                                         |            |          |                                    |
| - De 15 jours à 1 mois                                                                                                                                                       | 254,50 €   |          |                                    |
| - De 1 à 2 mois                                                                                                                                                              | 509,00 €   |          |                                    |
| - De 2 à 4 mois                                                                                                                                                              | 1 018,00 € |          |                                    |
| - De 4 à 6 mois                                                                                                                                                              | 2 036,00 € |          |                                    |
| - De 6 à 12 mois                                                                                                                                                             | 4 072,00 € |          |                                    |
| - De 12 à 18 mois                                                                                                                                                            | 6 108,00 € |          |                                    |
| - De 18 à 24 mois                                                                                                                                                            | 8 144,00 € |          |                                    |

| TARIFS                                                                                                                           | 2016        | 2017     | Propositions 2017<br>Avec arrondis |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|----------|------------------------------------|
| <b>* Occupation &gt; 30 m<sup>2</sup></b>                                                                                        |             |          |                                    |
| - De 15 jours à 1 mois                                                                                                           | 318,15 €    | S        | S                                  |
| - De 1 à 2 mois                                                                                                                  | 636,30 €    | U        | U                                  |
| - De 2 à 4 mois                                                                                                                  | 1 272,60 €  | P        | P                                  |
| - De 4 à 6 mois                                                                                                                  | 2 545,20 €  | P        | P                                  |
| - De 6 à 12 mois                                                                                                                 | 5 090,40 €  | R        | R                                  |
| - De 12 à 18 mois                                                                                                                | 7 635,60 €  | I        | I                                  |
| - De 18 à 24 mois                                                                                                                | 10 180,80 € | M        | M                                  |
|                                                                                                                                  |             | E        | E                                  |
| <b>* Entreprises travaillant pour le compte de la commune ou administrations</b>                                                 | Gratuité    | Gratuité | Gratuité                           |
| <b>Occupation d'une place de stationnement De 2,50 m*5m(par mois)<br/>Frais de dossier à ajouter</b>                             | 100,00 €    |          | 187,50 €                           |
|                                                                                                                                  |             |          |                                    |
| <b>OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL (en l'absence d'autorisation de la commune)</b>                                         |             |          |                                    |
| INDEMNITE<br>Selon la nature de l'occupation, indemnité égale au montant de la redevance par jour votée par le conseil municipal |             |          |                                    |
|                                                                                                                                  |             |          |                                    |
| <b>6 - O.D.P. : TARIFS FETE FORAINE</b>                                                                                          |             |          |                                    |
| Frais de dossier applicable à l'ensemble du point 6 (non remboursable)                                                           |             |          | 20,00 €                            |
|                                                                                                                                  |             |          |                                    |
| <b>FORFAIT POUR 7 JOURS, PAR MANEGE</b>                                                                                          |             |          |                                    |
| Pour une surface de :                                                                                                            |             |          |                                    |
| - de 400 m2 et plus                                                                                                              | 160,80 €    | Supprimé | Supprimé                           |
| - de 100 à 400 m2                                                                                                                | 73,15 €     | Supprimé | Supprimé                           |
| - de 15 à 100 m2                                                                                                                 | 24,70 €     | Supprimé | Supprimé                           |
|                                                                                                                                  |             |          |                                    |
| LUNA PARK ou équivalent (par semaine)                                                                                            |             |          | 800,00 €                           |
|                                                                                                                                  |             |          |                                    |
| - Divers petits emplacements (jusqu'à 15 m2)                                                                                     | 12,35 €     |          |                                    |
|                                                                                                                                  |             |          |                                    |
| <b>EMPLACEMENTS NOMADES<br/>Par jour, par caravane</b>                                                                           | 1,75 €      | S        | S                                  |
| - Réservation de place : perception d'arrhes auprès des industriels et commerçants forains                                       | 21,35 €     | U        | U                                  |
|                                                                                                                                  |             | P        | P                                  |
|                                                                                                                                  |             | P        | P                                  |
|                                                                                                                                  |             | R        | R                                  |
|                                                                                                                                  |             | I        | I                                  |
|                                                                                                                                  |             | M        | M                                  |
|                                                                                                                                  |             | E        | E                                  |
| <b>- ATTRACTIONS DIVERSES (Manèges, stands de tir, etc...)<br/>FORFAIT A LA SEMAINE</b>                                          | 60,85 €     |          |                                    |
| sauf convention particulière avec la commune                                                                                     |             |          |                                    |
| <b>PAIEMENT D'AVANCE EXIGE</b>                                                                                                   |             |          |                                    |

| TARIFS                                                                                                            | 2016     | 2017     | Propositions 2017<br>Avec arrondis                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----------------------------------------------------------------|
| <b>Forfait par attraction et par semaine</b>                                                                      | 71,45 €  |          | <b>70,00 €</b>                                                 |
| <b>CIRQUES – FORFAIT/JOUR</b><br>Au-delà de cette durée, passation d'une convention<br>PAIEMENT D'AVANCE EXIGE    |          |          |                                                                |
| - Grand cirque : tarif par jour (surface du chapiteau et des installations diverses > 100 m²)<br>(tarif doublé)   | 331,50 € | 336,47 € | <b>336,50 €</b>                                                |
| - Petit cirque : tarif par jour (surface du chapiteau et des installations diverses inférieure ou égale à 100 m²) | 165,75 € | 168,24 € | <b>168,25 €</b>                                                |
| <b>7 - O.D.P. : PETIT TRAIN TOURISTIQUE</b>                                                                       |          |          |                                                                |
| - Forfait ANNUEL                                                                                                  | 664,35 € | 674,32 € | <b>674,35 €</b>                                                |
| <b>8 - DROITS DE PLACE ET D'ETALAGE</b>                                                                           |          |          |                                                                |
| FORFAIT ANNUEL, AU METRE CARRE                                                                                    |          |          |                                                                |
| Frais de dossier applicable à l'ensemble des points 7 et 8 (non remboursable)                                     |          |          | <b>20,00 €</b>                                                 |
| <b>* Etalage des commerçants devant chez eux</b>                                                                  | 19,30 €  |          | <b>50,00 €</b>                                                 |
| <b>* Présentoirs, chevalets, panneauaux</b> (sauf emplacements publicitaires)                                     | 19,30 €  |          | <b>50,00 €</b>                                                 |
| <b>Chapiteau pour opération commerciale</b>                                                                       |          |          | Application du tarif du marché de plein air, au ml et par jour |
| <b>* Terrasses commerciales</b>                                                                                   |          |          |                                                                |
| <b>EXONERATION pour les commerces situés dans le périmètre d'opérations d'aménagement réalisées par la Ville</b>  |          |          | <b>Exonération</b>                                             |
| FORFAIT ANNUEL, AU METRE CARRE                                                                                    |          |          |                                                                |
| - Quartier de la Gare                                                                                             | 23,50 €  | 23,85 €  | <b>23,85 €</b>                                                 |
| - Centre Ville                                                                                                    | 24,00 €  | 24,36 €  | <b>24,40 €</b>                                                 |

| TARIFS                                                                                                                                                                          | 2016    | 2017     | Propositions 2017<br>Avec arrondis |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----------|------------------------------------|
| - St-Goustan (hors domaine portuaire)                                                                                                                                           | 32,20 € | 32,68 €  | <b>32,70 €</b>                     |
| FORFAIT SEMESTRIEL, AU METRE CARRE<br>(Du 1/4 au 30/9)                                                                                                                          |         |          |                                    |
| - Quartier de la Gare                                                                                                                                                           | 17,00 € | 17,26 €  | <b>17,30 €</b>                     |
| - Centre Ville                                                                                                                                                                  | 17,40 € | 17,66 €  | <b>17,70 €</b>                     |
| - St-Goustan (hors domaine portuaire)                                                                                                                                           | 22,90 € | 23,24 €  | <b>23,25 €</b>                     |
| PLACE ST-SAUVEUR<br>TARIF ANNUEL, PAR M <sup>2</sup>                                                                                                                            | 51,05 € | 51,82 €  | <b>51,85 €</b>                     |
| PLACE ST-SAUVEUR<br>TARIF SEMESTRIEL, PAR M <sup>2</sup>                                                                                                                        | 41,55 € | 42,17 €  | <b>42,20 €</b>                     |
| QUAI FRANKLIN<br>TARIF ANNUEL, PAR M <sup>2</sup>                                                                                                                               | 42,90 € | 43,54 €  | <b>43,55 €</b>                     |
| QUAI FRANKLIN,<br>TARIF SEMESTRIEL, PAR M <sup>2</sup>                                                                                                                          | 33,50 € | 34,00 €  | <b>34,00 €</b>                     |
| <b>* Sur les places publiques<br/>ou terrains communaux</b>                                                                                                                     |         |          |                                    |
| <b>VENTE DIRECTE PAR CAMIONS<br/>FORFAIT A LA JOURNEE<br/>PAIEMENT D'AVANCE EXIGE</b>                                                                                           | 62,20 € | 63,13 €  | <b>65,00 €</b>                     |
| <b>* Vente de fleurs à la porte<br/>du cimetière</b>                                                                                                                            |         |          |                                    |
| - Forfait par m <sup>2</sup> , par jour                                                                                                                                         | 0,90 €  | Supprimé | <b>Supprimé</b>                    |
| - Minimum applicable par jour                                                                                                                                                   | 12,40 € | Supprimé | <b>Supprimé</b>                    |
| <b>* Braderies et foires à la brocante</b>                                                                                                                                      |         |          |                                    |
| <b>* Ventes diverses hors marché de plein air (Braderies,<br/>foires à la brocante, Bric à brac,...)<br/>Sont pris en compte les mètres linéaires accessibles<br/>au public</b> |         |          |                                    |
| PAR DES ASSOCIATIONS ALREENNES                                                                                                                                                  |         |          |                                    |
| Par mètre linéaire et par jour                                                                                                                                                  | 2,30 €  |          | <b>2,5 €/ml</b>                    |
| Bric à brac, vide-greniers pour association alréenne (sur<br>le terrain du Bel Air)                                                                                             |         |          | <b>Gratuité</b>                    |

| TARIFS                                                                                              | 2016    | 2017    | Propositions 2017<br>Avec arrondis |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|------------------------------------|
| PAR DES ORGANISMES OU ASSOCIATIONS NON ALRENNES                                                     |         |         |                                    |
| Par mètre linéaire, par jour                                                                        | 2,50 €  |         | 3,00 €/ml/jour                     |
| PORT DE ST-GOUSTAN                                                                                  |         |         |                                    |
| Foire à la brocante – Jusqu'à 4 m <sup>2</sup>                                                      | 10,00 € |         | 5,00 €/ml/jour                     |
| Foire à la brocante – Par m <sup>2</sup> supplémentaire                                             | 2,50 €  |         |                                    |
| <b>9 - COLLECTE DE DECHETS VERTS</b>                                                                |         |         |                                    |
| Vente de sacs en papier bio dégradable (contenance 100 litres)<br>TARIF POUR 10 SACS                | 4,55 €  | 4,62 €  | 4,65 €                             |
| <b>10 - MARCHE DE PLEIN AIR<br/>CCPHM DU 17/10/2016</b>                                             |         |         |                                    |
| ABONNES : par ml, par marché                                                                        | 1,00 €  | 1,00 €  | 1,00 €                             |
| NON ABONNES ATTITRES : par ml (3 m de profondeur),<br>par marché                                    | 1,75 €  | 1,75 €  | 1,75 €                             |
| NON ABONNES SAISONNIERS : par ml (3 m de<br>profondeur), par marché                                 | 2,65 €  | 2,65 €  | 2,65 €                             |
| REDEVANCE BRANCHEMENT ELECTRIQUE<br>PAR BRANCHEMENT, PAR MARCHE,<br>Abonnés attitrés et saisonniers | 0,85 €  | 0,85 €  | 0,85 €                             |
| ASSOCIATIONS                                                                                        | GRATUIT | GRATUIT | GRATUIT                            |
| <b>11 - MARCHE DE NOEL</b>                                                                          |         |         |                                    |
| Par stand, pour la durée du marché de Noël                                                          | 5,75 €  |         | 15,00 €                            |
| <b>12 – HALLES MUNICIPALES<br/>CCPHM DU 17/10/2016</b>                                              |         |         |                                    |
| Par ml et par mois                                                                                  | 54,40 € | 54,40 € | 54,40 €                            |
| Forfait étal : par mois                                                                             | 16,35 € | 16,35 € | 16,35 €                            |
| Redevance branchement (halles exclues)                                                              | 0,00 €  | 0,00 €  | 0,00 €                             |
| Réduction de 50 % : nouveaux abonnés<br>Validité : 3 premiers mois d'installation                   | 27,20 € | 27,20 € | 27,20 €                            |
| Vente de produits de la ferme<br>Tarif mensuel/producteur                                           | 16,70 € | 16,70 € | 16,70 €                            |

| TARIFS                                                                                                                        | 2016                    | 2017     | Propositions 2017<br>Avec arrondis |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|----------|------------------------------------|
| <b>13 - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL<br/>PAR DES BATIMENTS PREFABRIQUES</b>                                          |                         |          |                                    |
| Par m <sup>2</sup> , par jour                                                                                                 | 0,95 €                  | 0,96 €   | <b>1,00 €</b>                      |
| <b>14 - TAXE DE MISE EN FOURRIERE<br/>DES CHIENS</b>                                                                          |                         |          |                                    |
| <b>- TAXE DE FOURRIERE</b>                                                                                                    | 19,75 €                 |          |                                    |
| - le jour                                                                                                                     |                         |          | <b>30,00 €</b>                     |
| - la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés                                                                      |                         |          | <b>60,00 €</b>                     |
| <b>- RECIDIVES (Elles s'apprécient par année glissante)</b>                                                                   |                         |          |                                    |
| <b>1ère récidive</b>                                                                                                          | 29,65 €                 |          |                                    |
| - le jour                                                                                                                     |                         |          | <b>40,00 €</b>                     |
| - la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés                                                                      |                         |          | <b>70,00 €</b>                     |
| <b>2ème récidive</b>                                                                                                          | 44,45 €                 |          |                                    |
| - le jour                                                                                                                     |                         |          | <b>60,00 €</b>                     |
| - la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés                                                                      |                         |          | <b>90,00 €</b>                     |
| <b>3ème récidive</b>                                                                                                          | 88,85 €                 |          |                                    |
| - le jour                                                                                                                     |                         |          | <b>100,00 €</b>                    |
| - la nuit de 21 H à 6 H et les dimanches et jours fériés                                                                      |                         |          | <b>130,00 €</b>                    |
| <b>-Frais de séjour (par jour et par chien)</b>                                                                               | 6,45 €                  |          | <b>10,00 €</b>                     |
| <b>- IDENTIFICATION PAR TATOUAGE<br/>/TRANSPONDEUR<br/>(loi du 6 janvier 1999)</b>                                            |                         |          |                                    |
| Des animaux de compagnie (chiens et chats) dont les propriétaires ont été identifiés<br>TARIF PUBLIC VETERINAIRE              | Selon TARIF VETERINAIRE |          | <b>Selon TARIF<br/>VETERINAIRE</b> |
| <b>15 – TARIFS MAXIMA DES FRAIS DE FOURRIERE POUR<br/>AUTOMOBILES (Voitures particulières)<br/>Arrêté du 14 novembre 2001</b> |                         |          |                                    |
| Enlèvement                                                                                                                    | 116,81 €                | 116,81 € | <b>116,81 €</b>                    |
| Garde journalière                                                                                                             | 6,19 €                  | 6,19 €   | <b>6,19 €</b>                      |
| Expertise                                                                                                                     | 61,00 €                 | 61,00 €  | <b>61,00 €</b>                     |

| TARIFS                                                                                                     | 2016   | 2017   | Propositions 2017<br>Avec arrondis |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|------------------------------------|
| <b>16 - PHOTOCOPIES<br/>DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS COMMUNICABLES<br/>AU PUBLIC</b>                        |        |        |                                    |
| Copie de documents administratifs                                                                          |        |        |                                    |
| Copie A4                                                                                                   | 0,18 € | 0,18 € | <b>0,18 €</b>                      |
| Copie A3                                                                                                   | 0,65 € | 0,66 € | <b>0,70 €</b>                      |
| Tirage de plan                                                                                             | 4,55 € | 4,62 € | <b>4,65 €</b>                      |
|                                                                                                            |        |        |                                    |
| <b>17- CLES</b>                                                                                            |        |        |                                    |
| Perte de clés ou demande de clés supplémentaires                                                           |        |        | <b>Au coût réel</b>                |
|                                                                                                            |        |        |                                    |
| <b>18 – SEMAINE DU GOLFE 2017 : TARIFS DES ENCARTS<br/>PUBLICITAIRES</b>                                   |        |        |                                    |
|                                                                                                            |        |        |                                    |
| <b>Plaquette quadrichromie,</b><br>Format A5 (21 cm x 15,15 cm),<br>8 pages,<br>Éditée à 6.000 exemplaires |        |        |                                    |
| Tarif unitaire HT                                                                                          |        |        | <b>200,00 €</b>                    |
| Tarif unitaire TTC                                                                                         |        |        | <b>240,00 €</b>                    |
|                                                                                                            |        |        |                                    |
| <b>Calicot</b>                                                                                             |        |        |                                    |
| Taille de l'encart : 1,5 m x 0,6 m                                                                         |        |        |                                    |
| Tarif unitaire HT                                                                                          |        |        | <b>400,00 €</b>                    |
| Tarif unitaire TTC                                                                                         |        |        | <b>480,00 €</b>                    |
|                                                                                                            |        |        |                                    |
| <b>Plaquette + calicot</b>                                                                                 |        |        |                                    |
| Tarif unitaire HT                                                                                          |        |        | <b>500,00 €</b>                    |
| Tarif unitaire TTC                                                                                         |        |        | <b>600,00 €</b>                    |
|                                                                                                            |        |        |                                    |



|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE :** nous comprenons qu'il y ait une revalorisation des tarifs mais quand on y regarde de plus près, il y a de réelles augmentations, plus ou moins déguisées notamment par les frais de dossier. Et puisque l'on parle de frais de dossier, pour une meilleure équité et pour plus de cohérence, le petit train touristique devrait également avoir des frais de dossier. Par ailleurs, je prend acte de la correction qui a été apportée pour le marché de Noël, mais j'ai relevé une nouvelle coquille sur le point N° 8 « droits de place et d'étalage, forfait annuel au mètre carré » alors que dessous vous indiquez « frais de dossier applicables à l'ensemble du point 9 ». Allez vous nous appliquer 20 euros de frais de dossier à chaque fois que nous allons venir chercher des sacs de déchets verts ? Il serait préférable de corriger cela.

## **8- DF - DECISIONS MODIFICATIVES N°2, BUDGET PRINCIPAL-EXERCICE 2016**

M. Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Il convient d'adopter une décision modificative du Budget Primitif 2016, pour prendre en compte les modifications nécessaires au bon fonctionnement des services et pour ajuster les crédits avant la fin de l'exercice budgétaire 2016.

Les propositions de modifications sont synthétisées dans le tableau suivant:

|                       | Chapitre | intitulé chapitre                    | Total             |
|-----------------------|----------|--------------------------------------|-------------------|
| <b>Fonctionnement</b> | 011      | charges à caractère général          | 98 097,26         |
|                       | 012      | charges de personnel                 | 38 000,00         |
|                       | 022      | dépenses imprévues                   | 76 000,00         |
|                       | 023      | virement                             | 200 159,19        |
|                       | 67       | charges exceptionnelles              | 1 400,00          |
| <b>Total Dépenses</b> |          |                                      | <b>261 656,45</b> |
|                       | 042      | opérations d'ordre entre sections    | 200 000,00        |
|                       | 70       | produits des services                | 45 000,00         |
|                       | 74       | dotations et participations          | 2 806,45          |
|                       | 75       | autres produits de gestion courante  | 301,00            |
|                       | 77       | produits exceptionnels               | 14 151,00         |
| <b>Total Recettes</b> |          |                                      | <b>261 656,45</b> |
| <b>Investissement</b> | 020      | dépenses imprévues                   | 86 505,17         |
|                       | 040      | opérations d'ordre entre sections    | 200 000,00        |
|                       | 041      | opérations patrimoniales             | 14 580,60         |
|                       | 16       | emprunts                             | 103,44            |
|                       | 20       | immobilisations incorporelles        | 34 762,62         |
|                       | 204      | subventions d'investissement versées | 62 949,24         |
|                       | 21       | immobilisations corporelles          | 6 234,04          |
|                       | 23       | immobilisations en cours             | 445 501,16        |
| <b>Total Dépenses</b> |          |                                      | <b>282 901,63</b> |
|                       | 021      | virement                             | 200 159,19        |
|                       | 024      | produits des cessions                | 178 240,00        |
|                       | 041      | opérations patrimoniales             | 14 580,60         |
|                       | 10       | dotations et fonds divers            | 17 172,00         |
|                       | 13       | subventions d'investissement         | 416 053,00        |
|                       | 16       | emprunts                             | 277 000,42        |
| <b>Total Recettes</b> |          |                                      | <b>282 901,63</b> |

dépenses et recettes d'ordre équilibrées dans la même section  
dépenses et recettes d'ordre équilibrées entre les deux section

#### Les principales modifications concernent des écritures équilibrées :

- 200 000 € en recettes de fonctionnement et en dépenses d'investissement pour les travaux en régie
- 14 580,60 € en dépenses et en recettes d'investissement (opérations patrimoniales)
- 200 159,19 € de dépenses de fonctionnement et de recettes d'investissement pour le virement (c'est à dire l'autofinancement).

#### 1) La section de Fonctionnement

##### Les dépenses de fonctionnement:

Pour le chapitre 011 (+ 98 097,26 €), les deux gros postes correspondent à 35 505 euros de redéploiement des crédits des dépenses imprévues et 35 000 € de fournitures de petit équipement pour le magasin.

Pour le chapitre 012, les 38 000 € correspondent aux crédits de dépenses imprévues redéployés.

Les inscriptions au chapitre 67 (1 400 €) correspondent à des annulations de titres.

#### Les recettes de fonctionnement ont été ajustées :

Les 45 000 € de recettes en plus au chapitre 70 concernent des ajustements de recettes pour Athena et les activités périscolaires résultant d'une augmentation de la fréquentation dans les deux domaines.

Les 14 151 € de produit exceptionnel représentent, pour partie un excédent de TVA.

## 2) La section d'Investissement

### Les Dépenses d'investissement:

Comme pour le fonctionnement, les dépenses imprévues sont annulées mais les crédits correspondants ne peuvent pas être redéployés car la section d'investissement est gérée par super-opérations.

Les chapitres 20 (études) et 23 (immobilisations en cours) sont ajustés (- 480 263,78 €) en fonction des possibilités de réalisations des investissements avant la fin de l'année. Ces modifications sont retranscrites dans l'ajustement des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement. Ainsi 178 250 € sont enlevés de l'opération "extension de la mission locale" qui ne devrait pas être réalisée.

Pour le chapitre 204, une inscription de 62 949,24 € correspond à des participations pour des travaux de réseaux.

### Les Recettes d'investissement :

Les produits de cession augmentent en raison de la cession au département de l'actif du Port de Plaisance de St Goustan ( matériel, aire de carénage).

Les 17 172 € de plus au chapitre 10 concernent un ajustement du FC TVA.

La réduction des subventions d'investissement résulte de l'annulation de la prise en compte sur 2016 de la moitié du versement de BSH suite au protocole d'accord.

Compte tenu du calendrier, nous proposons de comptabiliser la totalité de la recette de 800 000 € en 2017.

Enfin, pour équilibrer cette décision modificative qui est excédentaire, il est proposé de réduire l'emprunt d'équilibre de 277 000,42 €. Le montant de l'emprunt d'équilibre du budget 2016 s'établit alors à 1 529 005 , 88.

### Vu les précédentes délibérations budgétaires pour l'exercice 2016,

Areçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,  
Areçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 25 voix pour),

8 abstention(s) :

M. ROUSSEL, Mme HULAUD, Mme POMMEREUIL, M. LE SAUCE, Mme  
MARTINEAU, M. GRENET, M. GRUSON, Mme HERVIO

Le Conseil municipal :

- APPROUVE la décision modificative n°2-2016 pour le Budget Principal de la Ville  
d'Auray

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE :** il est dommage que le projet d'agrandissement des locaux de la Mission Locale soit abandonné dans la mesure où ils ont de réels besoins. Il serait intéressant de trouver une réponse rapidement à leurs difficultés.

**M. GUILLOU :** AQTA a suggéré qu'il y ait un regroupement de toutes les organisations qui s'intéressent à la question de l'emploi au sein d'un même lieu (Pôle Emploi et la Mission Locale notamment). Ne sachant pas pour quelle durée la Mission Locale va rester dans ce local, nous ne pouvons donc pas engager 200 000 euros d'investissement.

**M. LE SAUCE :** la ville d'Auray n'a t-elle pas un local qu'elle pourrait mettre à la disposition de la Mission Locale en attendant le projet d'AQTA.

**M. LE MAIRE :** actuellement nous n'avons pas de solution à proposer.

**9- DF - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT -  
REVISION DES MONTANTS CONFORMEMENT A LA DECISION MODIFICATIVE N°  
2/2016 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE**

M. Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Par délibération du 29 mars 2016, le conseil municipal a approuvé les autorisations de programme et les crédits de paiement inscrits au budget primitif 2016.

En 2016, le principe a été acté d'inscrire en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) les seules opérations ayant un caractère pluriannuel. Les dépenses concernant des opérations annuelles et récurrentes sont désormais gérées en crédits ordinaires avec possibilité de report de crédits sur l'exercice suivant.

Cependant, pour les opérations récurrentes jusque là gérées en AP/CP, les crédits nécessaires au mandatement des dépenses jusqu'au vote du budget primitif ont été inscrits au budget primitif 2016 et rattachés à l'autorisation de programme.

VU les articles L 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoient que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement liées à des travaux à caractère pluriannuel peuvent comprendre des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP),

VU la délibération du conseil municipal du 28 février 2000 adoptant le principe du recours au vote d'autorisations de programme et crédits de paiement pour la gestion pluriannuelle des investissements projetés par la ville,

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 25 voix pour),

8 abstention(s) :

M. ROUSSEL, Mme HULAUD, Mme POMMEREUIL, M. LE SAUCE, Mme MARTINEAU, M. GRENET, M. GRUSON, Mme HERVIO

Le Conseil municipal :

- REVISE le montant des Autorisations de Programme ainsi que la répartition des Crédits de paiement (AP/CP) pour tenir compte de l'état d'avancement des différents projets, des décisions ou événements postérieurs au vote du budget primitif et de la décision modificative n°1 de 2016

- CALQUE ces ajustements sur la décision modificative n° 2, soumise au vote du conseil municipal ce même jour.

- VOTE les AP/CP conformément au tableau ci-annexé,

- APPROUVE la liste des AP et CP tels que détaillés dans le tableau ci-annexé.

**VILLE D'AURAY**  
**TABLEAU SYNTHETIQUE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT VOTES EN 2016**  
**DECISION MODIFICATIVE N° 2 DU 13 DECEMBRE 2016**

| AUTORISATION DE PROGRAMME                         | N° PROG | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC | Observations                     |
|---------------------------------------------------|---------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|----------------|----------------------------------|
| O.R.U. DU GUMENEN-GOANER                          | P001    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 247 489         | 69 932          | 88 455          | 457 315,00      | 600 000,00      | 550 000,00      | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 2 013 190,50   | Diminution AP                    |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 102 719         | 32 912          | 31 552          | 234 990,55      | 1 001 040,00    | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 1 403 213,25   |                                  |
| PORT DE ST-GOUSTAN AMENAGEMENTS URBAINS           | P002    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 419 151         | 589 754         | 2 351           | 2 220,00        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 1 013 476,28   | Diminution AP                    |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 183 748         | 225 388         | 26 032          | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 435 167,68     |                                  |
| POLE MUNICIPAL DU PENHER                          | P003    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 228 931         | 8 078           | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 237 009,16     | Programme clôturé (CM 20/9/2016) |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 3 115           | 0               | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 3 114,83       |                                  |
| CONSTRUCTION D'UN A.L.S.H.                        | P004    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 623 711         | 567 112         | 256 851         | 7 519,61        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 1 455 193,11   | Augmentation AP                  |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 388 077         | 277 043         | 163 992         | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 829 112,00     |                                  |
| DEVELOPPEMENT URBAIN                              | P005    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 117 206         | 88 610          | 58 935          | 172 620,92      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 437 371,99     |                                  |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 19 230          | 11 011          | 14 625          | 68 685,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 113 550,36     |                                  |
| LOGEMENT SOCIAL                                   | P006    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 21 198          | 7 080           | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 28 278,36      | Programme clôturé (CM 20/9/2016) |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 0               | 0               | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 0,00           |                                  |
| CHAUFFERIE BOIS DU GOANER                         | P007    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 10 345          | 6 429           | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 16 773,90      | Programme clôturé (CM 20/9/2016) |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 0               | 0               | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 0,00           |                                  |
| POLICE MUNICIPALE – TRANSFERT SUR LE SITE DU LOCH | P009    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 231 655         | 400             | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 232 055,19     | Programme clôturé (CM 20/9/2016) |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 90 375          | 0               | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 90 375,00      |                                  |
| MEDIATHEQUE – REAMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS   | P010    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 83 865          | 86 970          | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 170 834,75     | Programme clôturé (CM 20/9/2016) |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 11 137          | 21 205          | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 32 342,00      |                                  |
| CENTRE CULTUREL ATHENA                            | P011    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 82 221          | 45 229          | 109 549         | 368 518,00      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 605 516,22     |                                  |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 13 664          | 5 617           | 4 949           | 60 591,40       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 84 821,93      |                                  |
| INFORMATIQUE ET TELEPHONIE                        | P012    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 194 334         | 88 111          | 126 573         | 67 395,83       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 476 414,08     | Programme clôturé (CM 20/9/2016) |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 0               | 0               | 0               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 0,00           |                                  |
| MOBILIER, MATERIEL ET EQUIPEMENTS DIVERS          | P013    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 452 247         | 388 036         | 285 232         | 80 624,56       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 1 206 139,98   | Programme clôturé (CM 20/9/2016) |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 2 635           | 2 000           | 1 672           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 6 306,91       |                                  |
| BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DIVERS                   | P014    |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                  |
| DEPENSES AP                                       |         | 835 271         | 463 416         | 250 928         | 243 444,51      | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 1 793 059,22   | Diminution AP                    |
| SUBVENTIONS AP                                    |         | 0               | 0               | 0               | 51 816,00       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00     | 51 816,00      |                                  |

| AUTORISATION DE PROGRAMME                | N° PROG | Année 2013 C.P.  | Année 2014 C.P.  | Année 2015 C.P.  | Année 2016 C.P.     | Année 2017 C.P.     | Année 2018 C.P.     | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur    | TOTAL A.P. TTC       | Observations                     |
|------------------------------------------|---------|------------------|------------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------|-------------|----------------------|----------------------------------|
| ECONOMIES D'ENERGIE                      | P015    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 90 838           | 46 314           | 58 016           | 5 913,34            | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 201 081,55           | Programme clôturé (CM 20/9/2016) |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 0                | 0                | 20 992           | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 20 992,00            |                                  |
| ACCESSIBILITE                            | P016    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 159 535          | 144 879          | 174 019          | 10 978,79           | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 489 411,24           | Programme clôturé (CM 20/9/2016) |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 0                | 0                | 16 430           | 7 728,45            | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 24 158,12            |                                  |
| TRAVAUX, INFRASTRUCTURES ET V.R.D.       | P017    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 1 352 906        | 1 281 699        | 708 076          | 360 142,61          | 173 200,00          | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 3 876 023,76         | Diminution AP                    |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 223 954          | 39 252           | 27 249           | 29 697,32           | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 320 152,62           |                                  |
| EQUIPEMENT MULTIFONCTIONS LA FORET       | P018    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 3 523            | 0                | 418              | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 3 941,02             |                                  |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 1 473            | 0                | 0                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 1 473,00             |                                  |
| POLE NAUTIQUE DE ST-GOUSTAN              | P019    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 29 591           | 18 802           | 101 306          | 8 968,93            | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 158 667,64           | Diminution AP                    |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 0                | 0                | 0                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 0,00                 |                                  |
| RESTRUCTURATION LOCAUX HOTEL DE VILLE    | P021    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 0                | 4 260            | 328 032          | 71 968,00           | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 404 259,96           |                                  |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 0                | 0                | 73 367           | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 73 367,35            |                                  |
| PROGRAMME DE RENOVATION DE LA VOIRIE     | P022    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 140 713          | 322 771          | 267 569          | 878 431,00          | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 1 609 485,02         | Diminution AP                    |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 164 048          | 57 404           | 54 479           | 29 965,09           | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 305 896,18           |                                  |
| PLAN D'ECHANGE MULTIMODAL – GARE D'AURAY | P023    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 3 525            | 0                | 0                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 3 524,88             |                                  |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 0                | 0                | 0                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 0,00                 |                                  |
| SALLE POLYVALENTE EDMA FROGIER           | P025    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 12 744           | 242 185          | 0                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 254 928,75           |                                  |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 0                | 25 704           | 0                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 25 704,45            | Programme clôturé (CM 20/9/2016) |
| AMENAGEMENT URBAIN DU CENTRE-VILLE       | P027    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 0                | 0                | 104 169          | 629 827,68          | 1 616 003,32        | 710 000,00          | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 3 059 999,80         |                                  |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 0                | 0                | 0                | 72 900,00           | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 72 900,00            |                                  |
| VALLÉE DU RECLUS-EAUX PLUVIALES          | P028    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 0                | 4 248            | 8 184            | 269 816,00          | 210 000,00          | 140 000,00          | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 632 248,00           |                                  |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 0                | 0                | 0                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 0,00                 |                                  |
| PÔLE ASSOCIATIF PARCO-POINTER            | P029    |                  |                  |                  |                     |                     |                     |                 |                 |             |                      |                                  |
| DEPENSES AP                              |         | 0                | 0                | 401              | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 401,34               |                                  |
| SUBVENTIONS AP                           |         | 0                | 0                | 0                | 0,00                | 0,00                | 0,00                | 0,00            | 0,00            | 0,00        | 0,00                 |                                  |
| <b>DEPENSES AP</b>                       |         | <b>5 340 999</b> | <b>4 474 315</b> | <b>2 929 063</b> | <b>3 635 704,78</b> | <b>2 599 203,32</b> | <b>1 400 000,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>20 379 285,70</b> |                                  |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>                    |         | <b>1 289 033</b> | <b>822 465</b>   | <b>507 090</b>   | <b>556 373,81</b>   | <b>1 001 040,00</b> | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>4 176 001,33</b>  |                                  |
| <b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>             |         | <b>4 051 967</b> | <b>3 651 851</b> | <b>2 421 973</b> | <b>3 079 330,97</b> | <b>1 598 163,32</b> | <b>1 400 000,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>16 203 284,37</b> |                                  |

**ETAT DES AP/CP au 13/12/2016 (sans les programmes et opérations clôturés)**

|                       |  |           |           |           |           |           |           |   |   |   |            |  |
|-----------------------|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---|---|---|------------|--|
| DEPENSES AP           |  | 2 587 606 | 2 175 454 | 1 551 781 | 3 388 650 | 2 599 203 | 1 400 000 | 0 | 0 | 0 | 13 702 695 |  |
| SUBVENTIONS AP        |  | 1 139 341 | 735 698   | 435 793   | 548 645   | 1 001 040 | 0         | 0 | 0 | 0 | 3 860 517  |  |
| BESOIN DE FINANCEMENT |  | 1 448 265 | 1 439 756 | 1 115 989 | 2 840 005 | 1 598 163 | 1 400 000 | 0 | 0 | 0 | 9 842 178  |  |





## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT -

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG | N° OP. | OPERATION             | Année 2013 C.P.   | Année 2014 C.P.   | Année 2015 C.P.  | Année 2015 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC      | Observations |
|---------------------------|---------|--------|-----------------------|-------------------|-------------------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|---------------------|--------------|
| PORT DE ST-GOUSTAN        | P002    | 3065   | PORT DE ST-GOUSTAN    | 419 151,15        | 589 754,33        | 2 350,80         | 2 220           | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 1 013 476,28        |              |
| AMENAGEMENTS URBAINS      |         |        | DEFENSES              | 183 747,73        | 225 387,65        | 26 032,30        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 435 167,68          |              |
|                           |         |        | SUBVENTIONS           | 235 403,42        | 364 366,68        | -23 681,50       | 2 220           | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 578 308,60          |              |
|                           |         |        | BESOIN DE FINANCEMENT | <b>419 151,15</b> | <b>589 754,33</b> | <b>2 350,80</b>  | <b>2 220</b>    | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>1 013 476,28</b> |              |
| DEFENSES AP               |         |        |                       | <b>183 747,73</b> | <b>225 387,65</b> | <b>26 032,30</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>435 167,68</b>   |              |
| SUBVENTIONS AP            |         |        |                       |                   |                   |                  |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                     |              |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT \_

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                | Année 2013 C.P.   | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC    | Observations                                         |
|---------------------------|----------|--------|--------------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-------------------|------------------------------------------------------|
| POLE MUNICIPAL DU PENHER  | P003     | 3054   | POLE MUNICIPAL DU PENHER | 228 930,78        | 8 078,38        | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 237 009,16        | Cbture (opération achevée)<br>Delib. CM du 20/9/2016 |
|                           |          |        | SUBVENTIONS              | 3 114,83          | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 3 114,83          |                                                      |
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT    | 225 815,95        | 8 078,38        | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 233 894,33        |                                                      |
| <b>DEPENSES AP</b>        |          |        |                          | <b>228 930,78</b> | <b>8 078,38</b> | <b>0,00</b>     | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>237 009,16</b> |                                                      |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>     |          |        |                          | <b>3 114,83</b>   | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>3 114,83</b>   |                                                      |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT \_

| AUTORISATION DE PROGRAMME  | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                  | Année 2013 C.P.   | Année 2014 C.P.   | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC      | Observations |
|----------------------------|----------|--------|----------------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|---------------------|--------------|
| CONSTRUCTION D'UN A.L.S.H. | P004     | 3086   | CONSTRUCTION D'UN A.L.S.H. | 623 710,59        | 567 112,30        | 256 850,61      | 7 519,61        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 1 455 193,11        |              |
|                            |          |        | SUBVENTIONS                | 388 076,51        | 277 043,15        | 153 992,34      | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 829 112,00          |              |
|                            |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT      | 235 634,08        | 290 069,15        | 92 858,27       | 7 519,61        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 626 081,11          |              |
| <b>DEPENSES AP</b>         |          |        |                            | <b>623 710,59</b> | <b>567 112,30</b> | <b>256 851</b>  | <b>7 519,61</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>1 455 193,11</b> |              |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>      |          |        |                            | <b>388 076,51</b> | <b>277 043,15</b> | <b>163 992</b>  | <b>0,00</b>     | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>829 112,00</b>   |              |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT \_

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                         | Année 2013 C.P.   | Année 2014 C.P.  | Année 2015 C.P.  | Année 2016 C.P.   | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ultimeur | TOTAL A.P. TTC    | Observations                                             |
|---------------------------|----------|--------|-----------------------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-------------------|----------------------------------------------------------|
| DEVELOPPEMENT URBAIN      | P005     | 3035   | RESERVES FONCIERES                | 2 497,80          | 8 528,83         | 2 390,34         | 0,00              | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 13 416,97         | Cbture de l'operation (Recurrent) Delib. CM du 20/9/2016 |
|                           |          |        | SUBVENTIONS BESOIN DE FINANCEMENT | 0,00              | 0,00             | 0,00             | 0,00              | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0                 | 0,00                                                     |
|                           |          |        |                                   | 2 497,80          | 8 528,83         | 2 390,34         | 0,00              | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 13 416,97         |                                                          |
|                           |          | 3093   | HOTEL DIEU                        | 77 273,71         | 0,00             | 39 909           | 55 091,00         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 172 273,65        |                                                          |
|                           |          |        |                                   | 8 280,00          | 0,00             | 0                | 49 220,00         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 57 500,00         |                                                          |
|                           |          |        |                                   | 68 993,71         | 0,00             | 39 909           | 5 871,00          | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 114 773,65        |                                                          |
|                           |          | 3092   | REVISION DU PLU                   | 37 434,11         | 51 930,96        | 16 636           | 57 588,00         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 163 588,77        |                                                          |
|                           |          |        |                                   | 0,00              | 5 973,07         | 9 933,24         | 0,00              | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 16 906,31         |                                                          |
|                           |          |        |                                   | 37 434,11         | 44 957,89        | 5 702,46         | 57 588,00         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 146 682,46        |                                                          |
|                           |          | 3113   | A.V.A.P.                          | 0,00              | 28 150,66        | 0,00             | 59 941,92         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 88 092,60         |                                                          |
|                           |          |        |                                   | 10 949,60         | 4 037,57         | 4 591,78         | 19 465,00         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 39 144,05         |                                                          |
|                           |          |        |                                   | -10 949,60        | 24 113,01        | -4 691,78        | 40 476,92         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 48 946,55         |                                                          |
| <b>DEPENSES AP</b>        |          |        |                                   | <b>117 205,62</b> | <b>88 610,47</b> | <b>58 934,98</b> | <b>172 620,92</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>437 371,99</b> |                                                          |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>     |          |        |                                   | <b>19 229,60</b>  | <b>11 010,74</b> | <b>14 625,02</b> | <b>68 685,00</b>  | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>113 550,36</b> |                                                          |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT -

| AUTORISATION DE PROGRAMME          | N° PROG. | N° CF. | OPERATION    | Année 2013<br>C.P. | Année 2014<br>C.P. | Année 2015<br>C.P. | Année 2016<br>C.P. | Année 2017<br>C.P. | Année 2018<br>C.P. | Année 2019<br>C.P. | Année 2020<br>C.P. | Utilisateur | TOTAL A.P.<br>TTC | Observations                                          |
|------------------------------------|----------|--------|--------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------|-------------------|-------------------------------------------------------|
| LOGEMENT SOCIAL                    | P006     | 3057   | KERUDO - VRD | 21 198,28          | 7 080,08           | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  |             | 28 278,36         | Closure (opération achevée)<br>Délib. CM du 20/9/2016 |
|                                    |          |        |              | 0,00               | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  |             | 0,00              |                                                       |
|                                    |          |        |              | 21 198,28          | 7 080,08           | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  |             | 28 278,36         |                                                       |
|                                    |          |        |              |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |             |                   |                                                       |
| <b>DEFENSES AP<br/>SUBVENTIONS</b> |          |        |              | <b>21 198,28</b>   | <b>7 080,08</b>    | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        |             | <b>28 278,36</b>  |                                                       |
|                                    |          |        |              | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        |             | <b>0,00</b>       |                                                       |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT -

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° CP. | OPERATION              |                       | Année 2013 C.P.  | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Utilisateur | TOTAL A.P. TTC   | Observations                                          |
|---------------------------|----------|--------|------------------------|-----------------------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------|------------------|-------------------------------------------------------|
| CHAUFFERIE BOIS GOANER    | P007     | 3995   | CHAUFFERIE BOIS GOANER | DEPENSES              | 10 345,40        | 5 428,50        | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 16 773,90        | Cbture (opération achevée)<br>Delib. CMI du 20/9/2016 |
|                           |          |        |                        | SUBVENTIONS           | 0,00             | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 0,00             |                                                       |
|                           |          |        |                        | BESOIN DE FINANCEMENT | 10 345,40        | 5 428,50        | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 15 773,90        |                                                       |
| <b>DEPENSES AP</b>        |          |        |                        |                       | <b>10 345,40</b> | <b>6 428,50</b> | <b>0,00</b>     | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>    | <b>16 773,90</b> |                                                       |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>     |          |        |                        |                       | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>    | <b>0,00</b>      |                                                       |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| AUTORISATION DE PROGRAMME                               | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                | Année 2013<br>C.P. | Année 2014<br>C.P. | Année 2015<br>C.P. | Année 2016<br>C.P. | Année 2017<br>C.P. | Année 2018<br>C.P. | Année 2019<br>C.P. | Année 2020<br>C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC    |
|---------------------------------------------------------|----------|--------|--------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------|-------------------|
| POLICE MUNICIPALE –<br>TRANSFERT SUR LE<br>SITE DU LOCH | P009     | 3090   | POLICE MUNICIPALE        | 231 655,19         | 400,00             | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0        | 232 055,19        |
|                                                         |          |        | SUBVENTIONS              | 90 375,00          | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0        | 90 375,00         |
|                                                         |          |        | BESOIN DE<br>FINANCEMENT | 141 280,19         | 400,00             | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0        | 141 680,19        |
| <b>DEPENSES AP</b>                                      |          |        |                          | <b>231 655,19</b>  | <b>400,00</b>      | <b>0,00</b>        | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>232 055,19</b> |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>                                   |          |        |                          | <b>90 375,00</b>   | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>90 375,00</b>  |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT -

| AUTORISATION DE PROGRAMME                           | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                | Année 2013 C.P.  | Année 2014 C.P.  | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC    | Observations                                         |
|-----------------------------------------------------|----------|--------|--------------------------|------------------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-------------------|------------------------------------------------------|
| MEDIATHEQUE -<br>REAGAGEMENT DES<br>ESPACES PUBLICS | P010     | 3089   | MEDIATHEQUE              | 83 864,87        | 86 969,88        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 170 834,75        | Cbture (opération achevée)<br>Delib. CM du 20/9/2016 |
|                                                     |          |        | SUBVENTIONS              | 11 137,00        | 21 205,00        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 32 342,00         |                                                      |
|                                                     |          |        | BESOIN DE<br>FINANCEMENT | 72 727,87        | 65 764,88        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 138 492,75        |                                                      |
| <b>DEPENSES AP</b>                                  |          |        |                          | <b>83 864,87</b> | <b>86 969,88</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>170 834,75</b> |                                                      |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>                               |          |        |                          | <b>11 137,00</b> | <b>21 205,00</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>32 342,00</b>  |                                                      |



## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT \_

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG | N° OP. | OPERATION                   |                       | Année 2013 C.P.  | Année 2014 C.P.  | Année 2015 C.P.   | Année 2015 C.P.   | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC    | Observations |
|---------------------------|---------|--------|-----------------------------|-----------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-------------------|--------------|
| CENTRE CULTUREL ATHENA    | P011    | 3087   | CENTRE CULTUREL ATHENA -DAC | DEPENSES              | 82 220,65        | 45 228,89        | 109 548,68        | 368 518,00        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 605 516,22        |              |
|                           |         |        |                             | SUBVENTIONS           | 13 664,00        | 5 617,25         | 4 949,28          | 50 991,40         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 84 821,93         |              |
|                           |         |        |                             | BESOIN DE FINANCEMENT | 68 556,65        | 39 611,64        | 104 599,40        | 307 926,60        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 52 0 694,29       |              |
| <b>DEPENSES AP</b>        |         |        |                             |                       | <b>82 220,65</b> | <b>45 228,89</b> | <b>109 548,68</b> | <b>368 518,00</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>605 516,22</b> |              |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>     |         |        |                             |                       | <b>13 664,00</b> | <b>5 617,25</b>  | <b>4 949,28</b>   | <b>60 991,40</b>  | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>84 821,93</b>  |              |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT \_

| AUTORISATION DE PROGRAMME  | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                  | Année 2013 C.P.   | Année 2014 C.P.  | Année 2015 C.P.   | Année 2016 C.P.  | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC    | Observations                                                |
|----------------------------|----------|--------|----------------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-------------------|-------------------------------------------------------------|
| INFORMATIQUE ET TELEPHONIE | P012     | 3040   | INFORMATIQUE ET TELEPHONIE | 194 334,38        | 88 110,61        | 126 573,26        | 57 395,83        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 476 414,08        | Closure de l'opération (Récurent)<br>Delib. CM du 20/9/2016 |
|                            |          |        | SUBVENTIONS                | 0,00              | 0,00             | 0,00              | 0,00             | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00              |                                                             |
|                            |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT      | 194 334,38        | 88 110,61        | 126 573,26        | 57 395,83        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 476 414,08        |                                                             |
| <b>DEPENSES AP</b>         |          |        |                            | <b>194 334,38</b> | <b>88 110,61</b> | <b>126 573,26</b> | <b>67 395,63</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>476 414,08</b> |                                                             |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>      |          |        |                            | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>      | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0,00</b>       |                                                             |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME                       | N° PROG.    | N° OP.      | OPERATION                                                           | Année 2013 C.P.   | Année 2014 C.P.   | Année 2015 C.P.   | Année 2015 C.P.  | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ultimeur | TOTAL A.P. TTC      | Observations                                              |
|-------------------------------------------------|-------------|-------------|---------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|---------------------|-----------------------------------------------------------|
| <b>MOBILIER, MATERIEL ET EQUIPEMENTS DIVERS</b> | <b>P013</b> | <b>3027</b> | <b>MATERIEL DE TRANSPORT</b>                                        | 210 443,97        | 225 098,10        | 24 866,95         | 49 992,95        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | <b>510 401,68</b>   | Ciblage de l'opération (Récurrent) Délib. CM du 20/9/2016 |
|                                                 |             |             | SUBVENTIONS                                                         | 0,00              | 1 000,00          | 1 000,00          | 0,00             | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | <b>2 000,00</b>     |                                                           |
|                                                 |             |             | BESOIN DE FINANCEMENT                                               | 210 443,97        | 224 098,10        | 23 866,95         | 49 992,95        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 508 401,68          |                                                           |
|                                                 |             | <b>3037</b> | <b>DIVERS</b>                                                       | 4 711,76          | 0,00              | 2 557,48          | 0,00             | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | <b>7 269,24</b>     | Ciblage de l'opération (Récurrent) Délib. CM du 20/9/2016 |
|                                                 |             |             | SUBVENTIONS                                                         | 0,00              | 0,00              | 0,00              | 0,00             | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | <b>0,00</b>         |                                                           |
|                                                 |             |             | BESOIN DE FINANCEMENT                                               | 4 711,76          | 0,00              | 2 557,48          | 0,00             | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 7 269,24            |                                                           |
|                                                 |             | <b>3041</b> | <b>DSTU - MOBILIER, MATERIEL ET EQUIPEMENTS DIVERS</b>              | 237 091,97        | 162 938,31        | 207 973,84        | 20 699,14        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | <b>628 672,96</b>   | Ciblage de l'opération (Récurrent) Délib. CM du 20/9/2016 |
|                                                 |             |             | SUBVENTIONS                                                         | 2 634,91          | 0,00              | 0,00              | 0,00             | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | <b>2 634,91</b>     |                                                           |
|                                                 |             |             | BESOIN DE FINANCEMENT                                               | 234 456,76        | 162 938,31        | 207 973,84        | 20 699,14        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 626 038,05          |                                                           |
|                                                 |             | <b>3041</b> | <b>AUTRES DIRECTIONS - MOBILIER, MATERIEL ET EQUIPEMENTS DIVERS</b> | 0,00              | 0,00              | 49 633,64         | 9 962,45         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | <b>59 796,10</b>    | Ciblage de l'opération (Récurrent) Délib. CM du 20/9/2016 |
|                                                 |             |             | SUBVENTIONS                                                         | 0,00              | 1 000,00          | 672,00            | 0,00             | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | <b>1 672,00</b>     |                                                           |
|                                                 |             |             | BESOIN DE FINANCEMENT                                               | 0,00              | -1 000,00         | 49 161,64         | 9 962,45         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 58 124,10           |                                                           |
| <b>DEPENSES AP</b>                              |             |             |                                                                     | <b>452 247,10</b> | <b>368 036,41</b> | <b>285 231,91</b> | <b>80 624,56</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>1 206 139,98</b> |                                                           |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>                           |             |             |                                                                     | <b>2 634,91</b>   | <b>2 000,00</b>   | <b>1 672,00</b>   | <b>0,00</b>      | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>6 306,91</b>     |                                                           |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME       | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                                                   | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Utilisateur | TOTAL A.P. TTC | Observations                                              |
|---------------------------------|----------|--------|-------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------|----------------|-----------------------------------------------------------|
| BÂTIMENTS ET EQUIPEMENTS DIVERS | P014     | 3023   | EQUIPEMENTS JEUNESSE                                        | 0,00            | 0,00            | 28 195,00       | 30 873,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 59 068,00      |                                                           |
|                                 |          |        | SUBVENTIONS                                                 | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 0              | 0,00                                                      |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                       | 0,00            | 0,00            | 28 195,00       | 30 873,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 59 068,00      |                                                           |
|                                 | 3024     |        | BÂTIMENTS SCOLAIRES                                         | 233 343,21      | 92 256,38       | 147 845,03      | 12 698,40       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 486 143,02     | Closure de l'opération (Récurrent) Delib. CM du 20/9/2016 |
|                                 |          |        | SUBVENTIONS                                                 | 29 066,20       | 33 357,58       | 32 203,88       | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 94 627,66      |                                                           |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                       | 204 277,01      | 58 898,80       | 115 641,15      | 12 698,40       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 391 515,36     |                                                           |
|                                 | 3025     |        | EQUIP. SPORTIFS                                             | 113 153,19      | 46 319,99       | 30 295,26       | 7 080,00        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 196 848,44     | Closure de l'opération (Récurrent) Delib. CM du 20/9/2016 |
|                                 |          |        | SUBVENTIONS                                                 | 11 158,55       | 4 500,00        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 15 668,55      |                                                           |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                       | 101 994,64      | 41 819,99       | 30 295,26       | 7 080,00        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 181 179,89     |                                                           |
|                                 | 3030     |        | EDIFICES CULTURELS<br><small>Edif. Culturels</small>        | 8 187,22        | 0,00            | 6 802,55        | 37 455,82       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 52 445,59      |                                                           |
|                                 |          |        | SUBVENTIONS                                                 | 0,00            | 3 567,00        | 13 010,99       | 6 361,00        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 23 038,99      |                                                           |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                       | 8 187,22        | -3 567,00       | -6 208,44       | 31 094,82       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 29 406,60      |                                                           |
|                                 | 3031     |        | DIVERS BATIMENTS                                            | 226 101,95      | 196 067,75      | 31 527,87       | 26 549,29       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 480 346,86     | Closure de l'opération (Récurrent) Delib. CM du 20/9/2016 |
|                                 |          |        | SUBVENTIONS                                                 | 2 194,82        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 2 194,82       |                                                           |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                       | 223 907,13      | 196 067,75      | 31 527,87       | 26 549,29       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 478 152,04     |                                                           |
|                                 | 3032     |        | EQUIPTS CULTURELS<br><small>(petit theatre)</small>         | 33 495,38       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 33 495,38      |                                                           |
|                                 |          |        | SUBVENTIONS                                                 | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 0,00           |                                                           |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                       | 33 495,38       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 33 495,38      |                                                           |
|                                 | 3067     |        | H.VILLE/TOITURE CLASSEE                                     | 53 157,99       | 10 507,40       | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 63 665,39      |                                                           |
|                                 |          |        | SUBVENTIONS                                                 | 21 171,54       | 49,96           | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 21 221,60      |                                                           |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                       | 31 986,35       | 10 457,44       | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 42 443,79      |                                                           |
|                                 | 3094     |        | AMGT BUREAUX ATHENA                                         | 126 985,93      | 3 110,96        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 130 096,89     |                                                           |
|                                 |          |        | SUBVENTIONS                                                 | 15 706,50       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 15 706,50      |                                                           |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                       | 111 279,43      | 3 110,96        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 114 390,39     |                                                           |
|                                 | 3095     |        | EGLISE ST-SAUVEUR                                           | 22 566,46       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 22 566,46      |                                                           |
|                                 |          |        | SUBVENTIONS                                                 | 5 551,23        | 0,00            | 135,05          | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 5 686,28       |                                                           |
|                                 |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                       | 17 118,23       | 0,00            | -135,05         | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 16 983,18      |                                                           |
|                                 | 3137     |        | MAUSOLEE CADOUDAL<br><small>(BATIMENT ET TERRASSES)</small> | 18 175,73       | 115 153,48      | 6 161,98        | 96 038,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 235 529,19     |                                                           |



## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° OP. | OPERATION             | Année 2013 C.P.  | Année 2014 C.P.  | Année 2015 C.P.  | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur    | TOTAL A.P. TTC    | Observations                                               |
|---------------------------|----------|--------|-----------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------|-------------------|------------------------------------------------------------|
| ECONOMIES D'ENERGIE       | P015     | 3088   | ECONOMIES D'ENERGIE   | 90 837,95        | 45 313,80        | 56 016,45        | 5 913,34        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0           | 201 081,55        | Closure de l'opération (Recurrent) Délib. CIM du 20/9/2016 |
|                           |          |        | SUBVENTIONS           | 0,00             | 0,00             | 20 992,00        | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 20 992,00         |                                                            |
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT | 90 837,95        | 45 313,80        | 37 024,46        | 5 913,34        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0           | 180 089,55        |                                                            |
| <b>DEPENSES AP</b>        |          |        |                       | <b>90 837,95</b> | <b>46 313,80</b> | <b>56 016</b>    | <b>5 913,34</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>    | <b>201 081,55</b> |                                                            |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>     |          |        |                       | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>      | <b>20 992,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b> | <b>20 992,00</b>  |                                                            |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT \_

| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                                  |                       | Année 2013 C.P.   | Année 2014 C.P.   | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P.  | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC    | Observations                                                |
|---------------------------|----------|--------|--------------------------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-------------------|-------------------------------------------------------------|
| ACCESSIBILITE             | P016     | 3085   | E.R.P. : 800 000 €<br>P.A.V.E. : 870 000 € | DEFENSES              | 159 534,98        | 144 878,84        | 174 018,63      | 10 978,79        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 489 411,24        | Clture de l'opération (Recurrent)<br>Delib. CM du 20/9/2016 |
|                           |          |        |                                            | SUBVENTIONS           | 0,00              | 0,00              | 16 429,67       | 7 728,45         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 24 158,12         |                                                             |
|                           |          |        |                                            | BESOIN DE FINANCEMENT | 159 534,98        | 144 878,84        | 157 589         | 3 250,34         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 4 95 253,12       |                                                             |
| <b>DEPENSES AP</b>        |          |        |                                            |                       | <b>159 534,98</b> | <b>144 878,84</b> | <b>174 019</b>  | <b>10 978,79</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>489 411,24</b> |                                                             |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>     |          |        |                                            |                       | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>       | <b>16 430</b>   | <b>7 728,45</b>  | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>24 158,12</b>  |                                                             |

**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**  
**DECISION MODIFICATIVE N° 1/2016 (Délibération du conseil municipal du 20/9/2016)**

| AUTORISATION DE PROGRAMME          | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                             | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC | Observations                                              |
|------------------------------------|----------|--------|---------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|----------------|-----------------------------------------------------------|
| TRAVAUX, INFRASTRUCTURES ET V.R.D. | P017     | 3107   | TRAVAUX, INFRASTRUCTURES ET V.R.D.    | 672 295,51      | 905 130,95      | 500 864,49      | 23 699,97       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 2 101 990,92   | Closure de l'opération (Récurrent) Délib. CM du 20/9/2016 |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0              | 0,00                                                      |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                 | 672 295,51      | 905 130,95      | 500 864,49      | 23 699,97       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 2 101 990,92   |                                                           |
|                                    |          | 3211   | Hérichisation des voies - Zones 30    | 0,00            | 0,00            | 122 160,88      | 165 160,00      | 100 000         | 0               | 0               | 0               | 0        | 388 320,88     |                                                           |
|                                    |          |        | DEPENSES                              | 0,00            | 0,00            | 122 160,88      | 165 160,00      | 100 000         | 0               | 0               | 0               | 0        | 388 320,88     |                                                           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                           | 0,00            | 0,00            | 4 449,30        | 7 997,32        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 12 146,62      |                                                           |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                 | 0,00            | 0,00            | 117 711,58      | 158 462,68      | 100 000         | 0               | 0               | 0               | 0        | 376 174,26     |                                                           |
|                                    |          | 3109   | ROSTVEL EAUX PLUVIALES                | 362 473,30      | 328 819,48      | 1 110,14        | 73 500,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 765 902,92     |                                                           |
|                                    |          |        | DEPENSES                              | 362 473,30      | 328 819,48      | 1 110,14        | 73 500,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 765 902,92     |                                                           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                           | 112 651,58      | 31 096,27       | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 143 747,85     |                                                           |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                 | 249 821,72      | 297 723,21      | 1 110,14        | 73 500,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 622 155,07     |                                                           |
|                                    |          | 3076   | PARC JEAN ROYERE                      | 58 955,79       | 3 304,18        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 62 259,97      |                                                           |
|                                    |          |        | DEPENSES                              | 58 955,79       | 3 304,18        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 62 259,97      |                                                           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                           | 5 785,70        | 1 026,45        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 7 812,15       |                                                           |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                 | 52 170,09       | 2 277,73        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 54 447,82      |                                                           |
|                                    |          | 3101   | CHEMIN DE KERUZERH BRIGITTE           | 44 601,68       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 44 601,68      |                                                           |
|                                    |          |        | DEPENSES                              | 44 601,68       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 44 601,68      |                                                           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                 | 44 601,68       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 44 601,68      |                                                           |
|                                    |          | 3208   | Place du Roland & Paris Canoté        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                                    |          |        | DEPENSES                              | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                 | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                                    |          | 3139   | Restauration Rampes du Loch           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 13 200          | 0               | 0               | 0               | 0        | 13 200,00      |                                                           |
|                                    |          |        | DEPENSES                              | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 13 200          | 0               | 0               | 0               | 0        | 13 200,00      |                                                           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                 | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 13 200          | 0               | 0               | 0               | 0        | 13 200,00      |                                                           |
|                                    |          | 3215   | PAVAGE PONT DE ST-GOUSTAN             | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 10 800,00       | 60 000          | 0               | 0               | 0               | 0        | 70 800,00      |                                                           |
|                                    |          |        | DEPENSES                              | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 10 800,00       | 60 000          | 0               | 0               | 0               | 0        | 70 800,00      |                                                           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                 | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 10 800,00       | 60 000          | 0               | 0               | 0               | 0        | 70 800,00      |                                                           |
|                                    |          | 3218   | BORNES ELECTRIQUES                    | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                                    |          |        | DEPENSES                              | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                 | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                                    |          | 3200   | AMENAGEMENT PARKING LYCEE B. FRANKLIN | 194 270,69      | 12 366,66       | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 206 639,57     |                                                           |
|                                    |          |        | DEPENSES                              | 194 270,69      | 12 366,66       | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 206 639,57     |                                                           |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                           | 104 515,80      | 7 129,20        | 22 800,00       | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 134 446,00     |                                                           |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                 | 89 754,09       | 5 239,48        | -22 800,00      | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 72 193,57      |                                                           |
|                                    |          | 3214   | ABORDS DU COLLEGE LE VERGER Sécurité  | 0,00            | 0,00            | 63 923,40       | 73 668,04       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 137 791,44     |                                                           |
|                                    |          |        | DEPENSES                              | 0,00            | 0,00            | 63 923,40       | 73 668,04       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 137 791,44     |                                                           |



| AUTORISATION DE PROGRAMME | N° PROG. | N° OP. | OPERATION             | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC | Observations                                              |
|---------------------------|----------|--------|-----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|----------------|-----------------------------------------------------------|
|                           |          |        |                       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 22 000,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 22 000,00      |                                                           |
|                           |          |        | SUBVENTIONS           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 51 868,04       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 115 791,44     |                                                           |
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                                           |
|                           |          |        | DEPENSES              | 6 985,34        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 6 985,34       | Closure de l'opération (Récurrent) Delib. CM du 20/9/2016 |
|                           |          | 3111   | CIMETIERES            |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                                           |
|                           |          |        |                       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                           |          |        | SUBVENTIONS           | 6 985,34        | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 6 985,34       |                                                           |
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                                           |
|                           |          |        | DEPENSES              | 0,00            | 0,00            | 2 504,00        | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 2 504,00       | Closure de l'opération (Récurrent) Delib. CM du 20/9/2016 |
|                           |          | 3110   | ESPACES VERTS         |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                                           |
|                           |          |        |                       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                           |          |        | SUBVENTIONS           | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                                           |
|                           |          |        | DEPENSES              | 13 323,44       | 32 075,60       | 17 413          | 12 114,50       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 74 927,04      | Closure de l'opération (Récurrent) Delib. CM du 20/9/2016 |
|                           |          | 3112   | ETUDES                |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                                           |
|                           |          |        |                       | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00           |                                                           |
|                           |          |        | SUBVENTIONS           | 13 323,44       | 32 075,60       | 17 413,20       | 12 114,50       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 74 927,04      |                                                           |
|                           |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                 |          |                |                                                           |
|                           |          |        | DEPENSES AP           | 1 352 905,95    | 1 287 699,09    | 705 076,11      | 360 142,61      | 173 200         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 3 876 023,76   |                                                           |
|                           |          |        | SUBVENTIONS AP        | 223 954,08      | 99 251,92       | 27 249,30       | 29 697,32       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 320 152,62     |                                                           |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME          | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                          | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC  | Observations |
|------------------------------------|----------|--------|------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-----------------|--------------|
| EQUIPEMENT MULTIFONCTIONS LA FORET | P018     | 3135   | EQUIPEMENT MULTIFONCTIONS LA FORET | 3 523,42        | 0,00            | 417,60          | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 3 941,02        |              |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                        | 1 473,00        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 1 473,00        |              |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT              | 2 050,42        | 0,00            | 417,60          | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 2 468,02        |              |
| <b>DEPENSES AP</b>                 |          |        |                                    | <b>3 523,42</b> | <b>0,00</b>     | <b>417,60</b>   | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>3 941,02</b> |              |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>              |          |        |                                    | <b>1 473,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>1 473,00</b> |              |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME   | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                   | Année 2013 C.P.  | Année 2014 C.P.  | Année 2015 C.P.   | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC    | Observations |
|-----------------------------|----------|--------|-----------------------------|------------------|------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-------------------|--------------|
| POLE NAUTIQUE DE ST-GOUSTAN | P019     | 3136   | POLE NAUTIQUE DE ST-GOUSTAN | 29 591,07        | 18 801,60        | 101 306,04        | 8 968,93        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 158 667,64        |              |
|                             |          |        | SUBVENTIONS                 | 0,00             | 0,00             | 0,00              | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0,00              |              |
|                             |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT       | 29 591,07        | 18 801,60        | 101 306,04        | 8 968,93        | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 158 667,64        |              |
| <b>DEPENSES AP</b>          |          |        |                             | <b>29 591,07</b> | <b>18 801,60</b> | <b>101 306,04</b> | <b>8 968,93</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>158 667,64</b> |              |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>       |          |        |                             | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>      | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>     | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0,00</b>       |              |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT \_

| AUTORISATION DE PROGRAMME           | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                              | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P.   | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC    | Observations |
|-------------------------------------|----------|--------|----------------------------------------|-----------------|-----------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-------------------|--------------|
| RESTAURATION LOCAL HOTEL DE VILLEG. | P021     | 3098   | Restructuration Accueil hotel de ville | 0,00            | 4 250,00        | 328 031,96        | 71 968          | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 404 259,96        |              |
|                                     |          |        |                                        | 0,00            | 0,00            | 73 367,35         | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 73 367,35         |              |
|                                     |          |        |                                        | 0,00            | 4 250,00        | 254 664,61        | 71 968          | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 330 892,61        |              |
| <b>DEPENSES AP</b>                  |          |        |                                        | <b>0,00</b>     | <b>4 250,00</b> | <b>328 031,96</b> | <b>71 968</b>   | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>404 259,96</b> |              |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>               |          |        |                                        | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>     | <b>73 367,35</b>  | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>73 367,35</b>  |              |



## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT -

| AUTORISATION DE PROGRAMME                      | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                                      | Année 2013<br>C.P. | Année 2014<br>C.P. | Année 2015<br>C.P. | Année 2016<br>C.P. | Année 2017<br>C.P. | Année 2018<br>C.P. | Année 2019<br>C.P. | Année 2020<br>C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P.<br>TTC | Observations |
|------------------------------------------------|----------|--------|------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------|-------------------|--------------|
| PLAN D'ECHANGE<br>MULTIMODAL - GARE<br>D'AURAY | P023     | 3077   | PLAN D'ECHANGE<br>MULTIMODAL - GARE<br>D'AURAY | 3 524,88           | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0        | 3 524,88          |              |
|                                                |          |        | SUBVENTIONS                                    | 0,00               | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0        | 0,00              |              |
|                                                |          |        | BESOIN DE<br>FINANCEMENT                       | 3 524,88           | 0,00               | 0,00               | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0                  | 0        | 3 524,88          |              |
| <b>DEPENSES AP</b>                             |          |        |                                                | <b>3 524,88</b>    | <b>0,00</b>        | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>3 524,88</b>   |              |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>                          |          |        |                                                | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>        | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0,00</b>       |              |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT \_

| AUTORISATION DE PROGRAMME      | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                      | Année 2013 C.P.  | Année 2014 C.P.   | Année 2015 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC    | Observations                                          |
|--------------------------------|----------|--------|--------------------------------|------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|-------------------|-------------------------------------------------------|
| SALLE POLYVALENTE EDMA FROGIER | P025     | 3138   | SALLE POLYVALENTE EDMA FROGIER | 12 743,55        | 242 185,20        | 0,00            | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 254 928,75        | Clture (opération achevée)<br>Délib. CMI du 20/9/2016 |
|                                |          |        | SUBVENTIONS                    | 0,00             | 25 704,45         | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 25 704,45         |                                                       |
|                                |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT          | 12 743,55        | 216 480,75        | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 229 224,30        |                                                       |
| <b>DEPENSES AP</b>             |          |        |                                | <b>12 743,55</b> | <b>242 185,20</b> | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>254 928,75</b> |                                                       |
| <b>SUBVENTIONS AP</b>          |          |        |                                | <b>0,00</b>      | <b>25 704,45</b>  | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>25 704,45</b>  |                                                       |

## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| AUTORISATION DE PROGRAMME          | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                                                                     | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ultimeur | TOTAL A.P. TTC | Observations |
|------------------------------------|----------|--------|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|----------------|--------------|
| AMENAGEMENT URBAIN DU CENTRE-VILLE | P027     | 3210   | AMENAGEMENT DE LA PLAGE DE LA REPUBLIQUE A.P.L.G DESHAYES + PARVIS + PARKINGS | 0,00            | 0,00            | 104 158,80      | 629 827,68      | 1 515 003       | 710 000         | 0               | 0               | 0        | 3 059 999,80   |              |
|                                    |          |        | SUBVENTIONS                                                                   | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 72 900,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 72 900,00      |              |
|                                    |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT                                                         | 0,00            | 0,00            | 104 158,80      | 556 927,68      | 1 515 003       | 710 000         | 0               | 0               | 0        | 2 987 099,80   |              |
| DEPENSES AP                        |          |        |                                                                               | 0,00            | 0,00            | 104 158,80      | 629 827,68      | 1 516 003       | 710 000         | 0               | 0               | 0        | 3 059 999,80   |              |
| SUBVENTIONS AP                     |          |        |                                                                               | 0,00            | 0,00            | 0,00            | 72 900,00       | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 72 900,00      |              |



## AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT =

| AUTORISATION DE PROGRAMME         | N° PROG. | N° OP. | OPERATION                         | Année 2013 C.P. | Année 2014 C.P. | Année 2015 C.P. | Année 2016 C.P. | Année 2017 C.P. | Année 2018 C.P. | Année 2019 C.P. | Année 2020 C.P. | Ulérieur | TOTAL A.P. TTC | Observations |
|-----------------------------------|----------|--------|-----------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------|----------------|--------------|
| VALLÉE DU RECLUS - EAUX PLUVIALES | P028     | 3118   | VALLÉE DU RECLUS - EAUX PLUVIALES | 0,00            | 4 248           | 8 184           | 269 816         | 210 000         | 140 000         | 0               | 0               | 0        | 632 248        |              |
|                                   |          |        | DEPENSES                          | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0              |              |
|                                   |          |        | SUBVENTIONS                       | 0,00            | 4 248           | 8 184           | 269 816         | 210 000         | 140 000         | 0               | 0               | 0        | 632 248        |              |
|                                   |          |        | BESOIN DE FINANCEMENT             | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0              |              |
| DEPENSES AP                       |          |        |                                   | 0,00            | 4 248           | 8 184           | 269 816         | 210 000         | 140 000         | 0               | 0               | 0        | 632 248        |              |
| SUBVENTIONS AP                    |          |        |                                   | 0,00            | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0               | 0        | 0              |              |



|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**10- DF - EXERCICE BUDGÉTAIRE 2017 - AUTORISATION A DONNER AU MAIRE POUR ENGAGER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DANS LA LIMITE DU QUART DES CRÉDITS D'INVESTISSEMENT OUVERTS EN 2016 DU BUDGET PRINCIPAL**

M. Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit des mesures conservatoires jusqu'à l'adoption du budget.

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose : jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette» .

Il est proposé au Conseil Municipal, pour le nouvel exercice budgétaire 2017, d'autoriser le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice budgétaire 2016 (budget primitif et décision modificative n° 1 et 2) pour les crédits qui ne sont pas gérés en Autorisation de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP).

Les crédits correspondants seront inscrits au budget 2017 lors de son adoption.

Cette mesure concernera le budget Principal de la ville d'Auray.

Un tableau récapitulatif, figurant en annexe, reprend les crédits votés gérés hors AP/CP.

Vu les délibérations budgétaires 2016,

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice budgétaire 2016, sur l'exercice budgétaire 2017 pour le budget Principal conformément au tableau annexé.

## Tableau ouverture anticipée 2017

| Super-opération | Super Opération (Libellé)            | 2016                | ouverture anticipée 2017 (25% des crédits 2016) |
|-----------------|--------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------------|
| 16005           | RESERVES FONCIERES - RECURRENT       | 45 400,00           | 11 350,00                                       |
| 16012           | INFORMATIQUE DIVERS - RECURRENT      | 158 347,00          | 39 586,75                                       |
| 16013           | ACQ. VEHICULES - RECURRENT           | 192 898,02          | 48 224,51                                       |
| 16015           | ECONOM. ENERGIE DIVERS-RECURRENT     | 146 918,96          | 36 729,74                                       |
| 16016           | ACCESSIBILITE - RECURRENT            | 225 002,08          | 56 250,52                                       |
| 16017           | TVX INFRASTR. ET VRD RECURRENTS      | 751 036,57          | 187 759,14                                      |
| 16018           | MATERIELS MOBILIER DIVERS RECURRENTS | 189 490,34          | 47 372,59                                       |
| 16019           | CULTURE - RECURRENT                  | 86 129,30           | 21 532,33                                       |
| 16020           | PATRIMOINE - RECURRENT               | 8 100,00            | 2 025,00                                        |
| 16021           | VIE ASSOCIATIVE - RECURRENT          | 53 163,38           | 13 290,85                                       |
| 16022           | ENFANCE EDUCATION - RECURRENT        | 147 529,80          | 36 882,45                                       |
| 16023           | SPORT - RECURRENT                    | 280 979,10          | 70 244,78                                       |
| 16031           | TVX DIVERS BATIMENTS - RECURRENT     | 120 970,72          | 30 242,68                                       |
| <b>TOTAL</b>    |                                      | <b>2 405 965,27</b> | <b>601 491,32</b>                               |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016  
Compte-rendu affiché le 20/12/2016  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016

**11- DF - GARANTIE À 50% D'UN EMPRUNT DE 893 880 € AUPRÈS DE LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU MORBIHAN POUR LA CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS POUR LA RÉSIDENCE LES REFLETS DE SAINT GOUSTAN**

M. Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

La Société coopérative de production d'HLM "Le Logis Breton" a sollicité la garantie de la Ville d'Auray à hauteur de 50% pour un Prêt Social de Location Accession (PSLA) de 893 880 € pour la construction de 8 logements à la résidence "les reflets de Saint Goustan".

Les caractéristiques du prêt P.S.L.A. consenti par la Caisse de CREDIT AGRICOLE du MORBIHAN sont les suivantes :

|                  |           |
|------------------|-----------|
| Montant :        | 893 880 € |
| Durée :          | 30 ans    |
| Taux d'intérêt : | 1.75%     |
| Progressivité :  | 0%        |
| Frais :          | 0.10%     |

Le taux d'intérêt indiqué ci-dessus est établi sur la base du taux du livret A et du taux de commissionnement des réseaux collecteurs du livret A en vigueur à la date de la présente délibération. Ce taux est susceptible d'être révisé à la date d'établissement du contrat de prêt, si les taux du livret A et/ou du commissionnement des réseaux collecteurs du Livret A sont modifiés entre la date de la présente délibération et la date d'établissement du contrat de prêt.

Au cas où l'emprunteur, pour quel que motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la ville d'Auray s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse de CREDIT AGRICOLE du MORBIHAN par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Le Conseil municipal autorise le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse de CREDIT AGRICOLE du MORBIHAN et l'emprunteur.

Vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier ;

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales

Vu l'article 2021 du code Civil ;

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **ACCORDE** sa garantie pour le remboursement de la somme de 446 940 €, représentant 50 % d'un emprunt PSLA d'un montant de 893 880 € que le LOGIS BRETON se propose de contracter auprès de la Caisse de CREDIT AGRICOLE du MORBIHAN.

- **S'ENGAGE**, au cas où l'emprunteur, pour quel que motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse de CREDIT AGRICOLE du MORBIHAN par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **S'ENGAGE** pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

- **AUTORISE** le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse de CREDIT AGRICOLE du MORBIHAN et l'emprunteur.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **12- DF - MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES A PROCEDURE ADAPTEE PASSES DU 16 MAI AU 20 NOVEMBRE 2016**

M. Joseph ROCHELLE, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

*L'article L 2122-23 du CGCT dispose que le Maire doit informer le Conseil Municipal des opérations réalisées dans le cadre des délégations d'attribution que ce dernier lui donne. La présente délibération a pour objet d'informer le conseil municipal sur :*

### **A- MARCHÉS PUBLICS ET ACCORDS-CADRES A PROCEDURES ADAPTEES PASSES DU 16 MAI AU 20 NOVEMBRE 2016**

Liste des marchés à procédure adaptée conclus :

#### **Direction finances :**

| <b>Intitulé du marché</b> | <b>Date de notification</b> | <b>Titulaire du marché</b> | <b>Montant HT</b> | <b>Montant TTC</b> |
|---------------------------|-----------------------------|----------------------------|-------------------|--------------------|
| Diagnostic d'attractivité | 22/07/2016                  | PROTOURISME                | 11 505,00         | 13 806,00          |

|             |  |  |  |  |
|-------------|--|--|--|--|
| touristique |  |  |  |  |
|-------------|--|--|--|--|

**Direction des services techniques :**

| <b>Intitulé du marché</b>                                                              | <b>Date de notification</b> | <b>Titulaire du marché</b>                                                                                                                   | <b>Montant HT</b> | <b>Montant TTC</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------|
| Fourniture et pose d'un chéneau zinc gymnase la Foret                                  | 19/05/2016                  | SOPREMA<br>ENTREPRISES                                                                                                                       | 4 795,23          | 5 754,28           |
| Achat d'une tondeuse autoportée                                                        | 20/05/2016                  | LOISIRS SERVICES                                                                                                                             | 24 500,00         | 29 400,00          |
| Edairage public 2016 – complément de programme                                         | 21/05/2016                  | SPIE OUEST-CENTRE                                                                                                                            | 34 772,00         | 41 726,40          |
| Travaux Ecole Rollo – Préparation et suivi du projet                                   | 31/05/2016                  | ABRYS                                                                                                                                        | 6 400,00          | 7 680,00           |
| Travaux de réfection des sanitaires de l'école Rollo                                   | 31/05/2016                  | Constructions LE BOULCH sarl<br>LE BEL et associés sarl<br>COYAC Emmanuel<br>ATLANTIQUE<br>OUVERTURES<br>GOUEDARD<br>SRPN<br>AIR-PUR CONFORT | 55 601,96         | 66 722,36          |
| Réfection sol de la salle sportive Le Verger                                           | 06/06/2016                  | SPORTINGSOLS                                                                                                                                 | 118 212,85        | 141 855,42         |
| Aménagement accessibilité PMR                                                          | 06/06/2016                  | COLAS CENTRE OUEST                                                                                                                           | 40 400,90         | 48 481,08          |
| Piscine pour la fête du sport                                                          | 08/06/2016                  | SELB PISCINE<br>EPHEMERE ET<br>TEMPORA                                                                                                       | 5 157,00          | 6 188,40           |
| MO pour la restauration de la chaussée du pont de St-Goustan                           | 09/06/2016                  | LIZERAND Architecte sarl                                                                                                                     | 9 000,00          | 10 800,00          |
| Fourniture et installation d'abri de touche                                            | 13/06/2016                  | ACL SPORT NATURE                                                                                                                             | 4 380,44          | 5 256,53           |
| Fournitures de fleurissement                                                           | 14/06/2016                  | Fleurs des 7 ILES earl                                                                                                                       | 4 422,00          | 4 864,20           |
| Fournitures de peinture pour le traçage des terrains de sports                         | 21/06/2016                  | ACL SPORT NATURE                                                                                                                             | 12 220,80         | 14 664,96          |
| Démolition transformateur St-Fiacre                                                    | 30/06/2016                  | SOTRAMA                                                                                                                                      | 6 799,00          | 8 158,80           |
| Fournitures de matériaux de voirie de signalisation et location de matériels de voirie | 01/07/2016                  | CLAVIER BERNARD sarl<br>Brosserie LECLER NOEL<br>SODILOR SA<br>LOXAM<br>SARL SIGNATURE                                                       | 45 200,00         | 54 240,00          |
| Equipement des aires de jeux publics                                                   | 08/07/2016                  | SYNCHRONICITY<br>SDU                                                                                                                         | 39 379,54         | 47 255,45          |
| Sablage et métallisation de la rampe de la mairie et sablage radiateurs école du Loch  | 21/07/2016                  | OUEST SABLAGE sarl                                                                                                                           | 5 430,00          | 6 516,00           |
| Travaux chaudière gaz CTM                                                              | 22/07/2016                  | LE GARREC                                                                                                                                    | 6 082,14          | 7 298,57           |
| Entretien du réseau                                                                    | 27/07/2016                  | RIA ENVIRONNEMENT                                                                                                                            | 9 116,44          | 10 939,73          |



|                                                                       |            |                              |            |            |
|-----------------------------------------------------------------------|------------|------------------------------|------------|------------|
| eaux pluviales                                                        |            |                              |            |            |
| Travaux de couverture bureau du CTM                                   | 28/07/2016 | LE GOUGUEC Bruno             | 4 587,89   | 5 505,47   |
| Réfection toitures en terrasse Ecole Tabarly et Athéna                | 08/08/2016 | SMAC Lorient                 | 53 525,74  | 64 230,89  |
| Réfection pignon école St-Goustan                                     | 09/08/2016 | ETPM                         | 10 582,00  | 12 698,40  |
| Maîtrise d'œuvre Etude bassin tampon du Reclus                        | 18/08/2016 | SBEA                         | 4 000,00   | 4 800,00   |
| Revêtement sol Ecole du Loch                                          | 29/08/2016 | HARMONIE DU PEINTRE          | 8 038,58   | 9 646,30   |
| Etude de mise en œuvre d'un système de surveillance automatisée       | 08/09/2016 | NAOMIS                       | 4 590,00   | 5 508,00   |
| Désamiantage local dans école Rollo                                   | 16/09/2016 | SFB Morbihan                 | 4 950,00   | 5 940,00   |
| Travaux d'aménagement de l'avenue du Général de Gaulle                | 23/09/2016 | EIFFAGE ROUTE OUEST          | 399 659,60 | 479 591,52 |
| Diagnostic de la flotte automobile                                    | 27/09/2016 | KISIO SERVICES ET CONSULTING | 6 825,00   | 8 190,00   |
| Travaux de maçonnerie église St-Gildas porche occidental et dallage   | 28/09/2016 | QUELIN BRETAGNE NORD-OUEST   | 7 715,67   | 9 258,08   |
| Menuiseries alu pour les bureaux du centre technique municipal        | 30/09/2016 | QUEGUINER MATERIAUX          | 8 714,33   | 10 457,20  |
| Mission technique extension mission locale                            | 21/10/2016 | DUIC ET LEMESLE sarl         | 6 600,00   | 7 920,00   |
| Achat Trafic Renault service bâtiment                                 | 24/10/2016 | AUVENDIS                     | 18 125,00  | 21 750,00  |
| Traitement de la centrale d'air Centre Culturel Athéna                | 28/10/2016 | MISSENARD-QUINT B            | 27 891,61  | 33 469,93  |
| Travaux réparation du linteau et pilier au cimetière suite à accident | 29/10/2016 | MARC SA                      | 4 300,00   | 5 160,00   |
| Construction de trois bassins de régulation des eaux pluviales        | 02/11/2016 | EIFFAGE ROUTE OUEST          | 185 992,92 | 223 191,50 |
| Illuminations de Noël                                                 | 03/11/2016 | LEBLANC GROUPE               | 6 810,37   | 8 172,44   |

### Direction informatique et télécommunications

| Intitulé du marché                                                          | Date de notification | Titulaire du marché | Montant HT | Montant TTC |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------|------------|-------------|
| Système informatisé de gestion du temps de travail et prestations associées | 06/06/2016           | HOROQUARTZ          | 35 439,00  | 42 526,80   |
| Maintenance téléphonie                                                      | 26/07/2016           | Retis communication | 9 087,47   | 10 904,96   |
| Maintenance logiciel Espace citoyen premium                                 | 31/08/2016           | ARPEGE              | 4 715,00   | 5 656,80    |

### Direction enfance et éducation

| Intitulé du marché                                                                                                            | Date de notification | Titulaire du marché                                                                                                                                                                                                                                   | Montant HT | Montant TTC |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|-------------|
| Prestations de services éducatifs dans le cadre des temps d'animations périscolaires des écoles publiques de la ville d'Auray | 20/06/2016           | Rouanet, Auray Football Club, Tennis Club Alréen, Rugby Auray Club, PLC Auray Basket, Patronage Laïque d'Auray, Pays d'Auray Hand Ball, Escrime Alréenne, Canoe Kajak Club Auray Auray Boxe, MAL, Bujéau, Vieilleville, Ludothèque La Marelle, Dréano | 75 832,00  | 75 832,00   |

### Direction de l'information, de la communication et des relations publiques :

| Intitulé du marché                        | Date de notification | Titulaire du marché                                                          | Montant HT | Montant TTC |
|-------------------------------------------|----------------------|------------------------------------------------------------------------------|------------|-------------|
| Accord-cadre de prestations d'impressions | 22/07/2016           | IOV Communication<br>Imprimerie du Loch<br>Imprimerie Alréenne<br>Stickerman | 30 341,67  | 34 410,00   |

### Direction de l'action culturelle et jeunesse :

| Intitulé du marché                      | Date de notification | Titulaire du marché                | Montant HT | Montant TTC |
|-----------------------------------------|----------------------|------------------------------------|------------|-------------|
| Spectacles jeunes publics               | 13/06/2016           | FLORSCHÜTZ&DÖHNERT                 | 5 043,04   | 5 043,04    |
| Prestations de services de sport nature | 27/07/2016           | SPORT NATURE HAUTES-PYRENEES       | 11 858,34  | 14 230,00   |
| Spectacle Pyrotechnique                 | 13/07/2016           | HTPYRO HUBERT THEZE<br>PYROTECHNIE | 9 166,67   | 11 000,00   |

## Salle de spectacles Athéna

L'article 42 de l'ordonnance du 23/07/2016 2015-899 et l'article 28 prévoit que le pouvoir adjudicateur peut décider que le marché sera passé sans publicité ni mise en concurrence préalable dans les situations décrites au II-8 de l'article 35 du code des marchés publics. Les marchés de prestations artistiques relèvent de cette dérogation.

| Intitulé du marché               | Date de notification | Titulaire du marché    | Montant HT | Montant TTC |
|----------------------------------|----------------------|------------------------|------------|-------------|
| Pour le meilleur et pour le pire | 03/06/2016           | CIRQUE AITAL           | 20 912,70  | 22 062,90   |
| R. BORHINGER                     | 25/05/2016           | SCENA VIVA PRODUCTIONS | 7 171,50   | 7 565,93    |

### B- ACCEPTATION D'INDEMNITES D'ASSURANCE

Conformément à l'article L 2122-22-6° du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire, par délibération, a reçu délégation du conseil municipal pour accepter les indemnités de sinistre.

En application de l'article L 2122-23 du C.G.C.T., le Maire doit en rendre compte au conseil municipal.

Ce compte-rendu est résumé dans le tableau ci-après :

| Sinistres                         | Lieu du sinistre                | Date du sinistre | Montant du préjudice | Assureurs/ tiers responsables | Indemnité assurances | Titre de recettes | Date     | Imputation |
|-----------------------------------|---------------------------------|------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------|----------|------------|
| Dégradation feux tricolore        | Rue Libération/rue Jeu de Paume | 09/05/16         | 3 598,20             | PNAS                          | 2 552,59             | 1563-75           | 25/07/16 | 822-7788   |
| Domage sur mobilier urbain        | Rue du Jeu de Paume             | 10/06/16         | 1 050,00             | PNAS                          | 1 050,00             | 1565-75           | 25/07/16 | 822-7788   |
| Domage suite accident circulation | Le Scégen                       | 24/06/16         | 3 200,00             | SMACL                         | 3 135,30             | 1919-92           | 13/09/16 | 020-7788   |
| TOTAL DES INDEMNITES RECUES       |                                 |                  |                      |                               | <b>6 744,89</b>      | <b>euros</b>      |          |            |

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **PREND** connaissance du rapport

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### **INTERVENTIONS :**

**LE SAUCE :** pouvez-vous nous donner quelques informations concernant le diagnostic d'attractivité touristique ainsi que sur l'étude de mise en œuvre d'un système de surveillance automatisé ?

**M. ROCHELLE :** nous sommes aidés par la société Pro Tourisme pour le diagnostic d'attractivité touristique en vue de rédiger un dossier complet à destination du Conseil Départemental afin de nous permettre d'être financés à hauteur de 25 % du montant des actions pendant une période de 4 ans pour un montant maximum de 170 000 euros par an. Ce diagnostic avance bien, une première réunion de présentation est prévue prochainement et nous espérons une présentation définitive pour fin février ou début mars 2017 au plus tard.

**M. LE CHAMPION :** concernant la vidéoprotection, la société Naomis travaille toujours sur le dossier et devrait nous rendre son étude courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Un appel d'offre pour l'installation du matériel sera lancé après cette étude. Les travaux pourront débuter courant 2017.

**M. LE MAIRE :** le projet fera l'objet d'une présentation.

**13- DICRP - COMMERCIALISATION DES ENCARTS PUBLICITAIRES DU MAGAZINE MUNICIPAL ET DES AGENDAS MUNICIPAUX (DE POCHE ET DE BUREAU) : APPROBATION DE LA GRILLE TARIFAIRE DU 1/02/17 AU 31/01/2018.**

M. Jean DUMOULIN, Maire, expose à l'assemblée :

Lors de sa séance du 17 novembre 2014, le conseil municipal :

- attribuait la commercialisation et la mise en page des espaces publicitaires du magazine et des agendas municipaux à l'entreprise Ouest-Expansion de Rennes pour une période de un an renouvelable annuellement par tacite reconduction à compter du 1er février 2015 et jusqu'au 31.01.18.

- approuvait les tarifs de ces espaces publicitaires applicables du 1er février 2015 au 31 janvier 2016.

Lors de sa séance du 2 février 2015, le conseil municipal :

- approuvait le maintien des tarifs des espaces publicitaires pour la période du 1er février 2016 au 31 janvier 2017 selon les modalités suivantes :

| Magazine : tarifs HT des encarts publicitaires |       |          |          |          |
|------------------------------------------------|-------|----------|----------|----------|
|                                                | Page  | 1/2 page | 1/4 page | 1/8 page |
| 4ème de couverture                             | 1 300 | /        | /        | /        |
| 3ème de couverture                             | 1 200 | 700      | 360      | 220      |
| 2ème de couverture                             | 1 250 | 750      | 390      | 230      |
| Page intérieure recto ou verso                 | 1 200 | 700      | 360      | 220      |

Remise jusqu'à 20 % possible fonction du nombre d'encarts à l'année  
Remise de 15 % en cas de mise en page déjà réalisée par l'annonceur

| Agenda de bureau : tarifs HT des encarts publicitaires |      |          |          |          |
|--------------------------------------------------------|------|----------|----------|----------|
|                                                        | Page | 1/2 page | 1/4 page | 1/8 page |
| Page intérieure                                        | 990  | 550      | 330      | 250      |

Remise de 15 % en cas de mise en page déjà réalisée par l'annonceur

| Agenda de poche : tarifs HT des encarts publicitaires |       |          |          |
|-------------------------------------------------------|-------|----------|----------|
|                                                       | Page  | 1/2 page | 1/4 page |
| 4ème de couverture                                    | 1 260 | 710      | 420      |
| 3ème de couverture                                    | 1 050 | 590      | 350      |

|                                                                     |       |     |     |
|---------------------------------------------------------------------|-------|-----|-----|
| 2ème de couverture                                                  | 1 200 | 680 | 390 |
| Page intérieure                                                     | 1 050 | 590 | 350 |
| Remise de 15 % en cas de mise en page déjà réalisée par l'annonceur |       |     |     |

Un bilan effectué sur les 10 premiers mois de cette deuxième année de contrat fait apparaître :

- un solde global positif de 441,89 € euros HT. Les recettes publicitaires générées par le magazine et les agendas de poche et de bureau couvrent les frais d'impression et de fabrication du magazine et des agendas municipaux ;

- un solde négatif pour les agendas. Si les espaces affectés à la publicité dans le magazine municipal sont commercialisés en totalité, ce n'est pas le cas pour les agendas.

De fait, la société Ouest-Expansion propose de maintenir les tarifs publicitaires du magazine et des agendas de poche pour cette troisième et dernière année de contrat.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** le maintien des tarifs publicitaires du magazine et des agendas municipaux pour la période du 1/02/2017 au 31/01/2018.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### **14- DSTS - SERVITUDE DE PASSAGE DES PIETONS LE LONG DU LITTORAL - SECTEUR DE LA PETITE FORET ET KERLOC'H**

M. Jean-Yves MAHEO, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

La servitude de passage des piétons le long du littoral de la Commune d'AURAY a été approuvée par arrêté préfectoral le 08 novembre 2005.

Les services de l'État souhaitent ouvrir deux tronçons non aménagés sur les secteurs de la Petite Forêt et Kerloc'h, et sollicitent préalablement l'accord de la Ville.

En cas d'avis favorable, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer rencontrera individuellement les propriétaires privés concernés et associera la Ville dans sa démarche.

Les aménagements feront l'objet d'un permis d'aménager avant la réalisation des travaux.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2019

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- EMET un avis favorable à la réalisation des travaux mentionnés ci-dessus.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

Mh-v

o → BC

Lorient, le 09 NOV. 2016

Le directeur départemental des territoires et de la mer  
à

Direction départementale des territoires et de la mer  
Délégation mer et littoral (DML)  
Service aménagement mer et littoral (SAMEL)  
1 Bd Adolphe Pierre

Monsieur le Maire  
Hôtel de ville  
100 place de la République  
56400 AURAY

Affaire suivie par : Chantal Courtet  
Tél. : 02 97 29 34 95

15 NOV. 2016

Objet : servitude de passage des piétons le long du littoral  
PJ : compte-rendu de la réunion du 2 novembre 2016  
plans de localisation des sites

|                |  |                        |  |
|----------------|--|------------------------|--|
| M. LE MAIRE    |  |                        |  |
| M. GUILLOU     |  | Police                 |  |
| Mme LE BAYON   |  | SECRETARIAT DE MAIRE   |  |
| M. TOUATI      |  | DEVELOPPEMENT          |  |
| Mme ROUSSEAU   |  | D.E.L.                 |  |
| M. MAHEU       |  | ASSISTANT              |  |
| Mme QUELJO     |  | Préstations Population |  |
| M. ROCHELLE    |  | Jeunesse               |  |
| Mme NAEL       |  | D.E.                   |  |
| M. ALLAIS      |  | DESPL.                 |  |
| Mme JOLY       |  | Sport                  |  |
| M. LE CHAMPION |  | URBANISME              |  |
| M. GOLEGOUX    |  | DESPL.                 |  |
| M. EVANNO      |  | Jeunesse               |  |
|                |  | U.C.A.S.               |  |

La servitude de passage des piétons le long du littoral (SPPL) de la commune d'Auray a été approuvée par arrêté préfectoral du 8 novembre 2005 après une enquête publique qui s'est tenue en mairie du 24 septembre au 11 octobre 2004 et une délibération du conseil municipal du 27 septembre 2005.

Le sentier côtier de votre commune est accessible aux piétons uniquement sur les portions établies sur domaine public. Il convient donc de mettre en œuvre le tracé défini par l'arrêté préfectoral sur les parcelles privées. Deux secteurs sont concernés : la petite forêt et Kerloc'h.

Je vous transmets en pièces jointes le compte-rendu de la réunion qui s'est tenue dans vos locaux le 2 novembre 2016 lors de laquelle j'ai rappelé le contexte de cette mise en œuvre et la participation du conseil départemental dans cette démarche.

Je vous remercie de bien vouloir m'adresser votre accord pour ouvrir ces secteurs. Après quoi, nous prendrons contact avec les propriétaires concernés pour définir les aménagements qui devront être réalisés sur leur propriété. Nous rencontrerons individuellement chaque propriétaire et nous vous associerons à cette démarche.

Le détail des aménagements fera ensuite l'objet d'un permis d'aménager avant la réalisation des travaux en espaces remarquables.

Le chef de l'unité Lorient littoral,

Jacky LE FLOCH



**Compte rendu de la Réunion SPPL**  
**Direction des Services Techniques d'Auray**  
**02 Novembre 2016**

**1. Présents :**

| <b>NOM Prénom</b> | <b>FONCTION</b>                                                 | <b>SERVICE</b>                                                                           |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| MAHEO Jean-Yves   | 5 <sup>e</sup> Adjoint                                          | Travaux, bâtiments communaux, voiries et espaces verts et naturels de la commune d'Auray |
| CHESNEL Bruno     | Directeur                                                       | Direction des services techniques et des Sports de la commune d'Auray                    |
| LE FLOCH Jacky    | Chef d'unité                                                    | DDTM56/DML/SAMEL/FML/Sentier Littoral                                                    |
| COURTET Chantal   | Chargée d'opérations                                            | DDTM56/DML/SAMEL/FML/Sentier Littoral                                                    |
| ROYANT Olivier    | Chargé de mission<br>Espaces Naturels<br>Sensibles et Randonnée | CD56/DGIA/DEAL/ENS                                                                       |
| CHARPY Goulven    | Apprenti<br>Espaces Naturels<br>Sensibles et Randonnée          | CD56/DGIA/DEAL/ENS                                                                       |

**2. Contexte :**

Les agents de la DDTM56 et du CD56 ont souhaité rencontrer la commune d'Auray au sujet de la mise en œuvre de la SPPL sur la commune.

Cette action permettra l'ouverture des deux derniers tronçons non réalisés à Auray et mettra en application l'Arrêté Préfectoral SPPL déjà établi, datant du 08 novembre 2005.

La réalisation de cette servitude permettra également la liaison le long du littoral avec les villes limitrophes, notamment avec la commune de Crac'h pour laquelle l'institution et la réalisation du sentier littoral est actuellement à l'étude.

Afin de réaliser ce projet, il sera nécessaire de rencontrer les propriétaires des parcelles privées concernées et de solliciter le Préfet pour une autorisation permettant l'accès des agents aux propriétés privées concernées.

La SPPL est de la compétence de l'Etat. Toutefois, le département prend en charge le financement des études ainsi que des travaux d'ouverture, les communes étant libres de participer financièrement à ce projet, et intervient dans l'intégration du sentier littoral dans le PDIPR.

Se trouvant dans le périmètre de conservation Natura2000 et sur une zone inscrite au PLU en Espaces Remarquables (Nds), les secteurs concernés (la petite forêt et Kerloc'h) devront faire l'objet d'études d'incidences sur le milieu naturel et d'un permis d'aménager.

### 3. Objectifs du projet SPPL à Auray :

- ❖ Appliquer l'Arrêté Préfectoral datant du 08 novembre 2005.
- ❖ Ouvrir les derniers tronçons.
- ❖ Réaliser la liaison et la continuité entre les communes d'Auray et de Crac'h.

### 4. Secteurs concernés :

- ❖ Localisation des sites (carte n°1)
- ❖ Kerloc'h (carte n°2)
- ❖ La Petite Forêt (carte n°3)

### 5. Démarche :

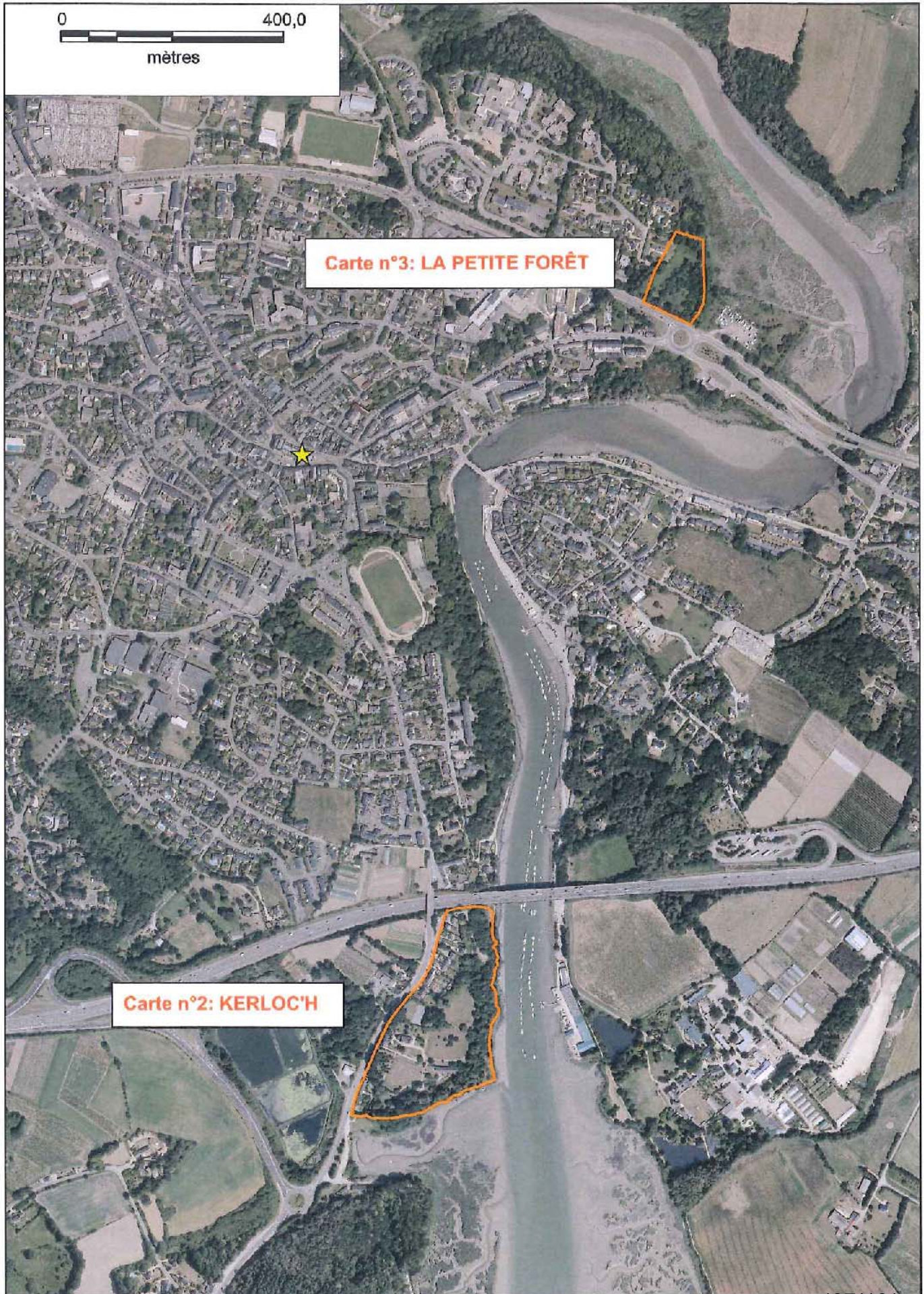
- ❖ Le CD56 sollicite l'arrêté préfectoral d'autorisation de pénétrer dans les propriétés privées.
- ❖ Prise de contacts avec les propriétaires des parcelles concernés par la SPPL en lien avec la commune.
- ❖ Etudes d'incidence Natura 2000 (et/ou notice d'évaluation simplifiée) réalisée par l'apprenti au service ENS et Randonnée du CD56.
- ❖ Permis d'aménager autorisant les travaux.
- ❖ Chantier d'aménagement.

### 6. Avis des responsables de la commune d'Auray :

M. MAHEO Jean-Yves ainsi que M. CHESNEL Bruno, sont en parfait accord avec la réalisation de ce projet et souhaiteraient une note d'information afin de la présenter au bureau municipal. A la suite de quoi, la commune formalisera son accord.



0 400,0  
mètres






Carte n°3: LA PETITE FORÊT

Carte n°2: KERLOC'H






**Légende:**

-  Chemins existants sur domaine public
-  SPPL approuvée par AP du 08/11/05, non réalisée (492.5 m)
-  Plan cadastral



**Légende:**

-  Chemins existants sur domaine public
-  SPPL approuvée par AP du 08/11/05, non réalisée (182.6 m)
-  Plan cadastral

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**15- DSTS - ESPACE JEUNESSE - AUTORISATION A DONNER AU MAIRE DE  
DEPOSER UNE DECLARATION PREALABLE**

M. Jean-Yves MAHEO, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Le bâtiment de l'Espace Jeunesse, situé 22 Rue Auguste La Houlle nécessite des travaux de ravalement.

Il est prévu de réaliser un ravalement de façon à ce que les murs soient peints de couleur blanche et les montants en gris.

En vertu de l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la jurisprudence administrative, tout acte de gestion d'un bien communal doit faire l'objet d'une habilitation du Conseil Municipal.

Par conséquent, tout dépôt par M. le Maire d'une déclaration préalable portant sur un bien communal, doit faire l'objet d'une autorisation du Conseil Municipal.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-21,  
Vu l'article R421-27 du Code de l'Urbanisme,

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à déposer une déclaration préalable pour le ravalement du bâtiment de l'Espace Jeunesse, situé Rue Auguste LA HOULLE.



↳ Pannecasse Blonds.

↳ Nantant Grio

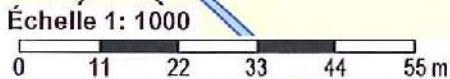
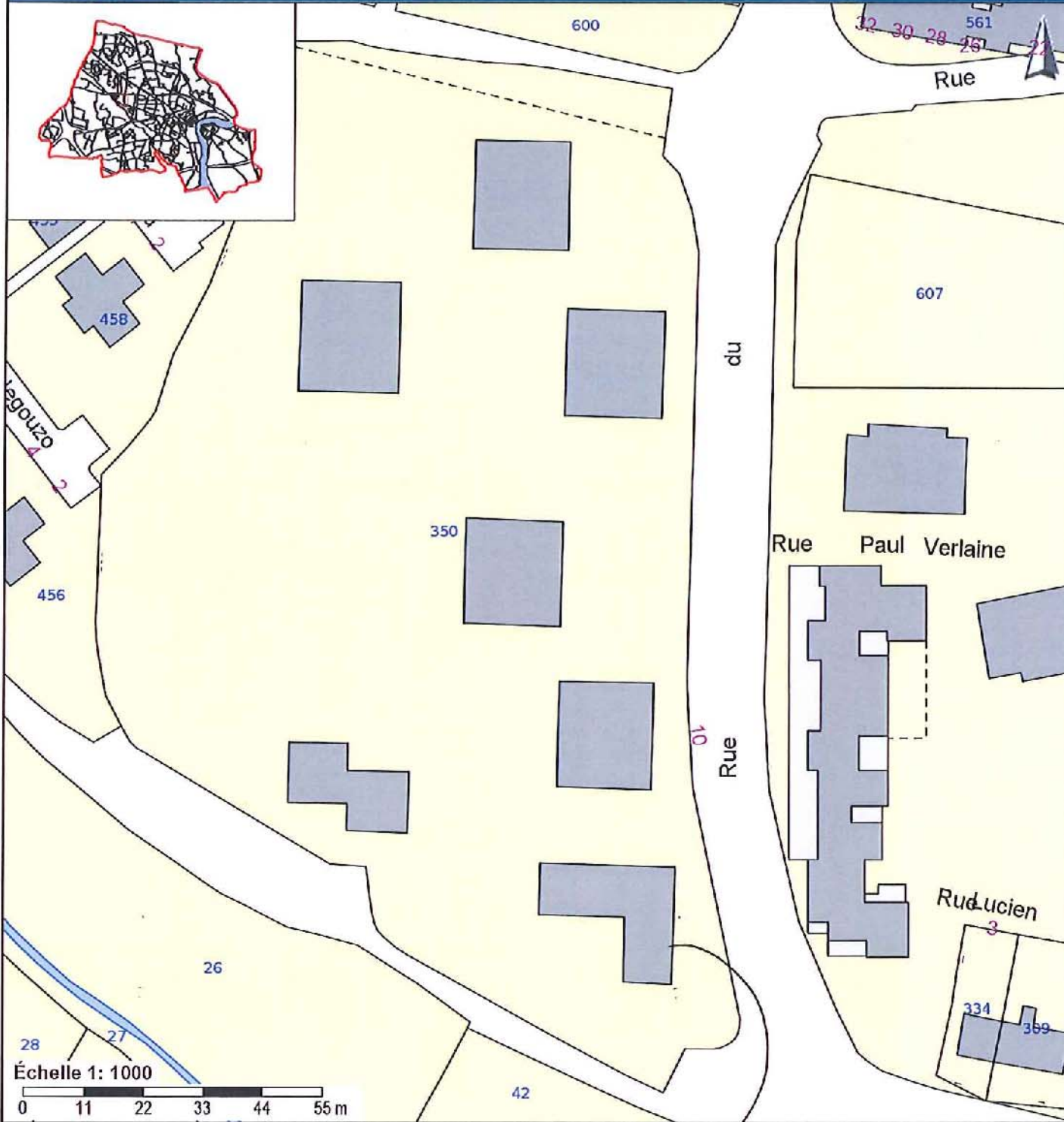




Panneaux Blanc . Portant Gris (7022)







**Cadastre**

- Communes
- Parcelles
- Batiments**
- Bâtiment en dur
- legende\_bati\_dur\_spe
- Cours d'eau
- Subdivisions fiscales

↳ Bâtiment concerné -  
Maison Quartier du Grémennec ⊕ PiG

- Construction légère
- legende\_bati\_leg\_spe

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016  
Compte-rendu affiché le 20/12/2016  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016

## **16- DSTS - PROGRAMME VOIRIE 2017-2019 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

M. Jean-Yves MAHEO, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Le marché à bons de commande pour la réalisation de travaux de voirie arrive à son terme le 31 décembre prochain.

Une consultation a donc été lancée sur la base d'une procédure adaptée en vertu de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Elle portait sur un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande d'une durée de 1 an renouvelable deux fois par tacite reconduction, dans la limite de trois ans au total. Le montant maximum des commandes annuelles est fixé à 500 000€ HT soit un montant maximal de 1 500 000€ HT sur 3 ans.

Un avis d'appel à la concurrence a été publié le 20 octobre 2016 sur le profil acheteur megalis Bretagne et sur le site internet de la Ville d'AURAY et transmis au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (publié le 21 octobre 2016).

La date limite de remise des offres était fixée au jeudi 10 novembre 2016 à 12 h.

A la suite des mesures de publicité, 16 entreprises ont retiré le dossier par voie dématérialisée et 5 d'entre elles ont présenté une offre, toutes par voie dématérialisée.

Le règlement de consultation définissait les critères d'attribution des offres comme suit :

- Prix : 50 points :
- 40 points sur la base du détail quantitatif estimatif fictif
- 10 points sur la base d'un prix moyen des offres, les prix très hauts ou très bas seront pénalisés
- Valeur technique sur la base d'un mémoire technique : 40 points
- Performances en matière de protection de environnement : 10 points :
- bilan carbone en approvisionnement (provenance) et recyclage de matériaux,
- gestion des déchets

Après vérification des justificatifs de capacités transmis par les candidats, le pouvoir adjudicateur a admis l'ensemble des candidatures.

Après présentation de l'analyse des offres par les services techniques de la Ville, le groupe de travail des marchés publics a émis un avis favorable au classement suivant :

| Soumissionnaires    | Prix sur 50 | Valeur technique sur 40 | Performances énergétiques sur 10 | TOTAL | Classement |
|---------------------|-------------|-------------------------|----------------------------------|-------|------------|
| Pigeon Bretagne Sud | 39,00       | 38                      | 10                               | 87,00 | 4          |
| Charier TP          | 34,45       | 31                      | 10                               | 75,45 | 5          |
| Colas Centre Ouest  | 49,11       | 40                      | 10                               | 99,11 | 1          |
| Eurovia Bretagne    | 44,52       | 38                      | 10                               | 92,52 | 3          |
| Eiffage Route       | 46,17       | 40                      | 10                               | 96,17 | 2          |

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,  
Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.  
Vu l'avis favorable du Groupe de Travail des Marchés Publics en date du 17 novembre 2016.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à signer l'accord-cadre à bons de commande avec l'entreprise COLAS CENTRE OUEST, et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **17- DSTS - FOURNITURE DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET LOCATION DE MATERIEL DE VOIRIE - AUTORISATION DE SIGNER LES ACCORDS-CADRES**

M. Jean-Yves MAHEO, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Le marché à bons de commande pour la fourniture de matériaux et la location de matériels de voirie est arrivée à son terme le 30 novembre prochain.

Afin d'assurer la continuité dans l'approvisionnement de ces fournitures, une consultation a été lancée sur la base d'un appel d'offres ouvert en vertu des articles 25, 26, 43, 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Elle portait sur un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, fractionné en cinq lots et d'une durée d'un an renouvelable deux fois par tacite reconduction, dans la limite de trois ans au total. Les cinq lots sont les suivants :

| Lot n°                          | Montant maximum annuel HT |
|---------------------------------|---------------------------|
| Matériaux de menuiserie         | 50 000,00 €               |
| Volets roulants, PVC            | 6 000,00 €                |
| Matériaux de construction       | 50 000,00 €               |
| Sables et gravillons            | 15 000,00 €               |
| Location de matériels de voirie | 7 000,00 €                |

Le montant maximal des cinq lots s'élève à 128 000,00€ HT par an, soit 384 000,00 € HT sur 3 ans.

Un avis de publicité a été publié le 04 octobre 2016 sur le profil acheteur megalis Bretagne, le site internet de la Ville d'AURAY et publié au Journal Officiel de l'Union Européenne le 05 octobre 2016. La date limite de remise des offres était fixée au lundi 07 novembre 2016 à 12 h. A la suite des mesures de publicité, dix entreprises ont retiré le dossier, sept d'entre elles ont présenté une offre, aucune par voie dématérialisée.

Le règlement de consultation définissait les critères d'attribution des offres comme suit : Prix (40 points), Valeur technique (35 points) et Délai : 25 points

Après vérification des justificatifs de capacités transmis par les candidats, le pouvoir adjudicateur a admis l'ensemble des candidatures.

Après présentation de l'analyse des offres par les Services Techniques de la Ville, les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont émis un avis favorable aux classements suivants :

Lot n°1 : Matériaux de menuiserie

| Soumissionnaires | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| LE DORE          | 40,00       | 29,50                   | 25           | 94,50 | 1          |

Lot n°2 : Volets roulants, PVC

| Soumissionnaires     | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|----------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| LE DORE              | 34,60       | 29,50                   | 25,00        | 89,10 | 2          |
| QUEGUIGNER MATÉRIAUX | 40,00       | 32,5                    | 25,00        | 97,50 | 1          |

Lot n°3 : Matériaux de construction,

| Soumissionnaires     | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|----------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| POINT P              | 36,10       | 32,50                   | 25,00        | 93,60 | 3          |
| QUEGUIGNER MATÉRIAUX | 40,00       | 32,50                   | 25,00        | 97,50 | 1          |
| LE DORE              | 39,95       | 29,50                   | 25,00        | 94,45 | 2          |

Lot n°4 : Sables et gravillons

Les entreprises devaient répondre à la solution de base et pouvaient également répondre à la variante. Une seule entreprise a remis une proposition pour la variante. La Commission d'appel d'offres propose de ne pas la retenir.

Solution de base :

| Soumissionnaires | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| DRM MATÉRIAUX    | 29,90       | 29,50                   | 25,00        | 84,40 | 2          |
| Ent B. CLAVIER   | 40,00       | 27,5                    | 25,00        | 92,50 | 1          |
| LE DORE          | 27,47       | 27,50                   | 6,12         | 61,09 | 3          |

Variante :

| Soumissionnaires | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| DRM MATÉRIAUX    | 40,00       | 29,50                   | 25,00        | 94,50 | 1          |

Lot n°5 : Location de matériels de voirie

| Soumissionnaires | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| LOCARMOR         | 23,76       | 25,25                   | 25,00        | 74,01 | 2          |
| LOXAM            | 40,00       | 31,00                   | 25,00        | 96,00 | 1          |

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,  
Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'offres en date du 17 novembre 2016.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,  
A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **DECIDE** de ne pas retenir la variante pour le lot n°4 « Sables et gravillons »,
- **AUTORISE** le Maire à signer les accords-cadre à bons de commande avec les entreprises ayant présenté les offres les plus avantageuses, ainsi que tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

### **18- DSTS - FOURNITURE DE PIÈCES ET PRESTATIONS DE SERVICES POUR L'ENTRETIEN DES VÉHICULES - AUTORISATION DE SIGNER LES ACCORDS CADRES**

M. Jean-Yves MAHEO, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Le marché à bons de commande pour la fourniture de pièces et la réalisation de prestations pour l'entretien des véhicules est arrivé à son terme le 30 novembre.

Une consultation a donc été lancée sur la base d'une procédure adaptée en vertu de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Elle portait sur un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande d'une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction deux fois dans la limite de trois ans au total.

L'accord cadre porte sur huit lots :

| Lot n°                         | Montant maximum annuel HT |
|--------------------------------|---------------------------|
| Petites fournitures mécaniques | 8000,00 €                 |

|                                                                    |           |
|--------------------------------------------------------------------|-----------|
| Pièces mécaniques                                                  | 8000,00 € |
| Réparation de tuyaux hydrauliques                                  | 1500,00 € |
| Huiles et graisses                                                 | 6000,00 € |
| Pneus pour véhicules légers et utilitaires inférieurs à 3,5 tonnes | 6000,00 € |
| Pneus pour poids lourds et véhicules agricoles                     | 6000,00 € |
| Contrôles techniques des véhicules inférieurs à 3,5 tonnes         | 2000,00 € |
| Fourniture de balais pour balayeuses                               | 4500,00 € |



Le montant maximal des huit lots s'élève à 42 000,00€ HT par an, soit 126 000,00 € HT sur 3 ans.

Un avis de publicité a été publié le 29 octobre 2016 sur le profil acheteur Megalis Bretagne, le site internet de la Ville d'AURAY et transmis au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (publié le 29 octobre 2016). La date limite de remise des offres était fixée au vendredi 21 octobre 2016 à 12 h.

A la suite des mesures de publicité, seize entreprises ont retiré le dossier, douze d'entre elles ont présenté une offre, dont deux par voie dématérialisée.

Le règlement de consultation définissait les critères d'attribution des offres comme suit : Prix (40 points), Valeur technique (35 points) et Délai : 25 points

Après vérification des justificatifs de capacités transmis par les candidats, le pouvoir adjudicateur a écarté une offre qui était irrégulière (Entreprise Hydratech) et admis les candidatures des onze autres soumissionnaires.

Après présentation de l'analyse des offres par les Services Techniques de la Ville, le groupe de travail des marchés publics a émis un avis favorable aux classements suivants :

Lot n°1 : Petites fournitures mécaniques pour véhicules,

| Soumissionnaires     | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|----------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| AD AUTO Distribution | 37,32       | 19,50                   | 25,00        | 81,82 | 2          |
| EURL Hubert GUHUR    | 40,00       | 19,50                   | 25,00        | 84,50 | 1          |

Lot n°2 : Pièces mécaniques pour véhicules,

| Soumissionnaires     | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|----------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| AD AUTO Distribution | 30,69       | 19,50                   | 25,00        | 75,19 | 2          |
| EURL Hubert GUHUR    | 40,00       | 19,50                   | 25,00        | 84,50 | 1          |

Lot n°4 : Huiles et graisses,

| Soumissionnaires          | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|---------------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| SAS BLONDEL (Huiles HAFA) | 39,86       | 31,00                   | 6,25         | 77,11 | 3          |
| ARMORINE                  | 40,00       | 30,00                   | 12,50        | 82,50 | 2          |
| EURL Hubert GUHUR         | 31,74       | 15,50                   | 25,00        | 72,24 | 5          |
| IGOL BRETAGNE SUD         | 31,51       | 35,00                   | 25,00        | 91,51 | 1          |
| TOTAL LUBRIFIANTS         | 36,18       | 34,00                   | 3,12         | 73,30 | 4          |
| AD AUTO Distribution      | 25,69       | 15,50                   | 25,00        | 66,19 | 6          |

Lot n°5 : Pneus pour véhicules légers et utilitaires inférieurs à 3,5 tonnes,

| Soumissionnaires                 | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|----------------------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| SAS AURAY PNEUMATIQUES (profil+) | 33,60       | 32,50                   | 25,00        | 91,10 | 1          |
| EURL Hubert GUHUR                | 40,00       | 17,50                   | 25,00        | 82,50 | 2          |
| AD AUTO Distribution             | 29,42       | 22,50                   | 25,00        | 76,92 | 3          |

Lot n°6 : Pneus pour poids lourds et agricoles

| Soumissionnaires                 | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|----------------------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| SAS AURAY PNEUMATIQUES (profil+) | 40,00       | 32,50                   | 25,00        | 97,50 | 1          |

Lot n°7: Contrôles techniques des véhicules inférieurs à 3,5 tonnes

| Soumissionnaires | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| AUTOSUR          | 40,00       | 27,50                   | 25,00        | 92,50 | 1          |

Lot n°8 : Fourniture de balais pour balayeuses,

| Soumissionnaires           | Prix sur 40 | Valeur technique sur 35 | Délai sur 25 | TOTAL | Classement |
|----------------------------|-------------|-------------------------|--------------|-------|------------|
| OUEST VENDEE BALAIS        | 27,94       | 30,83                   | 4,17         | 62,94 | 3          |
| SAS TECSOLUM               | 40,00       | 29,17                   | 25,00        | 94,17 | 1          |
| SARL BROSSERIE LECLER NOEL | 30,18       | 30,84                   | 15,62        | 76,64 | 2          |

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu l'avis favorable du Groupe de Travail des Marchés Publics en date du 17 novembre 2016.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **DECLARE** le lot n°3 « Réparation de tuyaux hydrauliques » infructueux au motif que la seule offre reçue est irrégulière,
- **AUTORISE** le Maire à signer les accords-cadre à bons de commande avec les entreprises ayant présentées les offres les plus avantageuses, ainsi que tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016  
Compte-rendu affiché le 20/12/2016  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016

## **19- DU - CESSION D'UNE BANDE DE TERRAIN COMMUNALE SITUÉE RUE MARTIN LUTHER KING À M. DOUILLARD ET MME CORNET**

M. Azaïs TOUATI, 3ème Adjoint, expose à l'assemblée :

La commune est sollicitée par M. Douillard et Mme Cornet, propriétaires du terrain situé au 11 rue Martin Luther King (parcelle AS n° 644), pour l'acquisition d'une bande contiguë à leur terrain (cf annexe 1). Cette bande représente une partie d'environ 31 m<sup>2</sup>, sous réserve de bornage, de la parcelle AS n° 630 appartenant à la commune.

Le 3 janvier 2008, la commune a acquis cette parcelle ainsi que les parcelles AS n°627 et 628 afin de créer un chemin piéton permettant de relier la rue Martin Luther King et la rue Abbé Philippe Le Gall. Ce chemin a été aménagé sur les parcelles AS n° 627 et 628 mais la bande de terrain concernée ne fait pas partie de cet aménagement (cf annexes 2 et 3).

Par ailleurs, l'acte d'acquisition du 3 janvier 2008 ne fait pas état d'une quelconque servitude de passage ou de tréfonds concernant cette emprise.

Ainsi, la commune n'a pas d'intérêt particulier à la conserver dans son patrimoine.

Suite à plusieurs échanges avec les intéressés et au regard de la situation de cette bande de terrain, la commission d'urbanisme du 29 septembre 2016 a donné son avis favorable pour une proposition de cession au prix de 60 € le m<sup>2</sup>, soit un total d'environ 1860 €.

Dans un courrier en date du 20 octobre 2016, les intéressés confirment leur volonté d'acquérir cette bande de terrain au prix de 60 € le m<sup>2</sup>, avec les frais de géomètre et de notaire à leur charge.

Considérant que l'article L 141-3 du Code de la Voirie Routière précise que le déclassement est dispensé d'enquête publique préalable lorsqu'il ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte et de circulation ;

Considérant que la désaffectation et que le déclassement de cette emprise ne portent pas atteinte aux fonctions de desserte et de circulation assurées par la rue Martin Luther King ou par le chemin piéton permettant de relier cette rue à la rue Abbé Philippe Le Gall, et que par conséquent il n'est pas nécessaire de procéder à une enquête publique ;

Vu les dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment l'article L 2141-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les dispositions du Code de la Voirie Routière, notamment l'article L 141-3 ;

Vu l'avis de France domaine en date du 8 avril 2016 ;

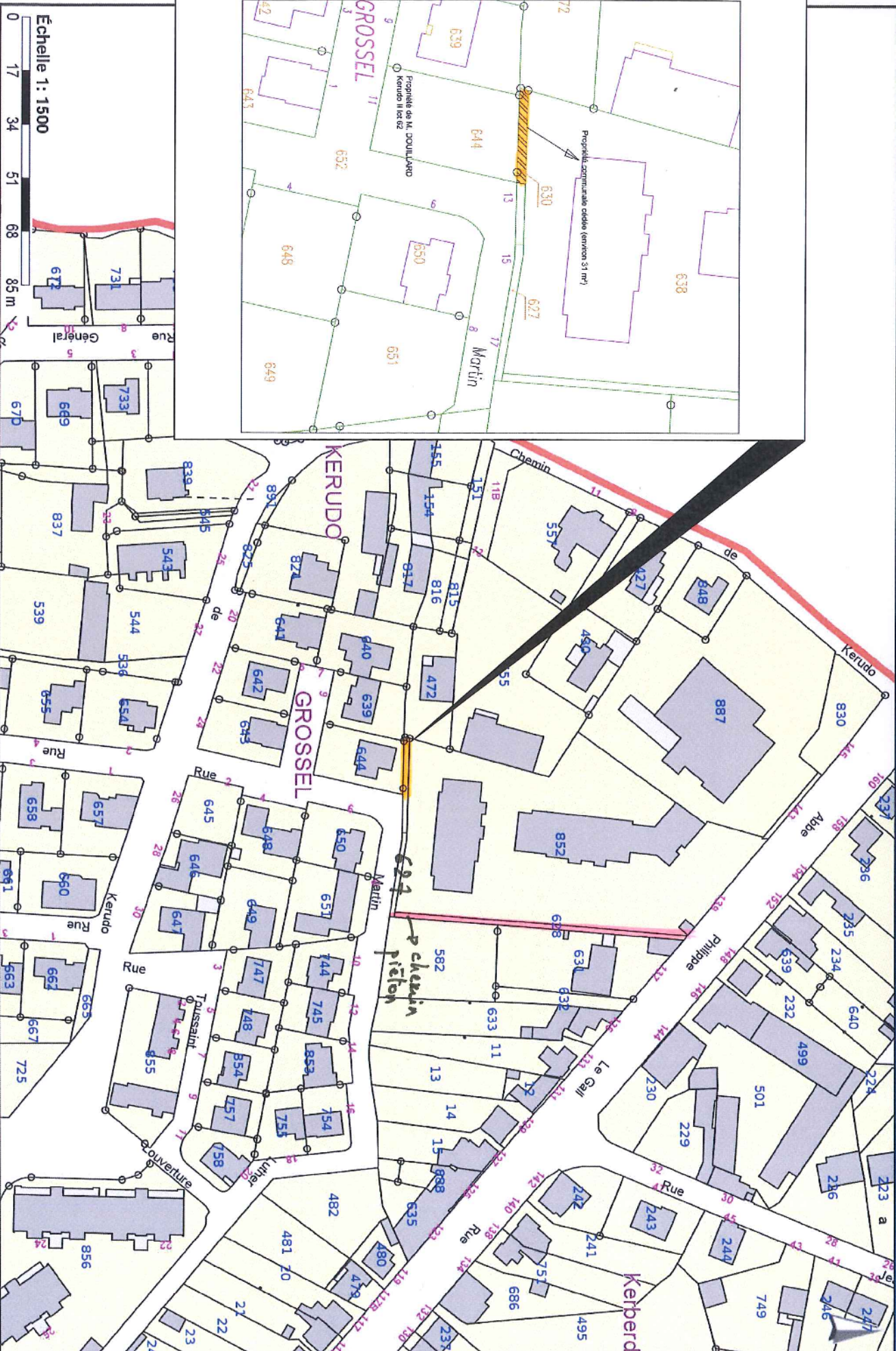
Vu l'avis favorable de la commission d'urbanisme du 29 septembre 2016 ;

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- CONSTATE la désaffectation du bien présenté ci-dessus de l'usage direct du public ;
- DISPENSE d'enquête publique le déclassement du domaine public communal de l'emprise concernée ;
- PRONONCE le déclassement du bien du domaine public et son incorporation dans le domaine privé communal, sans enquête publique préalable ;
- CÉDE cette bande de terrain à Mme CORNET et M. DOUILLARD, propriétaires de la parcelle AS n° 644, au prix de 60 € le m<sup>2</sup>, soit un total d'environ 1860 € ;
- APPROUVE la prise en charge des frais de notaire et de géomètre afférents au dossier par les acquéreurs ;
- DÉSIGNE la SCP DUGOR pour la rédaction de l'acte notarié à intervenir ;
- AUTORISE M. le Maire à signer l'acte correspondant ainsi que toutes les pièces s'y rapportant ;

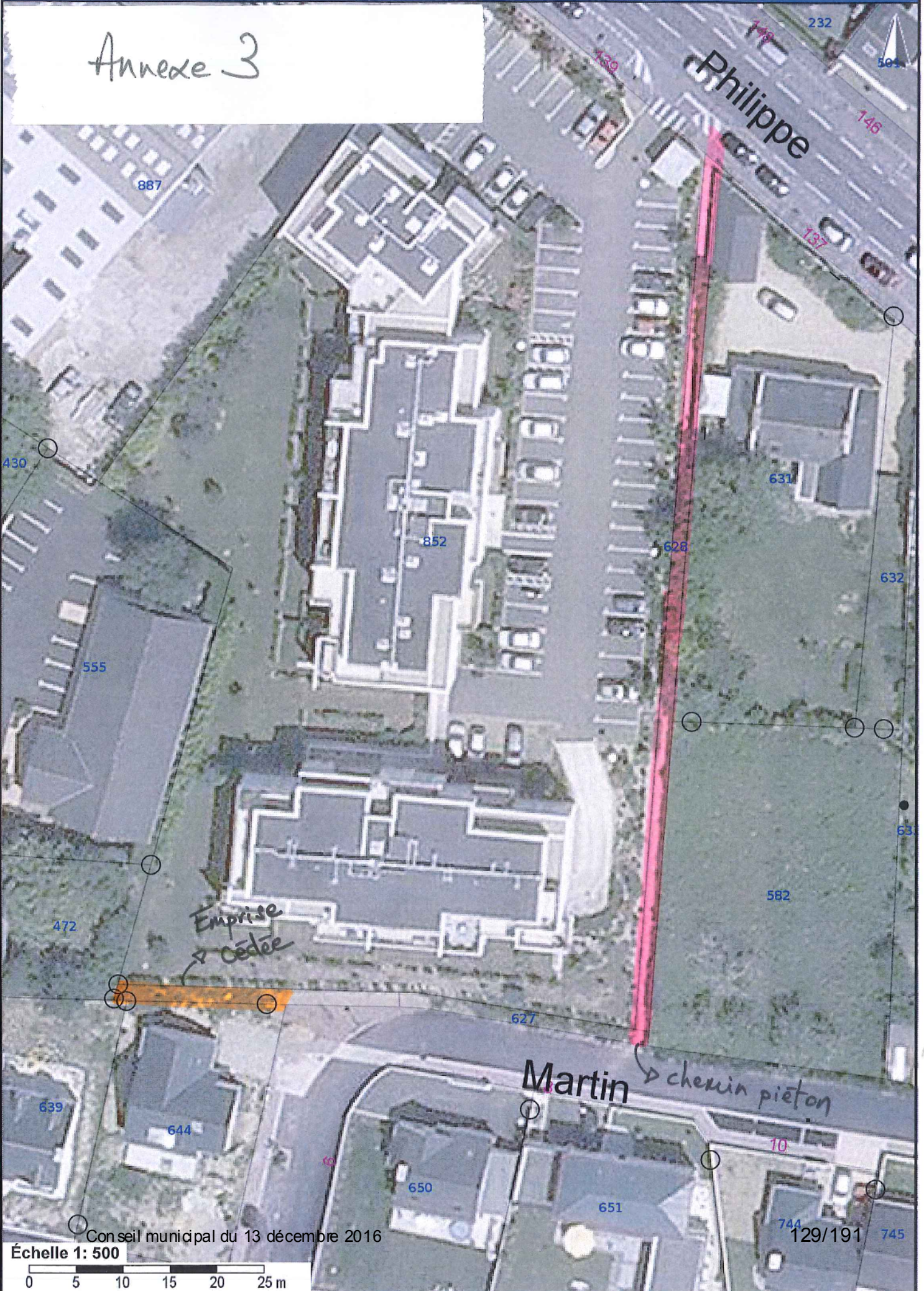


Annexe 2



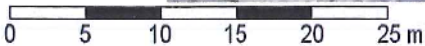


Annexe 3



Conseil municipal du 13 décembre 2016

Échelle 1: 500



Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016  
Compte-rendu affiché le 20/12/2016  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016

## **20- DU - CESSION DE L'APPARTEMENT DU 1ER ÉTAGE DU BÂTIMENT COMMUNAL SITUÉ AU 10, RUE DES ÉCOLES**

M. Azais TOUATI, 3ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Le 15 décembre 2015, le Conseil Municipal approuvait le principe de cession des deux appartements communaux situés au 10, rue des Écoles à Auray. Ces logements sont au 1<sup>er</sup> et 2ème étages du bâtiment présent sur la parcelle communale cadastrée section AP n° 473 (Cf. extrait cadastral ci-joint) et accueillant la Police municipale en rez-de-chaussée.

La présente cession concerne l'appartement du 1<sup>er</sup> étage dont la surface privative dite « Loi Carrez » est de 96,68 m<sup>2</sup> (Cf. le certificat de superficies ci-joint).

La vente de cet appartement a été confiée à plusieurs mandataires, par la signature d'un mandat de vente simple (non-exclusif) : le service de négociation de la SCP Dugor, l'agence immobilière Optimhome et l'agence immobilière Avis.

La remise des offres des candidats à l'acquisition a été close le lundi 5 décembre 2016 à 17 h 00.

La proposition d'achat présentée par l'intermédiaire du service de négociation de la SCP Dugor, pour M. et Mme RIGOINE de FOUGEROLLES, est la plus élevée, au prix de 162 000 euros net vendeur sans condition suspensive de prêt.

Le service de France domaine, dans son avis du 18 mai 2016, estime la valeur vénale de l'appartement du 1<sup>er</sup> étage à 166 000 euros avec une marge possible de 10 % en moins soit 149 400 euros.

Par ailleurs, les frais de notaire seront supportés par les acquéreurs, et les frais de géomètre par la commune pour la division en volumes du bâtiment et la rédaction d'un règlement de copropriété (approuvé par délibération du conseil municipal du 15 novembre 2016).

Vu le Budget de la Commune ;

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2241-1 ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2015 ;

Vu l'avis de France domaine en date du 18 mai 2016 ;

Vu le mandat de vente simple signé avec le service de négociation de l'étude notariale de la SCP Dugor le 29 juillet 2016 ;

Vu l'avis de la commission d'urbanisme du 10 novembre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2016 approuvant la prise en charge des frais de géomètre par la commune ;

Vu l'avis de la municipalité du 29 novembre 2016 ;

Après délibération et à la majorité des suffrages exprimés ( 25 voix pour),

8 voix contre :

M. ROUSSEL, Mme HULAUD, Mme POMMEREUIL, M. LE SAUCE, Mme MARTINEAU, M. GRENET, M. GRUSON, Mme HERVIO

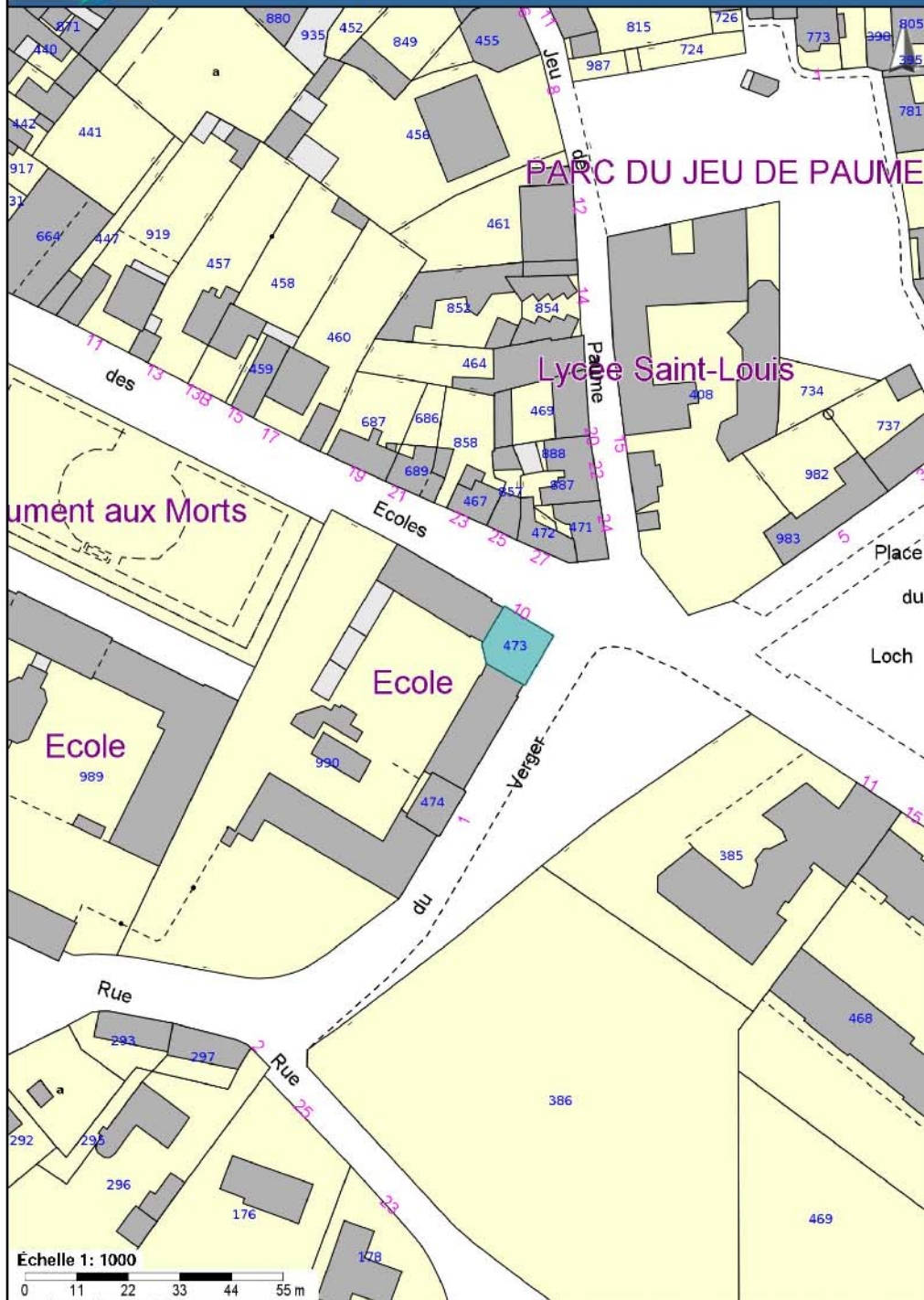
Le Conseil municipal :

- APPROUVE l'offre d'achat de 162 000 euros net vendeur de l'appartement du 1<sup>er</sup> étage (sis 10, rue des Écoles) sans condition suspensive de prêt, au profit de M. et Mme RIGOINE de FOUGEROLLES ;

- APPROUVE la prise en charge des frais de notaire par les acquéreurs et les frais de géomètre par la commune ;

- DÉSIGNE la SCP Dugor, notaires associés à Auray (sis 3 bis, rue Louis Billet), pour la rédaction des documents nécessaires à cette cession ;

- AUTORISE M. le Maire à signer l'avant-contrat de vente (ou compromis de vente), l'acte authentique correspondant et toutes les pièces et documents nécessaires à la bonne exécution de cette cession ;





## CERTIFICAT DE SUPERFICIE

LOI CARREZ

Décret n°97-532 du 23 mai 1997 - art 2 modifiant l'art R.111-2 du Code de la Construction et de l' Habitat  
Articles 4-1 et 4-2 du décret n°67-223 du 17 mars 1967  
Loi 96-1107 du 18 décembre 1996

### CERTIFICAT DE SUPERFICIES

#### A DESIGNATION DU BATIMENT


|                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Nature du bâtiment : <b>Appartement</b><br>Nombre de Pièces : <b>3 Pièces Principales</b><br>Numéro de lot :<br>Référence Cadastrale : <b>Section AP N°473 &amp; 990</b><br>Etage : <b>1<sup>er</sup> étage</b> Bâtiment :<br>Porte :                      Escalier : | Adresse : <b>10, rue des Ecoles<br/>56400 AURAY</b><br><br>Propriété de: <b>VILLE D'AURAY<br/>BP 10610<br/>100, Place de la République<br/>56406 AURAY CEDEX</b> |
| Inspection réalisée le : <b>19/07/2016</b><br>Date de l'ordre de mission : <b>19/07/2016</b><br>N° Dossier : <b>VILLE D'AURAY 3800 19.07.16 C</b>                                                                                                                     | Organisme d'assurance RC : <b>Cab. CONDORCET (14) Marseille<br/>Cie ALLIANZ - Paris La Défence</b><br>N° de contrat d'assurance : <b>ALLIANZ 808108862</b>       |
| Le Technicien déclare que la superficie du bien ci-dessus désigné, est égale à :                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                  |
| <b>Total Surface Privative « Carrez » : 96,68 m<sup>2</sup></b><br>(Quatre-vingt-seize mètres carrés soixante-huit)                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                  |

#### B DETAIL DES SURFACES PAR LOCAL

| Pièce ou Local         | Etage           | Surface Privative          | Surface non comptabilisée |
|------------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------|
| Entrée                 | 1 <sup>er</sup> | 7,63 m <sup>2</sup>        | 0,00 m <sup>2</sup>       |
| Chambre 1              | 1 <sup>er</sup> | 16,85 m <sup>2</sup>       | 0,35 m <sup>2</sup>       |
| Salle d'Eau            | 1 <sup>er</sup> | 5,66 m <sup>2</sup>        | 0,47 m <sup>2</sup>       |
| Chambre 2              | 1 <sup>er</sup> | 16,58 m <sup>2</sup>       | 0,64 m <sup>2</sup>       |
| Bureau                 | 1 <sup>er</sup> | 9,90 m <sup>2</sup>        | 0,73 m <sup>2</sup>       |
| Séjour                 | 1 <sup>er</sup> | 21,74 m <sup>2</sup>       | 0,33 m <sup>2</sup>       |
| Cuisine (avec Placard) | 1 <sup>er</sup> | 13,14 m <sup>2</sup>       | 0,30 m <sup>2</sup>       |
| Dégagement             | 1 <sup>er</sup> | 1,02 m <sup>2</sup>        | 0,00 m <sup>2</sup>       |
| WC                     | 1 <sup>er</sup> | 4,16 m <sup>2</sup>        | 0,15 m <sup>2</sup>       |
| <b>Total</b>           |                 | <b>96,68 m<sup>2</sup></b> | <b>2,97 m<sup>2</sup></b> |

La présente mission rend compte de l'état des superficies des lots désignés à la date de leur visite. Elle n'est valable que tant que la structure et la disposition des pièces ne sont pas transformées par des travaux. La vérification de la conformité au titre de propriété et au règlement de copropriété n'entre pas dans le cadre de la mission et n'a pas été opérée par le technicien. Le présent certificat vaut uniquement pour le calcul de la surface totale. Le détail des surfaces ne vous est communiqué par PAROLE D'EXPERTS IMMOBILIER qu'à titre indicatif

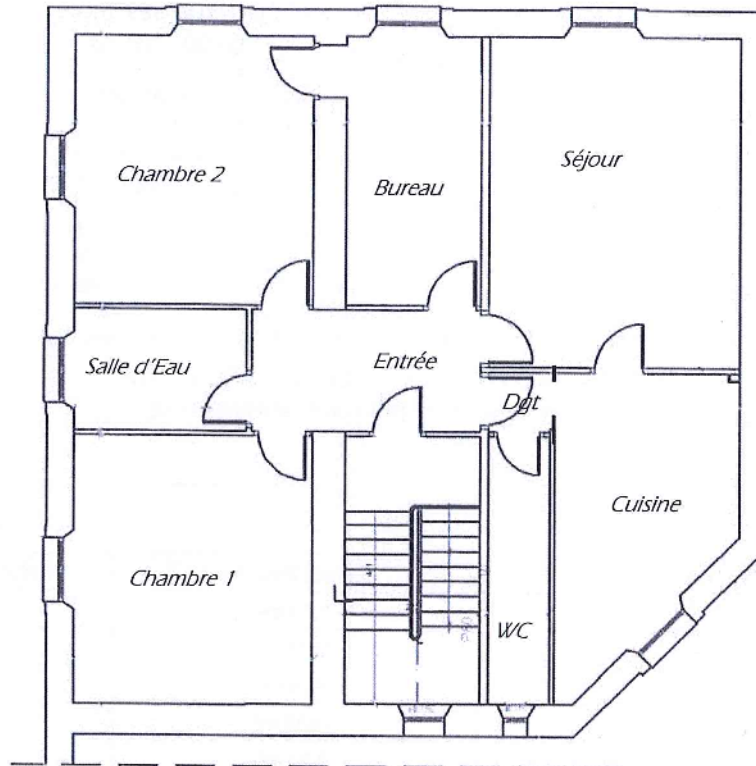
#### C CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

|                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Nom du technicien : <b>Romain BOURDONNAY</b><br><br><br>Signature : | Date d'établissement du rapport :<br>Fait à Vannes , le <b>09/08/2016</b><br><br>Agence <b>PAROLE D'EXPERTS</b> – 56000 Vannes<br>Nom du responsable : <b>Romain BOURDONNAY</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

*Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité et avec l'accord de son signataire.*

## DOCUMENTS ANNEXES

Croquis du bien inspecté au 1<sup>er</sup> Etage :



|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **INTERVENTIONS :**

**M. ROUSSEL** : vous connaissez déjà notre position concernant cette vente et nous voterons contre.

### **21- DEEJ - CONTRAT DE VILLE GESTION URBAINE DE PROXIMITE** **- APPROBATION D'UNE CONVENTION** **- AUTORISATION À DONNER AU MAIRE DE LA SIGNER**

Mme Pierrette LE BAYON, 2ème Adjointe, expose à l'assemblée :

Le contrat de Ville signé le 2 octobre 2015 prévoit dans le pilier Cohésion urbaine la signature d'une convention de gestion urbaine de proximité qui acte les engagements des différents partenaires du contrat de Ville au regard de la qualité de vie des habitants du quartier prioritaire de la ville d'Auray.

Les engagements du bailleur social Bretagne Sud Habitat ont pour leur part fait l'objet d'une convention séparée dans la mesure où ils représentent l'utilisation de l'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties qui est consenti au bailleur. Cette convention est à annexer à la convention de gestion urbaine de proximité.

Les engagements de BSH et ceux des autres bailleurs, de la Ville d'Auray et de la Communauté de Commune Auray Quiberon Terre Atlantique sont répertoriés dans un tableau unique qui sert d'outil de suivi et d'évaluation au comité de pilotage de la gestion urbaine de proximité qui s'est réuni pour la première fois le 18 octobre 2016 autour des acteurs précités mais également du Sous-Préfet, du Délégué du Préfet, de la DDTM, de la Gendarmerie.

La convention de gestion urbaine de proximité est proposée pour la durée du contrat de ville soit jusqu'à 2020.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,



A reçu un avis favorable en Commission Finances, Budget du 01/12/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention jointe sur la gestion urbaine de proximité entre l'Etat, la Ville d'Auray, la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, le bailleur social Bretagne Sud Habitat, le bailleur social Espacil
- **AUTORISE** le Maire à la signer
- **DONNE** tous les pouvoirs au Maire pour l'exécution de la présente délibération

CONVENTION DE GESTION URBAINE DE PROXIMITE  
QUARTIER PARCO POINTER BEL AIR GUMENEN GOANER D'AURAY

Entre:

- l'Etat, représenté par le Préfet du Morbihan
- la Ville d'Auray, représentée par son Maire M. Jean Dumoulin
- la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, représentée par son Président M. Philippe Le Ray
- l'organisme HLM Bretagne Sud Habitat, représenté par son directeur général M. Erwan Robert
- l'organisme HLM Espacil, représenté par son directeur général M. Philippe Combes.

**Préambule:**

Les parties signataires du contrat de ville 2015-2020 se sont engagées à mettre en place sur les quartiers prioritaires un dispositif partenarial de gestion urbaine de proximité.

La gestion urbaine de proximité se définit comme l'ensemble des actes qui contribuent au bon fonctionnement d'un quartier, par une gestion concertée au plus près des besoins et des usages, plaçant les habitants au coeur de la démarche. Son objectif est de mieux coordonner les interventions des acteurs sur les espaces privés à caractère collectif ou sur le domaine public pour concourir à la qualité du cadre de vie offert aux habitants: propreté urbaine, maintenance des équipements, gestion différenciée des espaces, régulation des usages, présence de proximité, tranquillité publique...

Elle doit être traduite en objectifs à atteindre et déclinée en actions précises à mettre en oeuvre (responsabilités, moyens, échéances).

Deux grands types d'actions pourront être mis en place:

- les actions permanentes ou de long terme, qui peuvent rapidement être mises en place, qui renvoient le plus souvent aux modes d'organisation sur le quartier vécu
- les actions en mode projet sur un périmètre d'action plus réduit (ex îlot opérationnel visé par un projet de rénovation urbaine).

**Article 1: Objet et périmètre d'intervention**

La présente convention a pour objet

- de définir le cadre et la coordination des interventions des acteurs locaux de la gestion urbaine de proximité
- d'identifier les enjeux prioritaires pour assurer un bon fonctionnement du quartier,
- de formaliser les engagements des partenaires concernés par cette démarche.

Le périmètre concerné est celui des sites de PARCO POINTER BEL AIR GUMENEN GOANER retenus au titre de la géographie prioritaire du contrat de ville.

**Article 2 : Enjeux et objectifs partagés**

Les objectifs généraux visés concernent la gestion courante de l'habitat et du cadre de vie, c'est-à-dire:

- La relation aux habitants, la tranquillité et la sécurité publique
- La circulation et le stationnement
- La gestion des chantiers
- Le gardiennage et la médiation
- La gestion des services urbains (collecte des ordures ménagères, nettoyage, entretien et maintenance du mobilier urbain, de la signalétique, de l'éclairage...)

- La propreté, l'entretien, la maintenance des espaces publics, la requalification et la mise en protection des espaces communs des immeubles
- La gestion des espaces extérieurs (voirie, aires de stationnement...)
- La gestion des espaces verts et des aires de jeux.

### **Article 3: Les axes d'intervention prioritaires**

Le diagnostic en marchant réalisé le 19 avril 2016 et la marche exploratoire des femmes restituée le 20 septembre 2016 ont permis de dégager 5 enjeux prioritaires en matière de gestion urbaine de proximité

- axe 1 améliorer et garantir la tranquillité résidentielle par des actions notamment sur le respect des règles de sécurité routière et l'organisation des chantiers
- axe 2 dynamiser le lien social et le vivre ensemble, permettre l'exercice du loisir et de la citoyenneté des enfants, des jeunes et des adultes
- axe 3 favoriser la propreté, l'entretien et la valorisation des espaces
- axe 4 donner toute sa place à la nature dans le quartier
- axe 5 communiquer sur les actions mises en place dans le quartier et sur le droit commun

### **Article 4: Animation, coordination et moyens dédiés**

Qui est concerné? Ville, EPCI, bailleurs, Sous-Préfet, Délégué du Préfet, Direction des Territoires et de la Mer, Département, Gendarmerie, associations, acteurs locaux (Mission locale, EPSM), habitants.

- Animation de la démarche sur le plan opérationnel et coordination: Ville d'Auray, Direction Enfance et Education en charge de la politique de la Ville
- Outils de diagnostic: diagnostic en marchant, marche exploratoire des femmes, diagnostic social, fiches relais.
- Outil de mise en oeuvre opérationnelle et moyens dédiés à la GUP:
  - adulte relais
  - tableau unique de recensement des problèmes avec les engagement des parties.

### **Article 5: Gouvernance**

- Comité de pilotage réuni une fois par an:
  - définit les orientations stratégiques
  - élabore la stratégie d'intervention
  - procède à l'évaluation
- Comité technique réuni au moins 3 fois par an:
  - met en oeuvre les orientations définies en COPIL
  - anime la démarche GUP
  - élabore le bilan
- Réunions thématiques opérationnelles.

### **Article 6: Evaluation du dispositif**

Le tableau de bord unique servira à l'évaluation. Il sera communiqué au comité de pilotage. Autres outils d'évaluation: reportages photographiques avec les habitants (enfants et adultes), diagnostic en marchant, marche exploratoire.

### **Article 7 : Durée de la convention**

La convention est valable pour la durée du contrat de ville 2015-2020. Elle pourra être révisée par le comité de pilotage chaque année.

**Fait à Auray, le**

|                                                                             |                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| Pour l'Etat,<br>Le Préfet du Morbihan                                       | Pour la ville d'Auray,<br>Le Maire<br><br>Jean Dumoulin               |
| Pour Auray Quiberon Terre Atlantique<br><br>Le Président<br>Philippe Le Ray | Pour Bretagne Sud Habitat<br><br>Le Directeur général<br>Erwan Robert |
| Pour Espacil<br><br>Le Directeur général<br>Philippe Combes                 |                                                                       |

Programme d'actions

| Axe                                                                                                                                                                                                                    | Lieux            | Problème rencontré, demandes effectuées                         | Acteur                                  | Contenu de l'engagement                                                                                                                                                                          | Inclus dans l'utilisation de l'abattement TFPB      | Estimation du coût | Décalé de réalisation | Partenaires                                                         | Suivi                                 |  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--|
| <p>Conseil municipal du 13 décembre 2016</p> <p>Axe 1 améliorer et garantir la tranquillité résidentielle par des actions notamment sur le respect des règles de sécurité routière et l'organisation des chantiers</p> | Parco            | Vitesse excessive des véhicules                                 | BSH                                     | BSH accompagnera la Ville auprès des habitants pour sensibiliser les habitants à respecter les vitesses (identification des habitants par les gardiens et convocation avec la police municipale) | à déterminer                                        |                    | Court terme.          | Ville, BSH                                                          |                                       |  |
|                                                                                                                                                                                                                        |                  |                                                                 | Ville d'Auray / Police municipale / DST | Les rues sont limitées à 30 km/h, en complément avoir un radar pédagogique et des chicane                                                                                                        |                                                     |                    |                       |                                                                     |                                       |  |
|                                                                                                                                                                                                                        | Gumeren          | Peu de stationnement près de la MAL, sortie ce a MAL dangereuse | Ville d'Auray                           | En fonction du projet qui sortira sur les îlots 1 à 6 contigu, des parkings mutualisés pourraient être mis en place. Accès commun MAL et îlots                                                   |                                                     |                    |                       | Moyen terme.                                                        | Ville, BSH                            |  |
|                                                                                                                                                                                                                        | Parco et Gumeren | Piste cyclable inexistante rond point du Gumeren                | Ville d'Auray                           | Normal. Dans un giratoire, les bandes cyclables sont dangereuses, les vélos doivent circuler au milieu de l'anneau                                                                               |                                                     |                    |                       |                                                                     |                                       |  |
|                                                                                                                                                                                                                        |                  |                                                                 | Ville d'Auray / Police municipale       | Les résidents se garentils dans les parkings souterrains de leur résidence ? Dès les travaux achevés on pourra rentrer dans une phase de répression                                              |                                                     |                    |                       |                                                                     | Ville, BSH et institutions concernées |  |
|                                                                                                                                                                                                                        | Parco et Gumeren | Problème de stationnement institutions                          | BSH                                     | Faire la différence du stationnement résidentiel (propriété BSH) et domaine public et possibilité de poser des panneaux.                                                                         | oui                                                 | 1500 euros         | court terme.          |                                                                     |                                       |  |
|                                                                                                                                                                                                                        | Res Hoedic       | Cheminement piétonnier dangereux                                | BSH                                     | BSH gestionnaire des logements : rencontre des habitants de cette résidence en pied d'immeuble                                                                                                   | à déterminer en fonction des attentes des habitants |                    | Court terme.          | Ville, commerçants, BSH                                             |                                       |  |
|                                                                                                                                                                                                                        | Parco            | Visibilité difficile par un panneau routier                     | Ville d'Auray                           | Ville propriétaire des espaces en pied d'immeuble. Va être refait via un appel d'offres. Rappel aux familles qu'il y a des règles pour se gérer                                                  |                                                     |                    | 2017/2018             |                                                                     |                                       |  |
|                                                                                                                                                                                                                        |                  |                                                                 | BSH                                     | Propriétaire Ville et posé sur du foncier BSH. Reprendre le signalétique du fait de nouveaux acteurs sur le quartier.                                                                            | non                                                 |                    | Court terme.          | Ville, mission locale, labecane 56, Douar Nevez, maison de quartier |                                       |  |

Programme d'actions

|                                              |                                                                                                                                                                           |                                                                                  |                                                   |                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                      |                                                        |                              |                                                                                     |                                                                                            |                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Conseil municipal du 13 décembre 2016</p> | <p>Axe 1 améliorer et garantir la tranquillité résidentielle par des actions notamment sur le respect des règles de sécurité routière et l'organisation des chantiers</p> | <p>Gumener-Goenergoarc Uffing</p>                                                | <p>Jeux d'enfants bruyants en bas d'immeubles</p> | <p>Ville d'Auray</p>                                                                                                                                                                                             | <p>Médiation, enlèvement des abribus. Actions ponctuelles à Auray, installation de jeux</p> | <p>Ville d'Auray</p>                                                                                                                                                                                             | <p>Propriétaire Ville et posé sur du forrier BSH. Rencontre en pied d'immeuble pour identifier les problèmes et amélioration de la situation (changement de jeux, chaire pour les enfants...). Rôle des gardiens</p> | <p>oui support de communication pour les habitants</p> | <p>à déterminer</p>          | <p>Court terme.</p>                                                                 | <p>Ville, BSH, habitants, police municipale, services enfance et jeunesse de la ville,</p> | <p>Square Dolto : anciens jeux enlevés et préparation dalle en novembre 2016 pour réception nouvelle structure 2-8 ans prévue 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (en fonction des conditions climatiques)</p> |
|                                              | <p>Bel air</p>                                                                                                                                                            | <p>lieu mal adapté et mal éclairé</p>                                            | <p>Ville d'Auray</p>                              | <p>ESH et Ville pour la gestion de l'éclairage public. Réflexion globale des espaces extérieurs du Bel AIR</p>                                                                                                   | <p>ESH</p>                                                                                  | <p>ESH</p>                                                                                                                                                                                                       | <p>oui</p>                                                                                                                                                                                                           | <p>à déterminer</p>                                    | <p>Moyen terme</p>           | <p>Ville, BSH, prestataire des espaces verts</p>                                    |                                                                                            |                                                                                                                                                                                                          |
|                                              | <p>Gumener-Goenergoarc Uffing</p>                                                                                                                                         | <p>Condamnation de l'accès aux deux roues motorisés et aux véhicules.</p>        | <p>Ville d'Auray</p>                              | <p>Pose d'une signalétique et de portiques d'accès. Pas de clôture qui imiterait la libre circulation de la faune.</p>                                                                                           | <p>Ville d'Auray</p>                                                                        | <p>Pose d'une signalétique et de portiques d'accès. Pas de clôture qui imiterait la libre circulation de la faune.</p>                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                      |                                                        | <p>Moyen terme.</p>          |                                                                                     |                                                                                            |                                                                                                                                                                                                          |
|                                              | <p>Gumener-Goenergoarc Uffing</p>                                                                                                                                         | <p>Installation d'un éclairage public solaire avec un détecteur de présence.</p> | <p>Ville d'Auray/Conseil départemental</p>        | <p>L'éclairage artificiel serait négligé au rythme biologique de la faune du parc.</p>                                                                                                                           | <p>Non : cet aménagement restreindrait l'accès au trottoir pour les piétons.</p>            | <p>Non : cet aménagement restreindrait l'accès au trottoir pour les piétons.</p>                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                      |                                                        |                              | <p>L'entrée de l'école va être reculée pour donner plus d'espace devant l'école</p> |                                                                                            |                                                                                                                                                                                                          |
|                                              | <p>Écoles Tabarly</p>                                                                                                                                                     | <p>Aménagement : prolonger les barrières colorées.</p>                           | <p>Ville d'Auray</p>                              | <p>Oui. Un seul poste pour les deux écoles.</p>                                                                                                                                                                  | <p>Examen à court terme.</p>                                                                | <p>Examen à court terme.</p>                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                      |                                                        | <p>Examen à court terme.</p> | <p>La difficulté est le recrutement de l'agent.</p>                                 | <p>Des visioconférences ont été budgétées</p>                                              |                                                                                                                                                                                                          |
|                                              | <p>École maternelle Tabarly</p>                                                                                                                                           | <p>Installer un interphone à l'entrée de la maternelle.</p>                      | <p>Éducation nationale</p>                        | <p>Directeurs d'écoles en ce qui concerne les espaces scolaires (conclure les règles du Plan Particulier de Mise en Sécurité face aux risques majeurs et le « vivre ensemble », la relation écoles/familles)</p> | <p>Va être mis en place dans le cadre de la sécurisation des écoles</p>                     | <p>Directeurs d'écoles en ce qui concerne les espaces scolaires (conclure les règles du Plan Particulier de Mise en Sécurité face aux risques majeurs et le « vivre ensemble », la relation écoles/familles)</p> |                                                                                                                                                                                                                      |                                                        | <p>Court terme.</p>          |                                                                                     |                                                                                            |                                                                                                                                                                                                          |

Programme d'actions

|                                                                                                                                                                    |               |                                                                                                                                       |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                      |              |                               |                                                                                                                                              |  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| Axe 1 améliorer et garantir la tranquillité résidentielle par des actions notamment sur le respect des règles de sécurité routière et l'organisation des chantiers | Écoles Tabary | Améliorer la circulation : places de parking supplémentaires, piste cyclable, sens unique en direction de la rue A. Philippe Le Gall. | Ville d'Auray       | L'impact sur les usagers serait considérable. Il conviendrait, dans un premier temps, d'installer un système de comptage qui va renseigner sur le flux de la circulation routière (nombre de véhicules, sens de circulation ...). La piste cyclable : particulièrement utile aux abords des écoles (mais en zone 30, elle n'est normalement pas nécessaire). L'arrêt minute : pas de problème des arrêts sauvages en milieu de chaussée ou sur le trottoir. La majorité des usagers souhaite stationner au plus près des écoles. |                                                                      |              | Avant la fin de l'année 2016. |                                                                                                                                              |  |
|                                                                                                                                                                    |               |                                                                                                                                       | Education nationale |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                      |              |                               |                                                                                                                                              |  |
| Axe 2 dynamiser le lien social et le vivre ensemble, permettre de la citoyenneté des enfants, des jeunes et des adultes                                            | Parco         | Problèmes sur l'entretien du mobilier urbain                                                                                          | Ville d'Auray       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                      |              |                               |                                                                                                                                              |  |
|                                                                                                                                                                    |               |                                                                                                                                       | BSH                 | présence d'un gardien sur le quartier et meilleure définition avec les services municipaux, prestataire nettoyage le qui fait quoi                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | à déterminer                                                         | Court terme. | BSH, Ville, propre            | Nouveau prestataire de nettoyage en janvier 2017                                                                                             |  |
|                                                                                                                                                                    | Gouner        | Manque de Rack à vélos                                                                                                                | Ville d'Auray       | 1 arceau pour 2 vélos est déjà présent devant chaque immeuble                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                      |              |                               |                                                                                                                                              |  |
|                                                                                                                                                                    |               |                                                                                                                                       | BSH                 | en fonction du propriétaire foncier. Ville ou BSH.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | à déterminer                                                         | Court terme. | Ville, BSH                    |                                                                                                                                              |  |
|                                                                                                                                                                    | Gummenen      | Manque de piste cyclable et circuit de VTT                                                                                            | Ville d'Auray       | rues en zone 30 donc normalement pas nécessaires ; marquage au sol du 30?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                      |              |                               |                                                                                                                                              |  |
|                                                                                                                                                                    |               |                                                                                                                                       | Ville d'Auray       | De nouveaux jeux vont être installés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 18000 HT<br>Goaner + 27<br>000 à 31 000<br>TTC Parco + travaux régle | Janv 2017    |                               | Projet de convention entre BSH et ville en attente pour cadrer les modalités d'implantation de aire de jeux sur un terrain propriété de BSH. |  |
|                                                                                                                                                                    | Gouner Parco  | Manque de jeux d'enfants                                                                                                              | BSH                 | Identification du problème jeux pour enfants présents                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                      |              |                               |                                                                                                                                              |  |
|                                                                                                                                                                    |               |                                                                                                                                       | Ville d'Auray       | à voir pour trouver un emplacement ?                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                      |              |                               |                                                                                                                                              |  |
|                                                                                                                                                                    | Gummenen      | Terrain impraticable (boue) Parc Ulling                                                                                               | Ville d'Auray       | Il en existe un très proche au Gummenen                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                      |              |                               |                                                                                                                                              |  |
|                                                                                                                                                                    |               |                                                                                                                                       | Ville d'Auray       | C'est un espace naturel entherbé du département                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                      |              |                               |                                                                                                                                              |  |

|                                                                                                                                                        |                                   |                                                                                                           |                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Conseil municipal du 13 décembre</p>                                                                                                                | <p>Gumene-Goaners/parc Uiting</p> | <p>Dangerosité au skate parc endommagé</p>                                                                | <p>Ville d'Aurai</p>                                     | <p>Revue des revêtements sont inflammables. Compte tenu des forts risques de dégradations et de la qualité de l'eau, il conviendrait de concentrer le département.</p>                                                                                                                                                                   | <p>Devis pour réhabilitation complète de la surface de glisse (19 000 €) présentés au BP 2017 en fonction de l'avance du projet de skate parc sur la ville</p> | <p>Réparé. Durée de vie très limitée du skate parc en cas de non réhabilitation complète.</p>                                                                                                                                                                                                            |
| <p>Avant d'adopter le lien social et la vivre ensemble, permettre l'exercice du loisir et de la citoyenneté des enfants, des jeunes et des adultes</p> | <p>Gumene-Goaners/parc Uiting</p> | <p>Remplacement des gravillons de l'aire de jeux par une dalle synthétique (amortissement des chutes)</p> | <p>Ville/conseil départemental</p>                       | <p>Les revêtements sont inflammables. Compte tenu des forts risques de dégradations et de la qualité de l'eau, il conviendrait de concentrer le département.</p>                                                                                                                                                                         | <p>Concertation avant la prochaine rencontre en fin d'année 2016 – début 2017.</p>                                                                             | <p>Il est nécessaire de réaliser une dalle béton pour la pose de sol souple. La zone humide ne favorise pas l'implantation de ce genre de sol qui risque de se dégrader très vite.</p>                                                                                                                   |
| <p>Avant d'adopter le lien social et la vivre ensemble, permettre l'exercice du loisir et de la citoyenneté des enfants, des jeunes et des adultes</p> | <p>Gumene-Goaners/parc Uiting</p> | <p>Ajout de jeux pour les filles et les familles – ajout d'un parcours sportif de santé.</p>              | <p>Ville/conseil départemental/échelon intercommunal</p> | <p>Jeux pour les filles : l'absence de fréquentation de l'espace jeunesse par les filles est relevé. Une réflexion sur l'offre de loisirs pour la tranche d'âges 10/14 ans est actuellement en cours. En raison des dégradations, le parcours sportif de santé a été supprimé. Le sujet pourra être de nouveau abordé avec le CD 56.</p> | <p>Concertation avant la prochaine rencontre en fin d'année 2016 – début 2017.</p>                                                                             | <p>Il apparaît difficile, au regard des choix et décisions actuels du conseil départemental (CD), de réimplanter un parcours sportif dans un ENS. Pro et en cours d'un parcours d'orientation semi permanent avec le Comité Départemental Course d'Orientation (CDOO), le FADLAB, la ville et le CD.</p> |
| <p>Avant d'adopter le lien social et la vivre ensemble, permettre l'exercice du loisir et de la citoyenneté des enfants, des jeunes et des adultes</p> | <p>Gumene-Goaners/parc Uiting</p> | <p>Aménagement d'une aire de pique-nique et de bancs.</p>                                                 | <p>Ville/conseil départemental/échelon intercommunal</p> | <p>Installer une protection qui condamne l'accès au jeune public.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                    | <p>Concertation avant la prochaine rencontre en fin d'année 2016 – début 2017.</p>                                                                             | <p>Il apparaît difficile, au regard des choix et décisions actuels du conseil départemental (CD), de réimplanter un parcours sportif dans un ENS. Pro et en cours d'un parcours d'orientation semi permanent avec le Comité Départemental Course d'Orientation (CDOO), le FADLAB, la ville et le CD.</p> |
| <p>Avant d'adopter le lien social et la vivre ensemble, permettre l'exercice du loisir et de la citoyenneté des enfants, des jeunes et des adultes</p> | <p>Gumene-Goaners/parc Uiting</p> | <p>conduit d'évacuation d'eau (pluviales ou usées ?) à sécuriser</p>                                      | <p>Ville d'Aurai</p>                                     | <p>Installer une protection qui condamne l'accès au jeune public.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                    | <p>Court terme.</p>                                                                                                                                            | <p>Fait</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                              |



|                                                                                                                                                                               |                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                       |                     |                                                                                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Conseil municipal<br/>Axe 2 développer le lien social et le vivre ensemble, permettre l'exercice du loisir et de la citoyenneté des enfants, des jeunes et des adultes</p> | <p>Gumieren-Goaner</p>                   | <p>Implantation de commerces de proximité : une boulangerie, un lieu de convivialité et de rencontres.<br/>Un lieu où, par exemple, les femmes et les jeunes filles peuvent valoriser leur savoir-faire (au fil de l'offre en direction des 10 - 14 ans ?)</p> | <p>- La Caisse des Dépôts et Consignations (ingénierie et financement)<br/>- La Chambre de Commerce et d'Industrie<br/>- CAF (espace de vie sociale)<br/>- Le CIDFF pourrait accompagner la création d'une association porteuse d'un projet de café associatif.</p> | <p>Les baux actuels sont en cours (propriétaire : BSH). Il n'est donc pas possible, dans l'immédiat, de remplacer des services existants par d'autres types de commerces.<br/>Par ailleurs, depuis 2011, des commerces de proximité ont tenté de s'implanter, sans succès (filiale des banques, clientèle insuffisante, quartier en renouvellement urbain ...).<br/>Une étude, concernant les nouveaux bâtiments, est programmée. D'ores et déjà, un commerce de restauration est envisagé. Les salariés du futur CMS, du CMP et de la Ville constituant une clientèle potentielle.<br/>Une réflexion sur l'offre de loisirs en direction des 10-14 ans est engagée. La mixité sera un des axes de travail.</p> | <p>Réflexion sur le long terme (fin des travaux).</p> |                     |                                                                                              |
| <p>Ecole élémentaire Taberly</p>                                                                                                                                              | <p>Ville d'Auray</p>                     | <p>Aménagement : espace de rencontres parents. Favoriser le « vivre ensemble » et sécuriser les familles qui attendent la sortie des enfants, en partie sur la chausmée.</p>                                                                                   | <p>Non, en raison de la déviation, la coût des travaux serait trop conséquent.</p>                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                       |                     | <p>L'entrée de l'école va être reculée pour donner plus d'espace devant l'école</p>          |
| <p>Parco</p>                                                                                                                                                                  | <p>Ville d'Auray (propriété)<br/>BSH</p> | <p>Les containers décordent.</p>                                                                                                                                                                                                                               | <p>volonté de mettre en place des colonnes antérieures</p>                                                                                                                                                                                                          | <p>à déterminer</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <p>Court terme.</p>                                   | <p>à déterminer</p> | <p>Ville, BSH, AQTA, habitants</p>                                                           |
| <p>Parco</p>                                                                                                                                                                  | <p>BSH</p>                               | <p>Les poubelles ouvertes seraient mauvaises</p>                                                                                                                                                                                                               | <p>mieux suivi des lavages des containers</p>                                                                                                                                                                                                                       | <p>à déterminer</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <p>à déterminer</p>                                   | <p>à déterminer</p> | <p>BSH, association (néo 36)</p>                                                             |
| <p>Parco</p>                                                                                                                                                                  | <p>BSH<br/>Ville d'Auray<br/>AQTA</p>    | <p>Le tri n'est pas fait</p>                                                                                                                                                                                                                                   | <p>sensibilisation les habitants</p>                                                                                                                                                                                                                                | <p>à déterminer</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <p>Court terme.</p>                                   | <p>à déterminer</p> | <p>Sensibilisation lors de la fête citoyenne, et action sur le recyclage du 28 septembre</p> |

Programme d'actions

| Parco                    | Sacs jaunes ne peuvent être mis dans les trappes des poubelles                                  | BSH                   | sensibilisation les habitants                                                                                     | à déterminer     | à déterminer                      | Court terme. | Sensibilisation lors de la fête citoyenne et action sur le recyclage du 23 septembre             |
|--------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------------------|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                          |                                                                                                 |                       |                                                                                                                   |                  |                                   |              |                                                                                                  |
| Parco et Gumenen         | Conteneurs enterrés trop loin des habitations                                                   | Ville d'Auray<br>AQTA | Elles ne sont pas si loin et il faut l'espace pour que le camion grue puisse les vider                            |                  |                                   |              |                                                                                                  |
| Gumenen                  | Il y a des problèmes d'entretien sur les espaces Ville près de l'Espace Jeunesse                | BSH                   | Accompagnant le changement du quartier                                                                            | à déterminer     | BSH, Ville, AQTA, adulte relais ? | Court terme. |                                                                                                  |
| Parco                    | Carnaux cassés sur les anciens séchoirs                                                         | BSH                   | programmation d'entretien                                                                                         | en appel d'offre | BSH                               | Court terme. |                                                                                                  |
| Rue des trois fontaines  | Frous sur les bitumes                                                                           |                       |                                                                                                                   |                  |                                   |              |                                                                                                  |
| Parco et Gumenen         | Beaucoup de chats errants                                                                       | BSH                   | campagne de capture de chats errants et réflexion avec un vétérinaire                                             | à déterminer     | BSH et police municipale          | Court terme. | capture à la demande.                                                                            |
|                          |                                                                                                 | Ville d'Auray         | chats non vaccinés, peuvent être porteurs de maladies                                                             |                  |                                   |              |                                                                                                  |
| Parco                    | Il y a beaucoup de déjections canines, mettre à disposition du papier canin                     | BSH                   | mise en place d'une action avec un éducateur canin, communication et verbalisation                                | à déterminer     | BSH, Ville                        | Court terme. |                                                                                                  |
|                          |                                                                                                 | Ville d'Auray         | des distributeurs de sacs à croquettes seraient à implanter                                                       |                  |                                   |              | Déjections canines sont constatées et les propriétaires verbalisables s'ils ne les ramassent pas |
| Gumenen-Goanerparc Uting | Ajout de bornes de déjections canines.                                                          | Ville d'Auray         | des distributeurs de sacs à croquettes seraient à implanter                                                       |                  |                                   |              |                                                                                                  |
| Gumenen-Goanerparc Uting | Ajout de poubelles de tri dans le parc.                                                         | Ville d'Auray         | Le tri dans les corbeilles n'est pas mis en place à Auray                                                         |                  |                                   | Moyen terme. |                                                                                                  |
| École maternelle Tabary  | Aménagement poubelle sortie maternelle.                                                         | Ville d'Auray         | Oui, En revanche, le collecte avec tri des déchets induit des moyens supplémentaires qui conviendrait d'examiner. |                  |                                   | Court terme. | Non, en raison de vigipirate, les corbeilles aux abords des écoles doivent être enlevées         |
| Gumenen-Goanerparc Uting | Installation de toilettes publiques (toilettes sèches ?) en particulier au printemps et en été. | Non accordé.          |                                                                                                                   |                  |                                   |              |                                                                                                  |

Axe 3 Favoriser la propreté, l'entretien et la valorisation des espaces

Programme d'actions

|  | Parco                                                                                    | Arbres coupés et non remplacés                                                          | BSH                                 | réflexion: Ville prestataire espaces verts                                          | à déterminer | Court terme                                                                                                                                                                                    | BSH, Ville, prestataire     |
|--|------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
|  | Parco                                                                                    | Élaguer les arbres sous les câbles d'éclairage                                          | BSH                                 | réflexion: Ville prestataire espaces verts                                          | à déterminer | Court terme                                                                                                                                                                                    | BSH, Ville, prestataire     |
|  | Parco                                                                                    | Sera réalisé pendant l'hiver                                                            | Ville d'Auray                       |                                                                                     |              | Hiver 2016 2017                                                                                                                                                                                |                             |
|  | Parco                                                                                    | Remplacer le stade du bel air en parc urbain paysagé                                    | Ville d'Auray                       | Utilisé pour les cirques, fêtes                                                     |              |                                                                                                                                                                                                |                             |
|  | Gummen                                                                                   | Manque de nature et de présence d'animaux                                               | Ville d'Auray                       | le nouvel aménagement des rues va accentuer le nombre d'espaces verts               |              |                                                                                                                                                                                                |                             |
|  | Gummen-Goernerparc Lighting                                                              | Aménagement de la voie verte (signalétique, sol stable, non glissant, sans obstacle...) | Ville d'Auray/Conseil départemental | Cet aménagement est envisageable à condition qu'il n'affecte pas le milieu naturel. |              | Concertation avec la prochaine rencontre en fin d'année 2016 - début 2017. Une étude sur le type de faison ZA/Quartier a été budgétisée. Cette demande sera examinée dans le cadre de l'étude. |                             |
|  | Ensemble du QEV                                                                          | Turn over important des habitants, besoin d'un guide d'accueil                          | Ville d'Auray, BSH                  | Accompagner le conseil citoyen dans la réalisation d'un guide d'accueil             |              |                                                                                                                                                                                                | Ville, BSH, Conseil Citoyen |
|  | Axe 4 communiquer sur les actions mises en place dans le quartier et sur le droit commun |                                                                                         |                                     |                                                                                     |              |                                                                                                                                                                                                |                             |



## **Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville**

### **Entre :**

- L'ETAT, représenté par le Préfet du Morbihan,
- La communauté de communes AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE (AQTA), représentée par son Président,
- La ville d'AURAY, représentée par son Maire,
- L'Office Public de l'Habitat BRETAGNE SUD HABITAT, représenté par son Directeur général,

### **Préambule**

La loi de finances pour 2015 a étendu le bénéfice de l'abattement de 30 % de la base d'imposition la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficiaient les organismes HLM pour leur patrimoine situé en ZUS aux 1 500 quartiers prioritaires de la politique de la ville. En complément de la mobilisation préalable des moyens de gestion de droit commun des bailleurs, l'abattement de TFPB doit permettre l'engagement ou le renforcement de moyens spécifiques, adaptés aux besoins des quartiers prioritaires.

Les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB sont annexées au contrat de ville.

Dans ces conventions, les organismes HLM doivent s'engager sur des objectifs et un programme d'actions pour améliorer le niveau de qualité de service rendu aux locataires, en y renforçant leurs interventions au moyen notamment d'actions contribuant à la tranquillité publique, à l'entretien et à la maintenance du patrimoine, à l'amélioration du cadre de vie, à la participation des locataires.

### **I – Objet de cette convention**

La présente convention a pour objet de préciser les engagements et le programme d'actions prévisionnel prévu sur la période 2016-2018 du bailleur Bretagne Sud

Habitat, en contrepartie de l'avantage fiscal résultant de l'abattement de TFPB.

Le patrimoine concerné par la présente convention est le suivant :

| Quartier              | Nombre total de logements | Nombre de logements bénéficiant de l'abattement de la TFPB | Estimation du montant de TFPB |
|-----------------------|---------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Gumenen-Goaner        | 288                       | 180                                                        | 138 421 €                     |
| Parco-Pointer bel air | 299                       | 299                                                        | 160 303 €                     |
| TOTAL                 | 587                       | 479                                                        | 298 724 €                     |

## II Lien avec les démarches de gestion urbaine de proximité (GUP)

La convention d'abattement de TFPB a vocation à s'articuler avec les démarches de gestion urbaine de proximité, impulsées par les collectivités et prévues dans le contrat de ville, qui organisent et coordonnent les interventions pour répondre aux besoins spécifiques des quartiers : sur-entretien, gestion différenciée des espaces, régulation des usages, organisation de la présence de proximité, soutien aux personnels en articulation avec les autres politiques et dispositifs (projet urbain, développement social, sécurité).

Une réflexion collective et partenariale, associant l'ensemble des acteurs locaux concernés, a été engagée et conduite par la Ville d'Auray, selon la méthode des diagnostics « en marchant », permettant de repérer les dysfonctionnements et de préciser la responsabilité de chaque acteur pour y remédier.

Le premier diagnostic « en marchant » a eu lieu le 19 avril 2016 ; la périodicité des diagnostics est annuelle.

## III Identification des moyens de gestion de droit commun

L'ensemble des indicateurs comparatifs entre les moyens de gestion de droit commun investis dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et ceux investis sur le parc immobilier situé hors géographie prioritaire, est évalué ainsi au titre de l'année 2016 :

| Actions de gestion                             | Indicateurs                                                        | En QPV  | Hors QPV |
|------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|---------|----------|
|                                                |                                                                    | Auray   |          |
| Entrée dans les lieux                          | Coût moyen de remise en état                                       | 1 200 € | 1 368 €  |
| Ascenseurs                                     | Coûts du contrat de maintenance                                    | 23 €    | 30 €     |
|                                                | Coût moyen des réparations supplémentaires (par an / équipement)   |         |          |
| Contrôle d'accès                               | Coûts du contrat de maintenance                                    | 12 €    | 9 €      |
|                                                | Coût moyen des réparations supplémentaires (par an / équipement)   |         |          |
| Nettoyage des parties communes et des abords   | Coût moyen annuel par logement                                     | 188 €   | 113 €    |
| Maintenance des parties communes et des abords | Coût moyen annuel par logement                                     | 46 €    | 62 €     |
| Gardiennage et surveillance                    | Nombre de personnes pour 100 logements (gardien, agent d'immeuble) | 0,10    | 0,04     |

#### **IV Programme d'actions faisant l'objet de l'abattement TFPB**

Le programme d'actions prévisionnel faisant l'objet de l'abattement TFPB, conforme à l'annexe 1 du cadre national, figure en annexe de la présente convention.

#### **V Modalités d'association des représentants des locataires**

L'association des locataires se fera dans le cadre du Conseil de Concertation Locative qui se réunit 3 à 4 fois par an. Un temps spécifique sera réservé deux fois par ans au suivi et à l'évaluation des actions.

#### **VI Modalités de pilotage**

Un point d'étape annuel dans le cadre d'une réunion spécifique permettra d'assurer le suivi des actions et de l'utilisation de l'abattement de TFPB, en particulier sa déclinaison dans le temps sous forme de calendrier de mise en oeuvre des actions.

Ces points d'étapes réuniront les partenaires suivants :

- l'État, représenté par la Direction départementale des territoires et de la mer,
- la ville d'Auray, représentée par Madame Pierrette Le Bayon, adjointe à la santé, aux affaires sociales et aux solidarités,
- la communauté de communes AQTA, représentée par Madame Jessica Le Visage, Vice-présidente en charge de la politique des solidarités,
- Bretagne Sud Habitat, représenté par son directeur général ou son directeur de territoire du pays d'Auray.

Le suivi de l'utilisation de l'abattement de TFPB se fera dans le cadre du comité de pilotage de la gestion urbaine de proximité (GUP).

#### **VII Suivi, évaluation**

Chaque année, Bretagne Sud Habitat transmettra pour le 31 mars aux collectivités et aux services de l'Etat (DDTM) un bilan quantitatif et qualitatif du programme d'actions mis en oeuvre l'année précédente. Ce bilan sera renseigné dans le tableau de bord de réalisation opérationnelle et financière proposé dans le cadre national d'abattement de la TFPB à cet usage (cf. annexe 2 du cadre national).

Les résultats des actions présentés par Bretagne Sud Habitat seront validés par le comité de pilotage de la GUP. Le programme d'actions pourra être ajusté annuellement au regard du bilan annuel et en articulation avec les actions de la convention GUP.

Conformément au cadre national d'utilisation de la TFPB, des enquêtes de satisfaction triennales sont menées par les organismes sur la base d'un référentiel auprès de ses locataires et une déclinaison sera demandée pour les locataires en QPV. Les partenaires signataires de la présente convention seront associés à la conception de l'enquête propre au bailleur.

#### **VIII Durée de la convention**

La présente convention a une durée de validité initiale de trois ans, à compter de la signature, avec un bilan et une évaluation d'étape au bout des six premiers mois.

Les clauses de la présente convention peuvent faire l'objet d'une actualisation.

Cette actualisation peut être rendue nécessaire par :

- des évolutions extérieures et indépendantes de la volonté des parties contractantes et conduisant à des modifications des modalités ou du programme d'actions,
- par la volonté des signataires de modifier le programme d'actions.

Fait à Auray, le **15 NOV. 2016**

Pour l'Etat,  
Le Préfet du Morbihan



**Raymond LE DEUN**

Pour Auray Quiberon Terre Atlantique




Le Président  
Philippe Le Ray

Pour la ville d'Auray,  
Le Maire



Jean Dumoulin

Pour Bretagne Sud Habitat



Le Directeur général  
Erwan Robert

Annexe 1 : Tableau de présentation des programmes d'actions prévisionnels dans le cadre de l'abattement de TFPB

Année(s) : 2016 - 2020

Ville : AURAY

Quartier prioritaire : PARCO POINTER GUMENEN GOAMER

**Organisme : BRETAGNE SUD HABITAT**

Montant prévisionnel de l'abattement annuel pour l'ensemble du QPV sur 2016 :

89 617 €

Nombre de logements dans le quartier = 387 unités réparties comme suit :

Nombre de logements dans le quartier Parco Pointer Bel Air : 299 logements

Nombre de logements dans le quartier Gumenen Goamer : 288 (hors logements sociaux à démolir-Espace)

| Axes                                                                                                    | Actions dans le quartier Parco Pointer Bel Air                                                                                      | Actions SSH                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 2016       |                                                                                                    |                 |                   |                        | Taux de valorisation TFPB |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|------------------------|---------------------------|
|                                                                                                         |                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Calendrier | Dépense prévisionnelle                                                                             | Frais/baillieur | Autre financement | Dépense valorisée TFPB |                           |
| Renforcement de la présence du personnel de proximité (par rapport à présence dans patrimoine hors QPV) | Renforcement du gardiennage et surveillance                                                                                         | renforcement d'un troisième gardien et mutualisation des 3 gardiens                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | x          | 70 955 €                                                                                           | 70 955 €        | 0 €               | 6 400 €                | 100%                      |
| Formation/soutien des personnels de proximité                                                           | Formations spécifiques (relation client, gestion des conflits, compréhension du fonctionnement social...)                           | - renforcement de la formation des agents en relation de proximité (gestion des incidents, gestion des conflits de voisinage...),<br>- mise en fourrière,<br>- recyclage des agents anciens envoie poubelles en locaux 2 tours (Houet et Hordel),<br>- mission aux habitants du lycée Kerplouz sur l'appropriation des espaces verts et l'amélioration du parcours d'approche (Parco POINTER),<br>- co-écriture du journal de quartier,<br>- participation des habitants pour la mise en valeur des halls d'entrée du Goamer, | x          | 6 400 €                                                                                            | 0 €             | 0 €               | 6 400 €                | 100%                      |
| Sur-entretien                                                                                           | Renforcement nettoyage                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | x          | 110 870 €                                                                                          | 110 870 €       | 0 €               | 44 095 €               | 100%                      |
| Gestion des déchets et encombrants / épaves                                                             | Renforcement maintenance équipements et amélioration des délais d'intervention                                                      | - enlèvement des encombrants par un prestataire,<br>- mise en fourrière,<br>- recyclage des agents anciens envoie poubelles en locaux 2 tours (Houet et Hordel),                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | x          | 7 058 €                                                                                            | 7 058 €         | 0 €               | 1 767 €                | 100%                      |
| Tranquillité résidentielle                                                                              | Dispositif tranquillité                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | x          | 10 000 €                                                                                           | 10 000 €        | 0 €               | 10 000 €               | 100%                      |
|                                                                                                         |                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | x          | 2 000 €                                                                                            | 2 000 €         | 0 €               | 2 000 €                | 100%                      |
|                                                                                                         |                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | x          | 5 000 €                                                                                            | 5 000 €         | 0 €               | 5 000 €                | 100%                      |
|                                                                                                         |                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | x          | 1 000 €                                                                                            | 1 000 €         | 0 €               | 1 000 €                | 100%                      |
|                                                                                                         |                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | x          | 0,02 ETP des personnels affectés à cette action                                                    | 1 700 €         | 0 €               | 1 700 €                | 100%                      |
| Concertation / sensibilisation des locataires                                                           | Dispositifs spécifiques à la sensibilisation à la maîtrise des charges, collecte sélective, nouveaux usages, gestes éco-citoyens... | - développer des actions spécifiques sur les économies d'énergie (action collective CCF/Sauvegarde, ambassadeur du tri...),<br>- rencontre en pied d'immeubles pour favoriser la concertation,<br>- visite de courtoisie pour les nouveaux entrants,                                                                                                                                                                                                                                                                          | x          | 0,015 ETP des personnels affectés à cette action                                                   | 175 €           | 0 €               | 175 €                  | 100%                      |
|                                                                                                         | Enquêtes de satisfaction territoriales                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | x          | 0,1 ETP des personnels affectés à cette action (estimation 88 logements et 2 heures par entretien) | 3 500 €         | 0 €               | 3 500 €                | 100%                      |
|                                                                                                         | Soutien aux actions favorisant le « vivre ensemble »                                                                                | - participation aux animations de la ville et autres partenaires,<br>- atelier photographique avec les locataires sur l'intérieur des appartements "moments de vie",<br>- participation Fablab (à définir)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | x          | 2000 + 5 000 € + 0,02 ETP des personnels affectés à cette action                                   | 7 770 €         | 0 €               | 7 770 €                | 100%                      |
|                                                                                                         | Actions d'accompagnement social spécifiques                                                                                         | - pôle de surveillance en difficulté par rapport à l'entretien des logements par la Conseilère Sociale (appel AS, pole indigne...)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | x          | 0,01 ETP des personnels affectés à cette action                                                    | 385 €           | 0 €               | 385 €                  | 100%                      |
| Animation, lien social, vivre ensemble                                                                  | Services spécifiques aux locataires                                                                                                 | - mise en place d'action pour lutter contre la fracture numérique pour les locataires du Parco et Bel Air ( fibre ou triple play et animation action/animation),<br>- chantiers jeunes sur le patrimoine,                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | x          | 0,02 ETP des personnels affectés à cette action                                                    | 770 €           | 0 €               | 770 €                  | 100%                      |
|                                                                                                         | Actions d'insertion (handicapés jeunes, chantiers d'insertion)                                                                      | - chantiers jeunes sur le patrimoine,<br>- chantier d'insertion sur la peinture des cages d'escalier/hall d'entrée du Goamer et du Parco Pointer,                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | x          | 2 000 € par an en moyenne + une action spécifique de 42 000 € en 2016                              | 44 000 €        | 0 €               | 44 000 €               | 100%                      |
|                                                                                                         | Mise à disposition de locaux associatifs ou de services                                                                             | - accompagner les associations dans la recherche de locaux (transformation des anciens séjours ou changement d'usage des logements : Athéna, Labécane 56, CEAS, ...),<br>- sécurisation des logements en accès direct sur la rue (Bellin-lieu),                                                                                                                                                                                                                                                                               | x          | Valorisation des loyers gratuits des locaux mis à disposition                                      | 12 780 €        | 0 €               | 12 780 €               | 100%                      |
| Petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers MPRNU)                           | Petits travaux d'amélioration du cadre de vie (éclairage, sécurisation abords, résidentialisation, signalétique...)                 | - remplacement de revêtements de sols                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | x          | 18 050 €                                                                                           | 18 050 €        | 0 €               | 8 625 €                | 100%                      |
| <b>TOTAL 2016</b>                                                                                       |                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |            | <b>301 423 €</b>                                                                                   | <b>0 €</b>      | <b>148 987 €</b>  |                        |                           |



Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016  
Compte-rendu affiché le 20/12/2016  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016

**22- DEEJ - GARDERIE PERI-SCOLAIRE DE L'ÉCOLE SAINTE-THÉRÈSE**  
**- APPROBATION D'UNE CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION DES PARENTS**  
**D'ELEVES**  
**- AUTORISATION À DONNER AU MAIRE DE LA SIGNER**

Mme Françoise NAEL, 8ème Adjointe, expose à l'assemblée :

Par convention, en date du 22 mars 2006, la commune d'Auray s'est engagée à verser une participation financière annuelle à l'association de parents d'élèves de l'école privée Sainte-Thérèse. Cette contribution avait été fixée à 1 500 € par an. Elle avait été revalorisée en 2016 pour atteindre 1 679,27 €.

La garderie fonctionne les lundis, mardis, jeudis et vendredis, en période scolaire, de 7 heures 30 à 8 heures 30 et de 16 heures 30 à 19 heures.

Les tarifs sont les suivants :

1 € la demi-heure

1,80 € l'heure

1,90 €/jour X le nombre de jours du mois pour les enfants qui fréquentent régulièrement la garderie.

Ladite convention, qui lie la commune à l'association de parents de l'école privée Sainte-Thérèse, est arrivée à expiration. Il est proposé de renouveler ce partenariat financier. Il est proposé de calculer le montant 2017 en appliquant la variation de l'indice des prix à la consommation hors tabac comme cela a été fait en 2016, donnant ainsi un montant de 1 685,32 euros.

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **DÉCIDE** le versement en 2017 d'une subvention d'un montant de 1 685,32 € à l'A.P.E.L. de l'école privée Sainte-Thérèse, pour l'organisation de la garderie périscolaire ;

- **AUTORISE** M. le Maire à signer la convention avec l'A.P.E.L. Sainte-Thérèse.



## CONVENTION

### **PARTICIPATION COMMUNALE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA GARDERIE PÉRI-SCOLAIRE DE L'ÉCOLE PRIVÉE SAINTE THÉRÈSE**

#### **Préambule**

Les enfants de l'école privée Sainte-Thérèse bénéficient du système de garde mis en place par la direction de l'école, qui fonctionne les lundis, mardis, jeudis et vendredis pendant les périodes scolaires, de 7 heures 30 à 8 heures 30 et de 16 heures 30 à 19 heures.

La participation financière demandée aux familles s'établit comme suit :

1 € la demi-heure

1,80 € l'heure

1,90 €/jour X le nombre de jours du mois pour les enfants qui fréquentent régulièrement la garderie.

Chaque année, depuis 2006, la commune d'Auray verse à l'Association de Parents d'élèves de l'Enseignement Libre « école Sainte-Thérèse » une participation financière. La convention, qui lie la commune à l'école privée Sainte-Thérèse, est venue à expiration. Ce partenariat financier est prorogé.

---

Entre Monsieur Jean DUMOULIN, Maire d'Auray, agissant pour le compte de la commune, en vertu de la délibération du conseil municipal, du 13 décembre 2016

Et Monsieur Jean-Philippe FAGET, agissant en qualité de président de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre (A.P.E.L.) « école Sainte-Thérèse »,

#### **IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : la commune d'Auray apporte une contribution financière à l'A.P.E.L. de l'école Sainte Thérèse, pour les seuls enfants Alréens.

**ARTICLE 2** : la participation financière de la commune est fixée à 1 685,32 € pour l'année 2017.

ARTICLE 3 : le mandatement de la prise en charge communale sera effectué par mandat administratif émis au profit du président de l'A.P.E.L. et imputé à l'article 6574 de la fonction 421 du budget communal.

Le versement sera effectué après le vote du budget primitif des années sus-visées.

ARTICLE 4 : en complément du contrôle financier de la trésorerie principale d'Auray, l'A.P.E.L. s'engage à fournir à l'administration municipale toutes justifications de l'utilisation des sommes perçues et, notamment, le bilan financier de la garderie et le nombre d'heures de fréquentation des enfants d'Auray.

ARTICLE 5 : La présente convention prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour se terminer le 31 décembre 2017.

Elle sera annulée de plein droit en cas de non affectation de la contribution financière de la commune à l'organisation de la garderie scolaire.

Établi en double exemplaire, à Auray, le 16 décembre 2016

Le Président de l'association de parents d'élèves  
de l'école Sainte-Thérèse,

Le Maire,

M. Jean-Philippe FAGET

M. Jean DUMOULIN

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016  
Compte-rendu affiché le 20/12/2016  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016



## 2/ ALSH été Arlequin, Ker Yvonnick et Mini-Camp

| 2015 | Coût du service | Nombre de demi-journées | Coût par enfant (à la demi-journée) | Montant total versé par les familles | Montant participations (CAF etc) | Montant à la charge du contribuable | Coût net contribuable toutes recettes déduites |
|------|-----------------|-------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------------|
|      | 121 888,76 €    | 6285                    | 19,39€                              | 31000 €                              | 18384,48 €                       | 72504,28 €                          | 11,53€                                         |

## 3/ Tickets-sports

| 2015 | Coût du service | Nombre de demi-journées | Coût par enfant (à la demi-journée) | Montant total versé par les familles | Montant participations (CAF etc) | Montant à la charge du contribuable | Coût net contribuable toutes recettes déduites |
|------|-----------------|-------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------------|
|      | 78264,02€       | 1195                    | 65,49€                              | 9669,82€                             | 4373,96€                         | 64220,24€                           | 53,74€                                         |

## III/ Proposition de tarifs

1/ ALSH petites vacances et grandes vacances en juillet, derniers jours d'août à Arlequin et nouveau « club 8-12 ans » toutes vacances

L'année 2017 étant une année d'expérimentation sur le nouveau dispositif de "club 8-12 ans", il est proposé que les tarifs appliqués aux enfants participant au nouveau club soient ceux de l'ALSH petites vacances, qui n'incluent pas de frais de transport. Les enfants de moins de 8 ans qui iraient à Ker Yvonnick au mois de juillet seraient également bénéficiaires du tarif ALSH sans transport et non du tarif induisant le transport, pendant cette phase d'expérimentation.

La journée se décomposerait donc en prestations garderie / ALSH / restauration telles que définies par le Conseil municipal dans sa séance du 29 mars 2016, avec application d'un taux d'effort sur les quotients CAF des familles alréennes, entre un minimum et maximum. La distinction entre non-Alréens disparaît.

Les activités issues des tickets sports intégrées à l'Alsh Arlequin ont dorénavant la même base tarifaire que l'ALSH Arlequin, et peuvent être au choix combinées avec de la restauration et de la garderie ou non. Un tarif basé sur le QF CAF est proposé pour les nuitées.



| Tarifs alsh Arlequin juillet 2016                             | ALSH 1/2 journée | ALSH 1/2 journée avec repas | Tarifs tickets-sports 2016                               | ALSH 1/2 journée | ALSH journée      | ALSH journée avec repas |
|---------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|-------------------------|
| Tarif mini Alréen (en fonction du quotient familial "Mairie") | 2,37 €           | 3,66 €                      | Tarif mini Alréen (en fonction du quotient familial CAF) | 2,85 €           | 10,87 €           | 10,87 €                 |
| Tarif maxi Alréen (en fonction du quotient familial "Mairie") | 5,97 €           | 10,56 €                     | Tarif maxi Alréen (en fonction du quotient familial CAF) | 6,61 €           | 13,11 €           | 13,11 €                 |
| Taux d'effort                                                 | Non mis en place | Non mis en place            | Taux d'effort                                            | Non mis en place | Non mis en place  | Non mis en place        |
| Tarif non alréen                                              | 6,23 €           | 11,04 €                     | Tarif non alréen                                         | 4,47 € - 7,82 €  | 14,23 € - 14,63 € | 14,23 € - 14,63 €       |



| Propositions<br>Tarifs 2017                                          | ALSH<br>1/2<br>journée | ALSH<br>journée sans<br>repas | Restauration et<br>pause<br>méridienne | Garderie (à<br>la demi-<br>heure) | Nuitée |
|----------------------------------------------------------------------|------------------------|-------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------|--------|
| Tarif mini<br>Alréen<br>(en fonction du<br>quotient familial<br>CAF) | 2,37 €                 | 4,74 €                        | 0,81 €                                 | 0,41 €                            | 2,81 € |
| Tarif maxi<br>Alréen en<br>fonction du<br>quotient familial<br>CAF)  | 5,97 €                 | 11,94 €                       | 4,04 €                                 | 1,12 €                            | 7,10 € |
| Taux d'effort<br>appliqué au QF<br>CAF                               | 0,0053                 | 0,0053                        | 0,0049                                 | 0,0013                            | 0,0070 |
| Tarif non alréen                                                     | 6,23 €                 | 12,46 €                       | 4,31 €                                 | 1,47 €                            | 7,41 € |

2/ ALSH grandes vacances Ker Yvonnick au mois d'août, sans le nouveau « dub 8-12 ans »

La journée se décompose en prestations garderie / journée d'alsh avec repas et transport puisque les enfants doivent partir et revenir avec les animateurs, et déjeuner sur place, avec application d'un taux d'effort sur les quotients CAF des familles alréennes, entre un minimum et maximum. Un tarif basé sur le QF CAF est proposé pour les nuitées.

| Tarifs Ker<br>Yvonnick 2016                                            | Alsh<br>journée     | Proposition tarifs<br>2017                                        | Alsh avec<br>transport et<br>repas<br>(journée) | Garderie (à<br>la demi-<br>heure) | Nuitée |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------|--------|
| Tarif mini Alréen<br>(en fonction du<br>quotient familial<br>"Mairie") | 10,25 €             | Tarif mini Alréen<br>(en fonction du<br>quotient familial<br>CAF) | 10,25 €                                         | 0,41 €                            | 2,81 € |
| Tarif maxi Alréen<br>(en fonction du<br>quotient familial<br>"Mairie") | 17,73 €             | Tarif maxi Alréen<br>(en fonction du<br>quotient familial<br>CAF) | 17,73 €                                         | 1,12 €                            | 7,10 € |
| Taux d'effort                                                          | Non mis<br>en place | Taux d'effort<br>appliqué au QF<br>CAF                            | 0,017                                           | 0,0013                            | 0,0070 |
| Tarif non alréen                                                       | 21,17 €             | Tarif non alréen                                                  | 21,17 €                                         | 1,47 €                            | 7,41 € |

### 3/ Mini-camps

Les anciens tarifs résultaient de l'application du tarif Alsh Ker Yvonnick auquel était ajouté un tarif nuitée identique pour tous. Les tarifs de l'Enfance Education suivaient donc une logique différente de celle des mini-camps de la Jeunesse alors qu'ils répondent à la même législation et au même taux d'encadrement. Les tarifs minimum et maximum des mini-camps ne deviennent cependant pas les mêmes que ceux de la Jeunesse qui sont plus élevés, mais un forfait est créé et entre les minimum et maximum le quotient CAF des familles alréennes est multiplié par un taux d'effort. Il convient d'ajouter le tarif de garderie qui doit être appliqué en cas d'utilisation le matin du départ ou le soir de l'arrivée. Il conviendra de tendre à une harmonisation entre l'Enfance et la Jeunesse dans les années à venir.

| Tarifs mini-camps 2016                                           | journée          | nuitée           |
|------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| Tarif mini Alréen<br>(en fonction du quotient familial "Mairie") | 10,25 €          | 7,10 €           |
| Tarif maxi Alréen<br>(en fonction du quotient familial "Mairie") | 17,73 €          | 7,10 €           |
| Taux d'effort                                                    | Non mis en place | Non mis en place |
| Tarif non alréen                                                 | 21,17 €          | 7,10 €           |

| Proposition 2017                       | Mini-camp 4 jours<br>3 nuits                           | Mini-camp 5 jours<br>4 nuits                           | Garderie (à la<br>demi-heure) |
|----------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Tarif mini                             | 62,3 € (4 jours à<br>10,25 € et 3 nuits<br>à 7,10 €)   | 79,65 € (5 jours à<br>10,25 € et 4 nuits<br>à 7,10 €)  | 0,41 €                        |
| Tarif maxi                             | 92,22 € (4 jours à<br>17,73 € et 3 nuits<br>à 7,10 €)  | 117,05 € (5 jours à<br>17,73 € et 4 nuits<br>à 7,10 €) | 1,12 €                        |
| Taux d'effort<br>appliqué au QF<br>CAF | 0,12                                                   | 0,12                                                   | 0,0013                        |
| Non alréen                             | 105,98 € (4 jours<br>à 21,17 € et 3<br>nuits à 7,10 €) | 134,25 € (5 jours<br>à 21,17 € et 4<br>nuits à 7,10 €) | 1,47 €                        |

Areçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 25 voix pour),

8 abstention(s) :

M. ROUSSEL, Mme HULAUD, Mme POMMEREUIL, M. LE SAUCE, Mme MARTINEAU, M. GRENET, M. GRUSON, Mme HERVIO

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** le nouveau mode de calcul des tarifs des activités des vacances incluant la fusion des tickets sports avec l'Alsh Arlequin et Ker Yvonnick

- **APPROUVE** les taux d'efforts pour les activités correspondantes :

- 0,0053 pour l'ALSH petites vacances et grandes vacances en juillet, derniers jours d'août à Arlequin et le nouveau « club 8-12 ans » toutes vacances
- 0,017 pour l'ALSH grandes vacances Ker Yvonnick au mois d'août
- 0,007 pour les nuitées
- 0,12 pour les mini-camps

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016

Compte-rendu affiché le 20/12/2016

Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016

#### **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE** : au point 3, la phrase est mal tournée. La distinction entre non-alréens disparaît.

**Mme NAEL** : nous expliquons plus haut que cette notion disparaît. En effet il y a deux tarifs pour les non alréens, ceux pour lesquels nous avons signé un accord de réciprocité avec leur commune et ceux pour lesquels nous n'avons pas signé d'accord de réciprocité. Nous avons donc bien deux tarifs pour le périscolaire. Nous avons estimé que pour les activités extra scolaires cette distinction n'avait pas lieu d'être et nous avons prévu qu'un seul tarif non alréen.

## **24- DAC - SERVICE JEUNESSE - GRILLE TARIFAIRE DU SERVICE JEUNESSE DU 01 JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017**

Mme Mireille JOLY, Conseillère municipale, expose à l'assemblée :

Afin de pratiquer des tarifs plus cohérents entre le Service Jeunesse et la Direction Enfance Education au vu des activités menées, de la continuité de l'offre proposée aux enfants de différents âges, de la réglementation, une étude a été menée.

La nécessité de déterminer des tarifs à partir du quotient familial CAF des familles, avec l'application d'un taux d'effort a été au cœur de cette étude.

Les tarifs de certaines activités proposées par la Direction de l'Enfance et de l'Education (la restauration scolaire, la garderie, l'accompagnement scolaire et l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) des mercredis et petites vacances ) avaient déjà fait l'objet d'une refonte approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 29 mars 2016.

Les autres tarifs de la Direction de l'Enfance et de l'Education et les tarifs du Service Jeunesse ont été prorogés jusqu'au 31 décembre 2016 dans l'attente des conclusions du groupe de travail.

Concernant le Service Jeunesse, les propositions d'évolution des tarifs pour 2017 sont les suivantes :

### 1/ ALSH petites et grandes vacances

Le Service Jeunesse ne propose pas de service garderie ni de service de restauration. Toutefois, dans le cadre d'ateliers cuisine, les jeunes sont amenés à préparer leurs repas et à le prendre sur place.

La journée se décompose en prestations ALSH à la demi - journée, journée sans ou avec repas préparés par les jeunes. Comme pour les tarifs de la Direction Education Enfance, le tarif est calculé avec application d'un taux d'effort sur les quotients CAF des familles alréennes, à produit constant pour la collectivité entre un minimum et un maximum :

| Tarifs 2016                                        | ALSH<br>1/2 journée | ALSH<br>journée   | ALSH<br>journée<br>avec repas |
|----------------------------------------------------|---------------------|-------------------|-------------------------------|
| Tarif mini Alréen<br>(QF CAF < 560)                | 2,85 €              | 10,87 €           | 10,87 €                       |
| Tarif intermédiaire Alréen<br>(560 < QF CAF > 964) | 5,59 €              | 10,97 €           | 10,97 €                       |
| Tarif maxi Alréen<br>(QF CAF > 964)                | 6,61 €              | 13,11 €           | 13,11 €                       |
| Taux d'effort                                      | /                   | /                 | /                             |
| Tarif non alréen                                   | 4,47 € - 7,82 €     | 14,23 € - 14,63 € | 14,23 € - 14,63 €             |

| Propositions<br>Tarifs 2017                         | ALSH<br>1/2 journée | Restauration |
|-----------------------------------------------------|---------------------|--------------|
| Tarif mini Alréen                                   | 2,37 €              | 0,81 €       |
| Tarif maxi Alréen                                   | 5,97 €              | 4,04 €       |
| Taux d'effort<br>appliqué sur les<br>tarifs alréens | 0,0053              | 0,0049       |
| Tarif non alréen                                    | 6,23 €              | 4,31 €       |

Pour des activités à coût de revient net pour le contribuable important (plus de 40 €), un complément de 2€ la demi-journée pourra être demandé aux familles.

## 2/ Carte jeunes

Proposition : Maintien d'un tarif

Ce tarif mis en place en suivant les recommandations de la CAF pour pouvoir bénéficier de la prestation de service pour l'accueil jeunes et activités sportives gratuites free play et chantiers loisirs (0,51 € de l'heure par enfant), donne droit pour les alréens à :

- Deux activités avec prestation dont le coût réel serait inférieur à 20 € ;
- Spectacle au Centre Culturel Athéna au tarif unique de 5 € et la gratuité pour le 5<sup>ème</sup> spectacle choisi sur la même saison culturelle ;
- Un trajet découverte aller/retour avec le bus de ville « Auray Bus » (pour les non alréens également).
- Toutes les activités sportives gratuites free play (pour les non alréens également).

|                                                             | Propositions 2017<br>(en fonction du<br>quotient CAF) | Tarifs 2016           |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------|
| Tarif mini Alréen<br>(en fonction du quotient familial CAF) | 5 €<br>(QF CAF ≤ 588)                                 | 5 €<br>(QF CAF < 560) |
| Tarif maxi Alréen<br>(en fonction du quotient familial CAF) | 7 €<br>(QF CAF ≥ 823)                                 | 7 €<br>(QF CAF > 924) |
| Taux d'effort appliqué sur les tarifs alréens               | 0,0085                                                | /                     |
| Tarif non alréen                                            | 9 €                                                   | 8 € - 9 €             |

## 3/ Séjours activités accessoires à un ALSH

Cela concerne les séjours avec hébergement de moins de 7 jours, appelés « mini-camps »

|                                                                               | Propositions 2017              |                                 |                                 |                                 |                                 | Tarifs 2016               |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------|
|                                                                               | Mini-camp<br>2 jours<br>1 nuit | Mini-camp<br>3 jours<br>2 nuits | Mini-camp<br>4 jours<br>3 nuits | Mini-camp<br>5 jours<br>4 nuits | Mini-camp<br>6 jours<br>5 nuits | Tarif<br>journalier       |
| Tarif mini<br>Alréen<br>(en<br>fonction<br>du<br>quotient<br>familial<br>CAF) | 45,72 €<br>(QF CAF<br>≤ 653)   | 68,58 €<br>(QF CAF<br>≤ 653)    | 91,44 €<br>(QF CAF<br>≤ 653)    | 114,30 €<br>(QF CAF<br>≤ 653)   | 137,16 €<br>(QF CAF ≤<br>653)   | 22,86 €<br>(QF CAF < 560) |
| Tarif maxi<br>Alréen(e<br>n<br>fonction<br>du<br>quotient<br>familial<br>CAF) | 71,54 €<br>(QF CAF<br>≥ 1022)  | 107,31 €<br>(QF CAF<br>≥ 1022)  | 143,08 €<br>(QF CAF<br>≥ 1022)  | 178,85 €<br>(QF CAF<br>≥ 1022)  | 214,62 €<br>(QF CAF<br>≥ 1022)  | 35,77 €<br>(QF CAF > 964) |
| Taux<br>d'effort<br>appliqué<br>sur les<br>tarifs<br>alréens                  | 0,07                           | 0,105                           | 0,14                            | 0,175                           | 0,21                            | /                         |
|                                                                               | 0,035                          |                                 |                                 |                                 |                                 |                           |
| Tarif non<br>alréen                                                           | 79,68 €                        | 119,52 €                        | 159,36 €                        | 199,20 €                        | 239,04 €                        | 39,84 €                   |

#### 4/ Séjours de 7 jours et plus

Il est proposé que les tarifs des séjours de 7 jours et plus soient définis au cas par cas en fonction des projets validés, fixés sur le coût net journée contribuable en fonction d'un pourcentage de participation des contribuables à déterminer et de l'application d'un taux d'effort sur les tarifs alréens.

#### 5/ Modalités d'inscription

Il sera demandé aux familles un justificatif de domicile pour ceux qui ne fourniront pas l'attestation CAF afin de pouvoir bénéficier des tarifs alréens et des périodes d'inscriptions réservées aux alréens.

## 6/ Locaux Musique

|          | Tarif horaire 2017 | Tarif horaire 2016 |
|----------|--------------------|--------------------|
| Studio A | 2,70 €             | 2,67 €             |
| Studio B | 2,30 €             | 2,21 €             |

Vu l'avis favorable de la Commission Culture, Jeunesse, Patrimoine du 23 novembre 2016,

Vu l'avis favorable de la Municipalité du 29 novembre 2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 25 voix pour),

8 abstention(s) :

M. ROUSSEL, Mme HULAUD, Mme POMMEREUIL, M. LE SAUCE, Mme MARTINEAU, M. GRENET, M. GRUSON, Mme HERVIO

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** la nouvelle grille tarifaire 2017 du Service Jeunesse.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|



**25- DAC - RESTAURATION DE L'EMPRISE PAVEE DU PONT DE SAINT-GOUSTAN. APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA FONDATION DU PATRIMOINE, L'ASSOCIATION MOD KOZH ET LA VILLE POUR L'ORGANISATION D'UNE SOUSCRIPTION PUBLIQUE A DESTINATION DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES**

M. Patrick GOUEGOUX, Conseiller municipal, expose à l'assemblée :

Le pont de Saint-Goustan est le point d'entrée sur la place Saint-Sauveur et le quai Franklin qui viennent d'être restaurés. Il conserve ses anciens pavés dont la dernière restauration remonte à 1982. Le disjointoiement et l'orniérage du revêtement rendent le cheminement inconfortable et impraticable pour les personnes à mobilité réduite.

Une étude préalable à la restauration de l'emprise pavée du pont a été demandée à Dominique Lizerand , architecte du patrimoine. Le coût des travaux est estimé à 80 120,30 € HT, soit 89 120,30 €HT études comprises.

Présenté dans le cadre de l'appel à projets "Héritages littoraux" du Conseil Régional, ce dossier a été retenu et une aide de 30 000 € a été accordée.

Le Conseil Départemental ne s'est pas encore prononcé sur ce projet de même que l'Etat via la DRAC.

Pour réduire la part communale, une souscription publique pourrait être mise en oeuvre par la Fondation du patrimoine. Elle viserait à encourager le mécénat populaire et le mécénat d'entreprise. L'association Mod Kozh souhaite s'investir dans la gestion de cette souscription.

Un dossier préalable au lancement d'une campagne de mécénat populaire a été déposé auprès de la Fondation du Patrimoine.

Après validation, une convention de partenariat tripartite entre la Ville d'Auray, la Fondation du Patrimoine et l'Association Mod Kozh fixera les modalités de cette souscription publique (cf. projet en annexe).

Vu l'avis favorable de la commission «Culture, Jeunesse, Patrimoine » le 23 novembre 2016,

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **VALIDE** le principe d'une soucription publique pour le financement de la restauration de l'emprise pavée du pont de Saint-Goustan.

- **APPROUVE** le projet de convention.

- **AUTORISE** le Maire à le signer.

# FONDATION



# DU PATRIMOINE

## CONVENTION DE SOUSCRIPTION

ENTRE LES PARTIES SUIVANTES :

La Commune d'AURAY, sise 100 Place de la République, BP 10610, à AURAY (56400), représentée par son Maire, Monsieur Jean DUMOULIN, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 13/12/2016,

Ci-après dénommée le « MAITRE D'OUVRAGE » ;

L'association Mod Kozh, sise 30 rue du Lait, représentée par son Président, Monsieur Frédéric BARBARY, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée l' « ASSOCIATION » ;

ET

La Fondation du patrimoine, ayant son siège social au 23-25, rue Charles Fourier à Paris (75013) et représentée par son Délégué Départemental, Monsieur Yves PICAUD, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « FONDATION DU PATRIMOINE » ;

### PREAMBULE

Cette convention s'inscrit dans le cadre d'une campagne de souscription qui vise à encourager le mécénat populaire et le mécénat d'entreprise en faveur de la sauvegarde du patrimoine de proximité.

DANS CE CADRE, LES PARTIES ONT DECIDE D'ARRETER CE QUI SUIT :

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Les parties décident de lancer une campagne de mobilisation du mécénat populaire ayant pour objectif de recueillir des fonds dans le but de restaurer LE PONT DE SAINT-GOUSTAN, ci-après dénommé le « PROJET ». Le coût des travaux (restauration de la chaussée pavée) s'élève à 89 120,30 € hors taxes.

### ARTICLE 2 : AFFECTATION DES DONS

Tous les fonds recueillis par la souscription nets des frais de gestion mentionnés à l'article 4, sont affectés à l'objet prévu à l'article 1.

Si le PROJET n'est pas validé par la Direction Régionale des Affaires Culturelles et l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine, qu'il est abandonné ou qu'il n'est pas réalisé conformément au dossier présenté par le MAITRE D'OUVRAGE et tel que validé par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit. Les parties conviennent alors d'affecter, d'un commun accord, l'ensemble des dons à un autre projet de sauvegarde du patrimoine d'Auray. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois à compter de la résiliation, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de la nouvelle affectation des dons.

Dans le cas où la collecte serait inactive (absence d'entrée ou de sortie de fonds) pendant un délai consécutif de deux ans, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

#### ARTICLE 3 : ROLE DE L'ASSOCIATION

L'association se charge d'animer la souscription, de diffuser les bons de souscription et d'organiser régulièrement des manifestations autour du projet de restauration du pont dans le but d'attirer les donateurs potentiels. Des lettres d'appel au mécénat populaire et d'entreprise seront rédigées et diffusées par l'association.

#### ARTICLE 4 : MODALITES COMPTABLES

Les chèques, recueillis par le MAITRE D'OUVRAGE ou la FONDATION DU PATRIMOINE, sont libellés à l'ordre de « Fondation du patrimoine – PONT DE SAINT-GOUSTAN » et encaissés par la FONDATION DU PATRIMOINE.

Les donateurs peuvent choisir d'effectuer leur don en ligne sur le site internet de la FONDATION DU PATRIMOINE.

La FONDATION DU PATRIMOINE ne peut en aucun cas émettre un reçu fiscal pour un don encaissé par un tiers, même si celui-ci est reversé ensuite à la FONDATION DU PATRIMOINE.

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à reverser au MAITRE D'OUVRAGE les sommes ainsi recueillies, nettes des frais de gestion, en fin de travaux, et sur présentation :

- des factures acquittées relatives aux devis présentés initialement. Ces factures doivent être adressées à la FONDATION DU PATRIMOINE dans un délai maximal de six mois suivant la réception des travaux et doivent être certifiées conformes par le Trésor public.
- du plan de financement définitif de l'opération,
- et d'un jeu de photographies numériques de qualité du bien restauré.

La FONDATION DU PATRIMOINE reverse ces fonds par virement bancaire sur le compte du MAITRE D'OUVRAGE dont les références sont les suivantes :

IBAN : FR28 3000 1004 88E5 6600 0000 085

Dans le cas où la collecte dépasse la part de financement restant à la charge du MAITRE D'OUVRAGE en fin de travaux, les parties conviennent d'affecter d'un commun accord l'excédent collecté à un autre projet de sauvegarde du patrimoine d'Auray. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de l'affectation des dons restants.

Les frais de gestion sont évalués forfaitairement à 6% du montant des dons reçus

#### ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention de souscription est conclue pour une durée maximale de 5 ans à compter de sa signature. À défaut de renouvellement, la résiliation s'effectue selon les modalités prévues à l'article 13.

En toute hypothèse, la présente convention prend fin avant même l'échéance de ce délai de 5 ans, dès lors que les travaux soutenus par la FONDATION DU PATRIMOINE et objets des présentes, sont réalisés.

Au contraire, si le projet n'est pas entièrement réalisé à l'approche du terme des cinq ans, les parties peuvent convenir de signer un avenant prévoyant la prolongation de la présente convention.

#### ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention sont déterminées conjointement par la FONDATION DU PATRIMOINE et le MAITRE D'OUVRAGE.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. À cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus doit être précédée de l'obtention d'un « bon pour accord ».

#### ARTICLE 7 : RELATIONS AVEC LES DONATEURS

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à remercier les donateurs par courrier individuel et à leur adresser un reçu fiscal.

La FONDATION DU PATRIMOINE transmet au MAITRE D'OUVRAGE un code d'accès à sa plateforme de gestion des dons lui permettant d'accéder aux coordonnées des donateurs précisant le montant de leur don, exception faite pour les donateurs ayant manifesté leur volonté expresse de conserver l'anonymat. L'utilisation de cette liste par le MAITRE D'OUVRAGE se limite exclusivement à l'envoi d'informations relatives à la réalisation de l'opération objet de la présente et de remerciements aux donateurs.

Dans le cas où le MAITRE D'OUVRAGE envisage de faire apparaître le nom des donateurs en guise de remerciements, sur l'édifice restauré ou à tout autre endroit, ou sur tout support rendu public, il lui appartient d'obtenir préalablement l'accord écrit de chacun des donateurs.

La FONDATION DU PATRIMOINE rappelle au MAITRE D'OUVRAGE que n'ouvrent droit à réduction d'impôt que les versements effectués sans contrepartie directe ou indirecte pour les donateurs. Ainsi, le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à ne remettre aucune contrepartie aux donateurs, ou bien seulement une contrepartie symbolique ou de faible valeur. Cette tolérance des contreparties de faible valeur est subordonnée à la condition que la valeur des biens remis à chaque donateur, au cours d'une même année civile, n'excède pas 25% du montant du don, et, pour les particuliers, 65€.

#### ARTICLE 8 : REALISATION DU PROJET

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à informer chaque semestre la FONDATION DU PATRIMOINE de l'état d'avancement du PROJET.

Le MAITRE D'OUVRAGE doit apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution dans les deux ans qui suivront la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai doit faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la FONDATION DU PATRIMOINE. À défaut de demande écrite et motivée du MAITRE D'OUVRAGE dans le mois qui suit un courrier de la FONDATION DU PATRIMOINE, ou si la FONDATION DU PATRIMOINE rejette la demande qui lui est présentée, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

Une plaque doit être apposée sur l'édifice restauré afin de porter à la connaissance du public que les travaux de restauration et de valorisation de l'édifice sont réalisés avec le soutien de la FONDATION DU PATRIMOINE.

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du MAITRE D'OUVRAGE et d'une approbation préalable de la FONDATION DU PATRIMOINE. Si les modifications envisagées sont validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le MAITRE D'OUVRAGE ne sont pas validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

#### ARTICLE 9 : CLAUSE D'EXCLUSIVITE

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à ne pas mettre en place une campagne de dons en ligne avec un autre partenaire en faveur du projet qui fait l'objet de cette convention, et ce pendant toute la durée de la souscription menée sous l'égide de la FONDATION DU PATRIMOINE. En cas de non-respect de cette clause, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

Cette clause d'exclusivité ne s'applique pas aux plateformes participatives qui auraient conclu un partenariat national avec la FONDATION DU PATRIMOINE.

#### ARTICLE 10 : CESSION DES DROITS D'AUTEUR SUR LES PHOTOGRAPHIES DU MAITRE D'OUVRAGE

Le MAITRE D'OUVRAGE cède à la FONDATION DU PATRIMOINE, gracieusement et irrévocablement, ses droits patrimoniaux d'auteur, sur toutes les photographies relatives au projet soutenu, pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, et ce, sans limitation du nombre d'exemplaires, de tirages, de diffusion, de rediffusion ou d'utilisation.

Cette cession est réalisée dans le cadre exclusif des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine réalisées par les parties à la présente convention. Cette cession inclut notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de représentation, d'adaptation et de transformation des photographies du projet soutenu par la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu, le cas échéant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la FONDATION DU PATRIMOINE.

#### ARTICLE 11 : RESPONSABILITE

La responsabilité de la FONDATION DU PATRIMOINE ne pourra être engagée pour tout accident, sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre des opérations qui font l'objet de la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs à l'opération.

#### ARTICLE 12 : MODIFICATION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des trois parties.

#### ARTICLE 13 : RESILIATION

En cas d'inexécution, par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations ou clauses prévues à la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

Les fonds collectés sont alors reversés au MAITRE D'OUVRAGE sur présentation des factures déjà acquittées et relatives aux devis validés par la FONDATION DU PATRIMOINE. Si aucune facture n'a encore été acquittée au moment de la résiliation, ou en cas de reliquat, les fonds sont reversés d'un commun accord entre les parties à un autre projet de sauvegarde du patrimoine d'Auray. À défaut d'accord entre les parties dans un délai de six mois à compter de la résiliation, il revient à la FONDATION DU PATRIMOINE de décider unilatéralement de la nouvelle affectation des dons.

ARTICLE 14 : LITIGES ET LEURS REGLEMENTS

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai de trois mois fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

Fait en trois exemplaires à Auray, le .....

Pour la Fondation du patrimoine

Le Délégué départemental

M. Yves PICAUD

Pour la Fondation du patrimoine

Le Délégué de Pays

M. Dominique DE PONSAY

Pour le Maître d'Ouvrage

Le Maire d'Auray

M. Jean DUMOULIN

Pour l'association

Le Président

M. Frédéric BARBARY

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **26- DAC - FONDATION DU PATRIMOINE - APPROBATION D'UN AVENANT N°5 PROROGEANT LA CONVENTION DE PARTENARIAT D'UN AN**

M. Patrick GOUEGOUX, Conseiller municipal, expose à l'assemblée :

Le 1<sup>er</sup> juin 2012, une convention de partenariat a été signée avec la Fondation du Patrimoine et conclue jusqu'au 31 décembre 2012 ayant pour but d'encourager les propriétaires privés (dont la propriété est située dans la Z.P.P.A.U.P. - Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager) à conserver l'architecture traditionnelle et typique d'Auray et de les aider par des mesures fiscales à restaurer leur habitation.

La convention a été prorogée depuis 2013 par avenants annuels successifs, dont le dernier arrivera à son terme au 31 décembre 2016.

Depuis l'origine de ce partenariat, 3 labels ont été attribués pour lesquels la Ville d'Auray, par le biais de la Fondation du Patrimoine, a apporté une aide d'un montant total de 1 383€ correspondant à la prise en charge de 1 % du montant total des travaux labellisés.

Au cours de l'année 2016, le service Archives – Patrimoine - Documentation a remis un dossier à compléter à des propriétaires souhaitant bénéficier de ce label. Aucune n'a été donnée à ce jour.

Par conséquent, il reste un reliquat de 617€ à l'enveloppe de 2 000€ versée initialement à la Fondation du Patrimoine.

Si ce reliquat s'avérait insuffisant, en 2017, la Ville d'Auray ne verserait qu'une somme maximale de 2 000€.

Afin de poursuivre le partenariat avec la Fondation du Patrimoine, un avenant est nécessaire afin de proroger la convention d'une durée d'un an et de fixer ainsi la nouvelle échéance au 31 décembre 2017.

Vu l'avis favorable de la commission « Culture, Jeunesse, Patrimoine » le 23 novembre 2016,

A reçu un avis favorable en Municipalité du 29/11/2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** l'avenant de prorogation n°5 à la convention avec la Fondation du Patrimoine.
- **AUTORISE** le Maire à le signer.



FONDATION



DU  
PATRIMOINE

Délégation régionale de **BRETAGNE**

## AVENANT N°5

Aux termes d'un acte signé en date du 01/06/2012 à Auray, puis par avenant du 07/01/2013 et du 17/12/2013, ont été fixés les termes d'une convention ayant pour objet de définir le rôle de chacun des partenaires dans la restauration et la mise en valeur du patrimoine de proximité ni inscrit, ni classé au titre des Monuments Historiques, situé sur le territoire de la Ville d'Auray, étant donné que Fondation du patrimoine Bretagne assurera la coordination et l'instruction des dossiers.

D'un commun accord entre les parties, il est convenu que l'article n°6 est annulé et remplacé ainsi qu'il suit par les présentes :

### **Article 6 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2017.

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec un préavis minimal de trois mois.

Il est expressément convenu que les autres termes de la convention signée le 01/06/2012 sont maintenus.

Fait en trois exemplaires  
à : AURAY Le : 14/12/2016

Le délégué régional de la Fondation  
du Patrimoine Bretagne

Monsieur Jean-Pierre GHUYSEN

Le Maire de la Ville d'Auray

Monsieur Jean DUMOULIN

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016  
Compte-rendu affiché le 20/12/2016  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016

**27- DAC - DEMANDE DE MISE A DISPOSITION GRATUITE DE L'ESPACE ATHENA  
AU PROFIT DE L'U.S.E.P. POUR L'ORGANISATION DE BALS BRETONS LES 9 ET  
10 MARS 2017**

M. Gérard GUILLOU, 1er Adjoint, expose à l'assemblée :

Dans le cadre de l'organisation de la 19<sup>ème</sup> saison des bals bretons, l'Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré (U.S.E.P.) sollicite la mise à disposition gratuite de la salle de spectacles et de la cafétéria de l'Espace Athéna pour l'organisation de bals bretons à destination des écoles publiques du secteur d'Auray :

- le jeudi 09 mars 2017 de 8h à 12h et de 13h à 16h.
- le vendredi 10 mars 2017 de de 8h à 12h et de 13h à 16h.

En 2016, près 600 élèves des écoles publiques du secteur d'Auray avaient participé à cette manifestation.

Au vu des besoins exprimés, le montant de la location serait de 2.234,23€ TTC pour la préparation, le déroulement, le rangement de cette manifestation et l'assistance technique.

Vu l'avis favorable de la Commission « Culture, Jeunesse, Patrimoine » le 23 novembre 2016,

Vu l'avis favorable de la Municipalité le 29 novembre 2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **SE PRONONCE FAVORABLEMENT** sur la demande de mise à disposition gratuite de la salle de spectacles de l'Espace Athéna au profit de l'Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré (U.S.E.P.) les jeudi 09 et vendredi 10 mars 2017.

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**28- DAC - DEMANDE DE MISE A DISPOSITION GRATUITE DE L'ESPACE ATHENA  
AU PROFIT DE L'ASSOCIATION REPERCUSSION POUR SES 20 ANS LES 12 ET  
13 MAI 2017**

M. Gérard GUILLOU, 1er Adjoint, expose à l'assemblée :

A l'occasion de ses 20 ans, l'Association alréenne « Répercussion » sollicite la mise à disposition gratuite de la salle de spectacles et de la cafétéria / cuisine de l'Espace Athéna pour l'organisation d'un concert de 5 batucadas venant du Grand Ouest :

- le vendredi 12 mai 2017 de 13h à 21h (préparation et répétitions),
- le samedi 13 mai 2017 de 13h à 01h.

Un droit d'entrée serait pratiqué de 6 € en pré-vente et 8 € sur place.

Au vu des besoins exprimés, le montant de la location serait de 3.547,64€ TTC pour la préparation, le déroulement, le rangement de cette manifestation et l'assistance technique.

Ayant son siège social à Auray, l'Association « Répercussion » bénéficie d'une remise de 50 % pour une manifestation par an. Le montant restant à la charge de l'association s'élèverait à 1.773,73€.

Vu l'avis favorable de la Commission « Culture, Jeunesse, Patrimoine » le 23 novembre 2016,

Vu l'avis favorable de la Municipalité le 29 novembre 2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **SE PRONONCE FAVORABLEMENT** sur la demande de mise à disposition gratuite de la salle de spectacles de l'Espace Athéna au profit de l'Association « Répercussion » pour célébrer ses 20 ans les vendredi 12 et samedi 13 mai 2017.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016  
Compte-rendu affiché le 20/12/2016  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016

**29- DAC - DEMANDE DE MISE A DISPOSITION GRATUITE DE L'ESPACE ATHENA  
AU PROFIT DE L'INSPECTION ACADEMIQUE POUR L'ORGANISATION D'UN  
RASSEMBLEMENT DES CHORALES DES COLLEGES PUBLICS DU MORBIHAN  
LE JEUDI 18 MAI 2017**

M. Gérard GUILLOU, 1er Adjoint, expose à l'assemblée :

La Direction des services départementaux de l'Education Nationale et le Conseil Départemental du Morbihan organisent depuis de nombreuses années le "Printemps des Arts et de la Culture" auquel participent des écoles, collèges et lycées du département.

Dans le cadre de l'édition 2017 et comme les années passées, l'Inspection Académique du Morbihan sollicite la mise à disposition gratuite de la salle de spectacles de l'Espace Athéna pour l'organisation d'une rencontre des chorales des collèges publics du département, le jeudi 18 mai 2017 de 9h à 12h et de 13h à 22h30 afin de soutenir leur action éducative et culturelle.

250 collégiens participeront à cette rencontre dont des élèves du Collège le Verger d'Auray.

Au vu des besoins exprimés, le montant de la location serait de 1.998,24€ TTC pour la préparation, le déroulement et le rangement de cette manifestation, incluant l'assistance technique, la mise à disposition d'un vidéoprojecteur et un forfait ménage.

Vu l'avis favorable de la Commission « Culture, Jeunesse, Patrimoine » le 23 novembre 2016,

Vu l'avis favorable de la Municipalité le 29 novembre 2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **SE PRONONCE FAVORABLEMENT** sur la demande de mise à disposition gratuite de la salle de spectacles de l'Espace Athéna au profit de l'Inspection Académique pour l'organisation d'un rassemblement des chorales des collèges publics du Morbihan le jeudi 18 mai 2017.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016  
Compte-rendu affiché le 20/12/2016  
Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016

### **30- DAC - SEMAINE DU GOLFE 2017 - APPROBATION D'UNE GRILLE TARIFAIRE POUR LA VENTE D'ENCARTS PUBLICITAIRES**

M. Patrick GOUEGOUX, Conseiller municipal, expose à l'assemblée :

Depuis 2001, tous les 2 ans, la Ville d'Auray accueille et organise la Semaine du Golfe pilotée par l'association départementale éponyme dont l'objectif est de réaliser un rassemblement maritime populaire, culturel et touristique d'accès gratuit.

La 9<sup>ème</sup> édition se déroulera du lundi 22 au dimanche 28 mai 2017 dans 17 communes et plus précisément à Auray du mercredi 24 au samedi 27 mai matin 2017.

Pendant ces quatre jours, la Ville accueillera 6 flottilles de bateaux :

> Mercredi 24 mai 2017 :

Flottille n°7 : petite plaisance classique de moins de 8 mètres (régates).

Flottille n°7bis : petite plaisance classique de moins de 8 mètres (balades).

Flottille spéciale : hommage à la SNSM : canots de sauvetage; anciens canots désarmés puis réhabilités au titre du patrimoine tels Papa Poydenot, Patron François Morin, Patron Emile Daniel, Patron François Hervis, Aimée Hilda, capitaine de frégate Le Verger; et les "rescues boats" historiques britanniques et européens.

> Jeudi 25 mai 2017 :

Flottille n°6 : voiliers de travail.

> Vendredi 26 mai 2017 :

Flottille n°3 : petite plaisance traditionnelle

Flottille n°8 : motonautisme.

> Samedi 27 mai 2017 :

Départ de la Flottille n°3 à 10h

La Ville d'Auray s'engage à accueillir, dans les meilleures conditions, le public, les bateaux et les équipages inscrits notamment par la programmation musicale et culturelle en lien avec ses partenaires (associations locales...).

Afin de financer et d'élaborer une programmation culturelle de qualité, il est proposé de vendre des encarts publicitaires à des partenaires privés sur les différents supports de communication élaborés par la Ville d'Auray dont les tarifs et les caractéristiques sont précisés ci-dessous. La programmation définitive sera établie au vu des ressources financières cumulées entre le budget municipal alloué pour 2017 et les recettes générées par la vente des encarts publicitaires.

| <b>SUPPORT</b> | <b>TAILLE DE L'ENCART</b> | <b>TARIF UNITAIRE HT</b> | <b>TVA</b> | <b>TARIF UNITAIRE TTC</b> |
|----------------|---------------------------|--------------------------|------------|---------------------------|
|----------------|---------------------------|--------------------------|------------|---------------------------|

|                                                                                                       |                 |         |      |          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|---------|------|----------|
| Plaquette<br>quadrichromie, format<br>A5 (21cm x 15,15 cm),<br>8 pages, éditée à<br>6.000 exemplaires | 7,20 cm x 3 cm  | 200€ HT | 20 % | 240€ TTC |
| Calicot                                                                                               | 1,50 m x 0,60 m | 400€ HT | 20 % | 480€ TTC |
| Plaquette + calicot                                                                                   |                 | 500€ HT | 20 % | 600€ TTC |

Vu l'avis favorable de la Municipalité le 29 novembre 2016,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances le 1 décembre 2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 25 voix pour),

8 abstention(s) :

M. ROUSSEL, Mme HULAUD, Mme POMMEREUIL, M. LE SAUCE, Mme MARTINEAU, M. GRENET, M. GRUSON, Mme HERVIO

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** la grille tarifaire pour la vente d'encarts publicitaires pour assurer une partie du financement de la programmation de la Semaine du Golfe 2017.

|                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br/>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br/>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016</p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

### **31- DAC - VIE ASSOCIATIVE - APPROBATION D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE AVEC L'ASSOCIATION "L'ARGONAUTE & CO"**

M. Gérard GUILLOU, 1er Adjoint, expose à l'assemblée :

L'association alréenne « L'Argonaute & Co » a sollicité la Ville d'Auray afin de développer son projet innovant de « tiers lieu » autour de la mutualisation, du partage et de la synergie pour des artisans créateurs, des artisans d'art, des créatifs et des indépendants autour d'espaces de travail partagés : espaces ateliers, espaces bureaux, open space ouvert à tous, salles de cours ou de formation, espaces de réception d'événements.

L'ensemble des activités seraient animées et coordonnées par les membres de l'association autour de trois axes : promouvoir et développer le savoir-faire local, organiser des événements pour rendre le lieu attractif et créer un lieu fédérateur.

Pour ce faire, l'association s'est rapproché du Fab Lab actuellement installé à l'Hôtel Dieu auquel elle aurait souhaité se joindre.

Néanmoins, les contraintes d'aménagement de l'Hôtel Dieu ne permettent pas actuellement de répondre aux besoins d'accueil des activités de l'association : le projet de réhabilitation globale du lieu étant important, il est prévu sa réalisation sur plusieurs années.

En conséquence, la Ville a proposé à l'association de pouvoir amorcer son projet en mettant à sa disposition temporairement un immeuble situé rue Redien ; cet immeuble faisant l'objet d'un projet de mise en vente pour la réalisation d'une opération immobilière non encore déterminée.

La présente convention est donc conclue à titre précaire aux fins de préciser les conditions d'occupation de l'immeuble en question.

Vu l'avis favorable de la Commission « Culture, Jeunesse, Patrimoine » le 23 novembre 2016,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 33 voix pour),

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention d'occupation temporaire.

- **AUTORISE** le Maire à la signer.





## VILLE D'AURAY

(Morbihan)

Tél. 02 97 24 01 23

Fax. 02 97 24 16 56

[www.auray.fr](http://www.auray.fr)

[courrier.mairie@ville-auray.fr](mailto:courrier.mairie@ville-auray.fr)

### CONVENTI ON D'OCCUPATI ON TEMPORAI RE

Entre les soussignés :

La Ville d'Auray, représentée par son Maire, Monsieur Jean DUMOULIN, autorisé par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2016 ;  
ci-après désignée comme la Ville  
d'une part,

et l'association l'Argonaute & co, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 dont le siège social est situé 9 rue du Parco à Auray et représenté par son Président, M. ROSE Basile, mandaté par son conseil d'administration en date du 19 avril 2016 , ci-après désignée comme l'association,  
d'autre part,

#### Exposé préalable :

L'association l'Argonaute a sollicité la Ville d'Auray afin de développer son projet innovant de « tiers lieu » autour de la mutualisation, du partage et de la synergie pour des artisans créateurs, des artisans d'art, des créatifs et des indépendants autour d'espaces de travail partagés : espaces ateliers, espaces bureaux, open space ouvert à tous, salles de cours ou de formation, espaces de réception d'événements. L'ensemble des activités serait animé et coordonné par les membres de l'association autour de trois axes : promouvoir et développer le savoir-faire local, organiser des événements pour rendre le lieu attractif et créer un lieu fédérateur

Pour ce faire, l'association s'est rapprochée du Fab Lab actuellement installé à l'Hôtel Dieu auquel elle aurait souhaité se joindre.

Néanmoins, les contraintes d'aménagement de l'Hôtel Dieu ne permettent actuellement pas de répondre aux besoins d'accueil des activités de l'association : le projet de réhabilitation globale du lieu étant important, il est prévu sa réalisation à moyen terme.

De fait, la Ville a proposé à l'association de pouvoir amorcer son projet en mettant à sa disposition temporairement un immeuble situé rue Redien ; cet immeuble faisant l'objet d'un projet de mise en vente pour la réalisation d'une opération immobilière non encore déterminée.

La présente convention est donc conclue à titre précaire aux fins de préciser les conditions d'occupation de l'immeuble en question.

#### Article 1 : Objet de la convention

Cette convention a pour objet la mise à disposition à titre temporaire de locaux au bénéfice de l'association d'un immeuble situé 12 rue Redien à Auray implanté sur la parcelle cadastrée

#### Article 2 : Description des locaux

L'immeuble est composé des espaces suivants :

Bâtiment principal :

rez-de-chaussée :

- hall d'accueil : 9 m<sup>2</sup>

1er étage :

- salle de réunion G : 19,3 m<sup>2</sup>

- bureau A : 9,7m<sup>2</sup>
- bureau B : 12,8m<sup>2</sup>
- bureau C : 11,8 m<sup>2</sup>
- bureau D : 8,8 m<sup>2</sup>
- bureau E : 15,8 m<sup>2</sup>
- salle de réunion : 28,2 m<sup>2</sup>
- sanitaires : 5 m<sup>2</sup>
- bureau H : 13,6 m<sup>2</sup>
- bureau I : 12,8 m<sup>2</sup>
- salle de réunion J : 28 m<sup>2</sup>
- bureau K : 16 m<sup>2</sup>
- bureau L : 20,3 m<sup>2</sup>
- sanitaires
- salle d'eau : 6,9 m<sup>2</sup>

2e étage :

- bureau M : 11 m<sup>2</sup>
- bureau N : 6,75 m<sup>2</sup>
- bureau O : 12 m<sup>2</sup>
- cuisine salon : 26 m<sup>2</sup>
- deux espaces de stockage
- sanitaires
- salle de bains

Un 2<sup>e</sup> bâtiment contenant 3 appartements

La surface de cet immeuble est estimée à 300m<sup>2</sup> (hors sous-sols)

L'immeuble est mis à disposition sans mobilier.

### **Article 3 : Destination des locaux**

L'immeuble situé 12 rue Redien sera utilisé par l'association afin d'accueillir les activités conformes à ses statuts et exposées en préambule.

Conformément aux échanges préalables à la conclusion de la présente convention, l'association s'engage à ne pas accueillir d'activités d'ores et déjà développées par les services municipaux ou créant une situation de concurrence par rapport à des activités déjà représentées dans le centre ville.

### **Article 4 : Entretien et réparation des locaux**

Les droits et obligations des deux parties sont réglés conformément aux dispositions du code civil et particulièrement les articles 1720, 1754 et 1755 et aux usages locaux pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par la convention.

#### Pour la Ville :

La Ville s'engage notamment à tenir les lieux clos et couverts à y faire tous les gros travaux prévus à l'article 1720 du code civil et à veiller à la conformité de la réglementation régissant les Établissements Recevant du Public (ERP).

Il est à noter que seul le rez-de-chaussée du bâtiment est accessible aux PMR.

La Ville effectuera les vérifications périodiques obligatoires (alarmes incendie, extincteurs, électricité, ...) conformément à la réglementation en vigueur.

#### Pour l'association :

L'association devra tenir les lieux en bon état d'entretien, effectuer les réparations prévues par les articles 1754 et 1755 du code civil auxquels les parties entendant se référer même si la présente convention ne constitue en aucun cas un bail et les usages locaux en concertation avec les services techniques municipaux à titre de conseil le cas échéant. Elle devra immédiatement avertir la Ville de toute réparation à sa charge qui pourrait devenir nécessaire. A sa sortie, l'association rendra les locaux

en bon état de réparations locatives.

Tout projet de modification de l'agencement intérieur devra faire l'objet d'un accord formel de la Ville.

### **Article 5 : Sécurité et tranquillité**

L'association devra s'assurer que les effectifs admissibles dans le bâtiment soient compatibles avec la largeur et le nombre d'issues dont dispose le bâtiment.

L'association devra veiller à la tranquillité du voisinage dans le cadre de l'exercice de ses activités.

### **Article 6 : Assurances**

L'association devra assurer :

- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition (accidents)
- ses propres biens (vols, cambriolage ou autres actes délictueux)
- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc.)

L'association et son assureur devront, réciproquement, renoncer à tout recours contre la ville et son assureur.

Les recours restent maintenus contre les personnes physiques en cas de sinistre intentionnel de leur part.

L'association devra produire à la Ville, avant et pour toute la durée de l'occupation des locaux, une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions (responsabilité civile)

### **Article 7 : Durée et renouvellement**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du... 2016.

Sous réserve de l'évolution de la situation exposée en préambule, elle pourrait être renouvelée explicitement pour la même durée ; les conditions financières pouvant, quant à elles, être différentes.

### **Article 8 : Bilan d'activité**

L'association s'engage à fournir trois mois au moins avant le terme de la présente convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif des actions engagées selon les trois axes développés en préambule : promouvoir et développer le savoir-faire local, organiser des événements pour rendre le lieu attractif, créer un lieu fédérateur

auxquels la collectivité souhaite s'associer et apporter son concours au regard de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales.

### **Article 9 : Conditions financières, charges, impôts et taxes**

#### Conditions financières :

La présente convention est établie sur la base d'un montant de loyer de 1500€ par mois.

Il est convenu entre les parties que compte tenu du caractère innovant, expérimental et d'intérêt général du projet porté par l'association, la Ville accepte à titre d'accompagnement la première année d'accorder une mise à disposition à titre gracieux.

#### Charges

La Ville d'Auray souscrit les abonnements gaz eau et électricité et assure le paiement des factures correspondantes.

L'association assure les dépenses de consommation des fluides eau gaz et électricité ainsi que la téléphonie et les accès internet.

L'association prend également en charge l'entretien ménager des locaux et l'entretien des abords.

#### Impôts et taxes

L'association acquittera tout impôt, taxe et contribution de toute nature que la loi met à la charge des occupants.

## **Article 10 : Résiliation**

### Résiliation de plein droit

La convention sera résiliée de plein droit en cas de :

- destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure
  - non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention ;
- pour une telle circonstance, la résiliation prendrait effet à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La résiliation de plein droit ne donne en aucun cas lieu à indemnisation.

### Résiliation volontaire

L'association pourra à tout moment résilier la présente convention avec un préavis de trois mois adressé par courrier en recommandé avec accusé de réception au Maire d'Auray.

La Ville pourra résilier la présente convention avec un préavis de trois mois adressé par courrier en recommandé avec accusé de réception au Président de l'association.

En cas de réalisation du projet de vente de l'immeuble, la Ville pourra résilier la présente convention avec un préavis de trois mois adressé par courrier en recommandé avec accusé de réception au Président de l'association.

En cas de constat de carence, de faute ou de dysfonctionnement ou pour tout autre motif d'intérêt général survenant en cours d'exécution de la convention, la Ville après étude de la situation et entretien avec les représentants de l'association se réserve la possibilité de dénoncer la convention par courrier en recommandé avec accusé de réception avec un préavis de trois mois prenant effet à la date de réception du dit courrier. La résiliation de la convention entraîne la récupération des locaux mis à disposition par la Ville à compter de la fin du préavis.

## **Article 11 : Dissolution de l'association**

La dissolution de l'association met automatiquement fin aux engagements respectifs des deux parties.

## **Article 12 : Élection de domicile**

Pour l'élection de la présente convention, les parties font respectivement élection de domicile :

La Ville d'Auray à l'Hôtel de Ville : 100 place de la République 56406 AURAY

L'association en son siège : 9 rue du Parco, 56400 AURAY

## **Article 13: Compétence juridictionnelle**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort de la juridiction territorialement compétente.

Fait à Auray en double exemplaire le 16 décembre 2016

Pour la Ville d'Auray  
le Maire  
Jean DUMOULIN

Pour l'association  
le Président  
Basile ROSE

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 20/12/2016<br>Compte-rendu affiché le 20/12/2016<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 20/12/2016 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **QUESTIONS DIVERSES :**

### **CIRCULATION RUE DE LA PAIX**

**M. ROUSSEL :** des alréens m'ont fait remarquer que depuis les changements de règles de circulation les nuisances sont de pire en pire tant au niveau de la vitesse observée que du stationnement. Ces changements font-ils suite à une décision unilatérale de Brech ? La ville a t'elle été associée à ces décisions ? J'ai également pu constater par moi même que depuis le changement de sens de circulation de la rue de la Paix, les voitures roulent très vite et que la situation est très dangereuse.

**M. LE MAIRE :** la ville de Brech a effectué ces changements à titre expérimental sans nous consulter préalablement. La ville de Brech à des problèmes depuis plusieurs années rue Le Hellec, elle a installé des chicanes, mais pas forcément aux bons endroits, interdisant à certains riverains de rentrer dans leurs garages. Le sens unique a été installé sans que nous en ayons été informés et nous avons réagi en les contactant. Par ailleurs, une étude globale du trafic actuel et futur a été menée par AQTA pour le quartier de la gare dans le cadre du projet de PEM. La circulation dans ce quartier sera rediscutée avec la ville de Brech. La décision définitive des sens de circulation du quartier de la gare se fera dans un cadre général en fonction du PEM et des flux générés. Nous sommes parfaitement conscients des problèmes de circulation de la rue de la Paix et de la rue Marca rencontrés actuellement.

A 20h45, l'ordre du jour étant épuisé et aucune autre question n'étant posée, M. Le Maire lève la séance.

### **Signature des Présents en séance**

Monsieur DUMOULIN :

Monsieur GUILLOU :

Madame LE BAYON :

Monsieur TOUATI :

Madame ROUSSEAU : ABSENTE (procuration donnée à M. ALLAIN)

Monsieur MAHEO :

Madame QUEIJO :

Monsieur ROCHELLE :

Madame NAEL :

Monsieur ALLAIN:

Madame JOLY :

Madame VINET-GELLE :

Monsieur LE CHAMPION

Monsieur GOUEGOUX:

Madame HOCHET :

Monsieur EVANNO :

Monsieur BOUQUET :

Madame RENARD :

Monsieur LASSALLE :

Madame MIRSCHLER :

Monsieur GUYOT :

Madame LE ROUZIC :

Monsieur LE CHAPELAIN :

---

|          |           |
|----------|-----------|
| Monsieur | ROUSSEL : |
|----------|-----------|

---

|        |                                                        |
|--------|--------------------------------------------------------|
| Madame | HULAUD : ABSENTE (procuration donnée à Mme POMMEREUIL) |
|--------|--------------------------------------------------------|

---

|        |              |
|--------|--------------|
| Madame | POMMEREUIL : |
|--------|--------------|

---

|          |            |
|----------|------------|
| Monsieur | LE SAUCE : |
|----------|------------|

---

|        |                                                        |
|--------|--------------------------------------------------------|
| Madame | MARTINEAU : ABSENTE (procuration donnée à M. LE SAUCE) |
|--------|--------------------------------------------------------|

---

|          |                                                   |
|----------|---------------------------------------------------|
| Monsieur | GRENET : ABSENT (procuration donnée à M. ROUSSEL) |
|----------|---------------------------------------------------|

---

|          |          |
|----------|----------|
| Monsieur | GRUSON : |
|----------|----------|

---

|        |                                                      |
|--------|------------------------------------------------------|
| Madame | BOUVILLE : ABSENTE (procuration donnée à Mme QUEIJO) |
|--------|------------------------------------------------------|

---

|        |                                                   |
|--------|---------------------------------------------------|
| Madame | HERVIO : ABSENTE (procuration donnée à M. GRUSON) |
|--------|---------------------------------------------------|

---

|          |            |
|----------|------------|
| Monsieur | BOUGUELLID |
|----------|------------|

---